



HAL
open science

Images de la violence, violence des images. La violence politique et sa représentation dans la photographie de presse italienne (1969-1984)

Guillaume Guidon

► To cite this version:

Guillaume Guidon. Images de la violence, violence des images. La violence politique et sa représentation dans la photographie de presse italienne (1969-1984). Histoire. 2010. dumas-00593295

HAL Id: dumas-00593295

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00593295>

Submitted on 13 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Guidon Guillaume
Année 2009-2010



Mémoire de Master 1 Mention : Histoire et histoire de l'art
Spécialité : Histoire des relations et échanges culturels internationaux
Parcours : MIFI
Sous la direction de Marie-Anne Matard-Bonucci

Images de la violence, violence des images

La violence politique et sa représentation dans la photographie de presse italienne (1969-1984)



Les photographies en couverture :

En haut : une des victimes de l'explosion Piazza della Loggia à Brescia en 1974 (à gauche); vue de la gare de Bologne après l'attentat de 1980 (à droite).

En bas : Enrico Boffa, chef du personnel chez Singer, jambisé par les Br le 21 octobre 1975 à Turin (à gauche); le corps d'Aldo Moro dans le coffre de la R5, via Caetani le 9 mai 1978 (au centre); un des chars de l'armée envoyés dans Bologne pour mettre fin aux émeutes de mars 1977 (à droite).

Tous les pouvoirs retiendront la leçon : une image peut faire autant de mal qu'une division ennemie.

(Michel Guerrin, in Baqué, D., L'effroi du présent)

Introduction

Le 12 décembre 1969 à 16h57, Piazza Fontana, en plein coeur de Milan. L'Italie vient d'entrer de plein pied dans ce que l'on nommera par la suite les "années de plomb"¹. A la Banca dell'agricoltura, une bombe vient d'exploser, le bilan est de 16 morts et d'une centaine de blessés. Cet attentat, perpétré par des membres d'un groupe d'extrême droite, Ordine nuovo, mais initialement attribué à des anarchistes, marque le début d'une décennie de lutte armée, cette dernière étant menée de front par des organisations clandestines se réclamant aussi bien du marxisme-léninisme que du néofascisme. Chacune d'entre elles va user de moyens divers, afin de conduire une véritable "guerre civile de basse intensité"² contre l'Etat, contre le communisme ou contre la menace fasciste suivant l'obédience politique. Cependant, parmi les méthodes employées pour mener ce combat, une tendance va rapidement se dégager, qui est commune aux deux extrêmes : l'usage de la violence, et notamment de l'homicide politique.

Comprendre les fortes contestations sociales qui ont agité l'Italie entre la fin des années 1960 et le début des années 1980 implique de s'interroger sur les multiples facteurs nous permettant de saisir l'émergence de ce phénomène. L'Italie, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, est un Etat marqué, en premier lieu, par une absence d'alternance politique. La Démocratie-Chrétienne dirige le pays depuis la sortie, en 1947, du PCI du gouvernement de coalition nationale formé aux lendemains de la guerre. Le parti communiste, qui représente pourtant la deuxième force du pays, est ainsi exclu du jeu gouvernemental. De plus, à la veille de 1968, l'Italie est en pleine mutation économique et sociale : avec un taux de croissance du PIB de 5,5% par an entre 1951 et 1958, l'Italie passe rapidement d'une économie sous-développée à domination agraire à une économie industrielle d'exportation. De plus, cette forte industrialisation s'accompagne d'importants mouvements migratoires internes au pays qui voient de nombreux jeunes du Mezzogiorno partir dans une des grandes villes du triangle industriel du nord (Milan, Turin, Gênes) en quête d'un emploi. Le *miracolo economico* va ainsi provoquer de profonds "déséquilibres structurels et [une] transformation de classe [...], en particulier l'émergence d'un nouveau prolétariat juvénile"³.

1 Expression utilisée pour désigner dans plusieurs pays une période marquée par un activisme politique violent. Cette dénomination trouve son origine dans le film *Die bleierne Zeit* (1981), de Margarethe von Trotta.

2 Selon Oreste Scalzone, un militant d'extrême-gauche, faisant partie des fondateurs du groupe extra-parlementaire Potere Operaio. Il faut toutefois signaler que cette expression fait débat, voire Lazar, M., "Les années de plomb : une guerre civile?" in Lazar, M, Matard-Bonucci, M.A. (sous la dir.de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010.

3 Lazar, M. (sous la dir. de), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Fayard, 2009

L'amélioration rapide mais très inégale du niveau de vie matériel de la population contient donc en germe une accumulation de tensions sociales qui vont finir par éclater à la fin des années 1960.

De plus, il faut constater une spécificité italienne qui réside dans le haut niveau de violence sociale et politique au sein de la société civile depuis la naissance de l'Etat : brigandage, *fasci* siciliens, émeutes de la fin du 19^{ème} siècle, “semaine rouge” de juin 1914, *biennio rosso* de 1919-20,... On s'en rend particulièrement compte en prenant en considération cette remarque de Rossana Rossanda :

"En fait, dans notre pays, le conflit social a toujours été aigu. Il a toujours porté en lui des éléments de violence. (...) Je peux témoigner du haut degré de violence des luttes politiques et sociales entre 1945 et 1959. Elles avaient ainsi leurs moments armés, car peu nombreux étaient ceux qui avaient obéi à l'injonction des forces armées américaines et à l'invitation du Comité de libération nationale à rendre, après juillet 1945, les armes ; nombreux furent ceux qui les conservèrent ou les dissimulèrent."⁴

Tout ceci, combiné à la mémoire transmise par les acteurs de ce que l'on nomme les “années dures” (1940-1950) à la nouvelle génération née après la guerre, fait en sorte “que [sa] révolte puisse sonner comme une revanche des catégories dominées par rapport aux humiliations subies jusqu'alors, mais aussi par rapport aux structures d'encadrement populaires, jugées coupables d'impuissance.”⁵ A cela, on peut ajouter que dans un pays avec une expérience de la démocratie relativement récente et où, surtout, la tradition voulait que les forces de l'ordre répriment durement toute contestation⁶, le conflit politique se radicalisa rapidement, les autorités n'apportant pas ou peu de réponses au niveau des réformes.

A la fin des années 1960, et ce au niveau mondial, une génération contestataire apparaît, principalement dans les universités. Le contexte international, avec la guerre du Vietnam et la critique de l'impérialisme occidental qui l'accompagne, va fournir de la matière pour mobiliser les étudiants, que ce soit aux Etats-Unis ou encore en Allemagne. Le cas italien est un peu différent, puisque, à l'instar de la France, il est davantage issu d'une critique de la situation universitaire et de l'opposition à certaines réformes récemment mises en place. La faculté de sociologie de Trento va donc lancer un cycle de mobilisation à partir de la fin de l'année 1967 avec l'occupation des bâtiments. Les premiers épisodes de violence surviennent à Rome le 29 février 1968, puis le 1^{er} mars lors de la “bataille de Valle Giulia”. La forte répression policière à l'encontre du mouvement étudiant va conforter ses participants dans le recours à une violence qui se veut défensive et

4 Guigou, J. et Wajnsztein, J., *Mai 68 et le mai rampant italien*, L'Harmattan, Paris, 2008.

5 Lazar, M. (sous la dir. de), *op cit.*

6 En Italie, entre 1947 et 1969, près de 90 manifestants ou grévistes sont tombés sous le feu de la répression des conflits sociaux, contre une douzaine en France, 674 ont été blessés et 80 000 ont été arrêtés.

fournir à de nombreux militants l'occasion de participer à ses premiers affrontements de rue. Cette radicalisation et cet activisme de la jeunesse vont ensuite s'étendre aux usines dans une jonction entre ces deux mondes inédite ailleurs.

Une époque s'ouvre donc dans la péninsule lors de cette période, où l'usage de la violence qui va y être fait distinguera cette expérience des autres mouvements occidentaux. En effet, elle va se révéler unique “ par sa longévité, par la variété de ses manifestations (de la violence de masse diffuse à l'assassinat politique), par son ampleur quantitative”⁷. De plus, l'intérêt d'étudier la violence politique en Italie, tient également au fait qu'elle n'a pas été l'unique apanage des groupes issus de la contestation gauchiste de mai 1968, mais qu'elle a été employée par la nébuleuse néofasciste italienne, de façon même plus précoce.

Nous allons, dans notre approche, nous attacher à étudier cette violence politique vue par la presse quotidienne de la péninsule, et plus particulièrement à travers le prisme de la photographie. Si nous faisons ce choix, c'est en raison du poids que nous accordons à l'image dans la construction des représentations sociales, et aussi en raison du fait que c'est un chantier encore délaissé par l'historiographie des "années de plomb".

Cette dernière a mis longtemps à éclore, sûrement car, comme le dit Giovanni Moro : “Le silence est peut-être l'attitude la plus communément adoptée vis-à-vis des années 1970. On préfère tout simplement ne pas parler de cette époque, sorte de trou noir dans notre histoire.”⁸ Nous pourrions même ajouter que la “ faiblesse historiographique sur la question en Italie ne fait que traduire dans le champ intellectuel le traumatisme engendré par ces années”⁹. La production intellectuelle sur cette période a donc longtemps été dominée par des travaux de journalistes, s'attachant surtout aux aspects spectaculaires des "années de plomb", et déconnectant complètement la phase des luttes sociales de celle de la lutte armée. Ces ouvrages se concentrent d'ailleurs principalement sur la violence politique d'extrême gauche, et plus particulièrement sur les Brigades rouges (le groupe de lutte armée d'extrême gauche le plus important en termes de militants, d'actions réalisées et de longévité), effaçant de l'histoire tout ce qui a pu advenir et toute logique de compréhension au-delà de cette organisation.

A partir de 1982, les premiers travaux scientifiques ont fait leur apparition avec les importantes recherches lancées par Raimondo Catanzaro et Donatella Della Porta, des sociologues. Utilisant les archives judiciaires, les documents produits par les groupes armés ainsi que des

7 Sommier, I., “La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême gauche italienne. 1969-1974” in *Politix*, n°17, 1992, pp.86-103.

8 Armani, B., “La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb”, in Lazar, M., Matard-Bonucci, M. A. (sous la dir. de), *op cit.*

9 Sommier, I., “Les "années 1968", entre l'oubli et l'étreinte des années de plomb” in *Politix*, n°30, 1995, p.168-177.

entretiens approfondis avec d'anciens activistes, ils ont publié huit ouvrages d'une grande densité qui permettaient d'avoir enfin un regard un peu plus complet et cohérent sur la décennie passée. De plus, certains protagonistes de la lutte armée se sont mis à écrire leurs mémoires à partir de la fin des années 1980, notamment les grands leaders des formations clandestines les plus en vues comme les Brigades rouges (Renato Curcio, Alberto Franceschini, Mario Moretti,...) et Prima Linea (Sergio Segio) pour l'extrême gauche, mais aussi certains néofascistes comme Francesca Mambro, membre des NAR (*Nuclei armati rivoluzionari*). Cette volonté de témoigner sur ce que fut cette période et sur les raisons de leurs choix montre qu'il peut exister une certaine attente de " l'opinion face à une situation historiquement non soldée"¹⁰. Toutefois, on constate de véritables lacunes sur le plan des ouvrages d'historiens. Les livres présentés au grand public comme des études historiques ont une certaine tendance à faire de l'affrontement entre l'Etat italien et les groupes subversifs le point central de l'histoire de l'Italie des années 1970, se focalisant surtout sur la violence de gauche et, si l'on veut affiner le trait, singulièrement sur les Brigades rouges¹¹. Ils reprennent principalement, de manière assez figée, les mêmes épisodes, se concentrant sur les dernières années, excluant par là tout cheminement logique et scientifique afin de comprendre le recours à la violence.

Une des raisons pour expliquer cet état de fait tient sûrement à la difficulté de s'insérer dans ce débat encore sensible de l'autre côté des Alpes, où les comptes ne sont pas encore vraiment soldés. Pourtant, en tant que moment majeur dans l'histoire de l'Italie contemporaine, nous voyons un réel enjeu à étudier ce qui s'est passé pendant cette décennie, aussi parce qu'écrire l'histoire des vaincus n'a jamais été vraiment une priorité, a fortiori lorsque ces derniers ont pu faire le choix des armes et emprunter une voie jugée "déviant" par les partis politiques institutionnels. Ainsi, comme le note justement Isabelle Sommier, de nombreux "obstacles d'ordre historiographique (ont) eu pour effet de cisailer l'histoire de ces années entre d'un côté 1968-69, ces "formidables années" selon l'expression de Mario Capanna, célébrées pour leur caractère festif et joyeux; de l'autre, les sombres années 1970, "années de plomb" marquées par le terrorisme, sans nuance et sans lien entre les deux périodes. [...] Privés d'histoire, les partisans de la lutte armée semblent étranges, voire pathologiques, et leur choix de la violence une hérésie incompréhensible. [...] Nulle part ailleurs qu'en Italie, l'éventuel règlement politique et historique de ces années n'est aussi douloureux."¹² Tenant compte de cette analyse d'une grande pertinence et la reprenant comme point de départ, nous étudierons donc le phénomène de la lutte armée en couvrant toute la décennie des années 1970, commençant notre recherche en 1969, avec le premier grand attentat perpétré par l'extrême droite à

10 Violle, N., "Mémoire historique, mémoire activiste. L'histoire des années de plomb en question." in Lettieri, C., *Comprendre l'Italie des années 2000*, Publications de l'université de Provence, Aix-en-Provence, 2009.

11 *Ibid*

12 Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, SciencesPo Les Presses, Paris, 2008.

Piazza Fontana, et la conduisant jusqu'en 1984, avec le dernier attentat d'inspiration néofasciste dans le train Naples-Milan, le 23 décembre (16 morts, 105 blessés).

S'interroger sur le surgissement de la violence au sein de la société civile nous a amené à nous questionner sur la manière de nommer cette violence. En effet nous avons constaté que beaucoup d'ouvrages consacrés à la période utilisent de façon un peu facile l'appellation de "terrorisme" afin de définir le recours à l'usage de la force qui a pu être l'apanage des formations armées, sans trop se poser de questions sur ce que signifie cette terminologie. Nous pensons qu'il faut se méfier de l'accusation "terroriste" car elle est devenue une sorte de catégorie en soi, rendant inutile toute réflexion (parce qu'elle serait indécente) et accuse à l'avance celui qui est étiqueté comme tel : au pire il est coupable, au mieux il est suspect. Ce terme empêche donc une compréhension claire de phénomènes souvent bien différents.¹³ Nous reprendrons même cette analyse de Mike Davis qui nous dit que la désignation de terrorisme "disqualifie et dépolitise pêle-mêle toute forme de contestation ou de résistance à l'ordre établi"¹⁴. Le terme de "terrorisme" nous a donc semblé quelque peu "fourre-tout", puisque sont regroupés sous cette dénomination des groupes et des modes d'action extrêmement divers : l'assassinat politique, entendu comme "le meurtre d'une personnalité publique pour un mobile politique", le complot ou la conspiration, la guérilla ou encore l'insurrection. C'est pourquoi, à l'instar d'Isabelle Sommier nous préférons parler sobrement de "violence révolutionnaire". Cette violence est "révolutionnaire" en ce qu'elle cherche à attaquer le pouvoir d'Etat suivant une idéologie de changement social radical. Cette violence n'est pas l'apanage des groupes d'extrême gauche, on la retrouve aussi chez certains groupes d'inspiration fasciste dont la virulence, à la même période, contribue amplement à l'escalade poursuivie par les premiers."¹⁵ Nous parlerons également de "violence politique", au sens où Ted Honderich l'a défini, y voyant un "usage considérable et destructif de la force contre des personnes ou des choses, un usage de la force interdit par la loi, visant à un changement de politique, de système, de territoire de juridiction ou de personnel gouvernemental ou de gouvernement, et par conséquent guidé également vers un changement de la vie des individus dans cette société."¹⁶

Notre démonstration commencera donc par une présentation du surgissement de la violence politique en Italie à la fin des années 1960, en s'attachant à comprendre les mécanismes théoriques

13 Vargas, F. (sous la dir. de), *La vérité sur Cesare Battisti*, éd. Viviane Hamy, France, 2004

14 Davis, M., *Les héros de l'enfer*, Textuel, Paris, 2007.

15 Sommier, I., *La violence révolutionnaire*, SciencesPo Les Presses, Paris, 2008.

16 Sommier, I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaire de Rennes, Rennes, 2008.

et pratiques qui ont alors légitimé pour certains le recours à cette violence, allant jusqu'à commettre des assassinats et des attentats meurtriers. Cela nous fournira l'occasion de présenter les acteurs, leurs motivations et leurs formes d'engagements politiques. Définir cela nous semble un préalable essentiel afin d'avoir en tête un cadre clair et cohérent, permettant de comprendre l'importance du phénomène de la lutte armée en Italie. Mais les présenter est surtout pour nous un moyen d'en arriver aux stratégies de communication employées par les différents groupes combattants.

En effet, avant d'analyser la représentation du phénomène qu'en donne la presse, nous devons questionner le rapport à l'image entretenu par les activistes. Nous nous pencherons donc sur les choix adoptés par les différentes organisations lorsqu'elles revendiquent, ou pas, des actions violentes, en particulier des homicides. Nous pourrions ainsi établir s'il existe des positions partagées entre les divers groupes armés sur la question de l'autoreprésentation, s'il est possible de dégager des tendances propres aux deux extrêmes, s'ils se rejoignent sur des modes opératoires et surtout si ces stratégies s'avèrent payantes, du point de vue de la propagande.

Il pourrait sembler que l'on passe beaucoup de temps à présenter des éléments de contexte. Cependant, si nous faisons ce choix, c'est qu'il nous semble indispensable d'avoir bien à l'esprit les logiques qui amènent autant de gens à faire le choix des armes et à entrer dans la clandestinité, et qui font de la lutte armée un phénomène central des années 1970, à côté duquel la presse ne peut pas passer.

Cela nous conduit donc à présenter la presse que nous étudierons lors de notre démonstration. Nous avons élaboré un panel de journaux qui nous semble suffisamment représentatif des forces politiques italiennes de l'époque, allant de l'extrême gauche (*Lotta continua, il Manifesto*) à l'extrême droite (*Secolo d'Italia*), en passant par des organes de presse de partis politiques (*L'Unità, il Giorno*) et par des quotidiens de centre-gauche et centre-droit à grands tirages (*Corriere della sera, La Repubblica*). Nous commencerons donc par les quotidiens choisis en insistant sur leurs particularités (affiliation à un parti politique, à une ligne politique, place accordée à l'image,...), ce qui nous permettra sûrement de faire émerger des tendances qui se révéleront importantes lorsqu'il s'agira d'analyser le contenu des photographies. L'intérêt de notre deuxième partie résidera dans la compréhension de la place de la presse au coeur de ces années de tension sociales très fortes, afin de saisir comment elle se positionne par rapport au phénomène de la lutte armée, si les journalistes ont des positions qui évoluent au cours de la décennie étudiée, s'ils arrivent à garder une attitude de neutralité en considérant ce phénomène comme n'importe quel sujet à traiter ou bien si au contraire ils sont amenés à prendre parti sur cette question. De plus, nous essayerons de saisir la teneur des débats éthiques qui se sont développés entre les journalistes, concernant la

question de montrer ou non la violence politique.

De là, nous aurons suffisamment de clés pour pouvoir nous pencher sur l'analyse d'un corpus de photographies. Ces dernières seront évidemment toutes axées sur la représentation de moments où la violence politique surgit dans la société italienne. Par là, nous entendons donc les attentats à l'explosif de l'extrême droite dans des lieux publics où l'intention est explicitement de blesser ou tuer des innocents; les assassinats prémédités par des commandos (principalement d'extrême gauche, mais également, nous le verrons, d'extrême droite); de plus, nous utiliserons également, mais de façon plus limitée, les assassinats moins prémédités tels que les morts d'activistes (qui surviennent souvent dans des échanges de coups de feu imprévus avec les forces de l'ordre), ainsi que certaines photographies représentant des personnes décédées dans des manifestations ou dans des affrontements avec la police.

L'enjeu va donc être de considérer la presse écrite sous l'angle de la production des représentations liées à la violence politique, afin de pouvoir sérier, articuler et décrypter les divers usages et mises en scène de ces dernières. Il faut préciser que par représentation, et nous dirons même par représentation sociale, nous entendons les images de la réalité collective suggérées fortement à l'individu par la société. Ainsi, nous partageons avec Raymond Depardon cette analyse que "La photographie reste un moyen d'agir sur les consciences. Toute image n'est pas neutre, donc politique, car la lumière, la distance, le choix, rien n'est neutre, c'est subjectif, c'est affectif, c'est politique, c'est partiel."¹⁷ Si nous faisons le choix de travailler sur des photographies, c'est en partie parce que nous les concevons comme des actrices de l'histoire. Elles sont notamment une source d'information "sur l'imaginaire d'un groupe social ou d'une époque, cristallisé en ces images qui entrent alors dans le champ des mentalités et des représentations"¹⁸. Comme Susan Sontag, nous considérerons donc les photographies comme des "pièces à conviction"¹⁹.

Afin d'analyser ce qui est montré de la lutte armée dans la presse quotidienne, nous suivrons plusieurs grilles de lecture. En premier lieu, nous nous interrogerons sur la violence néofasciste. Comme nous l'avons déjà souligné, les groupuscules de la droite radicale ont eu plusieurs fois tendance à utiliser une forme de violence aveugle, que l'on appelle en italien *strage* (ce qui équivaut pour nous à "massacre"). Comme ce sont les premiers à avoir recours à l'homicide en ayant des finalités politiques, au cours de cette décennie "de plomb", nous sommes en droit de nous demander comment ce phénomène, inédit alors, a pu être montré ou interprété par la presse à grand tirage. Nous savons, grâce à l'analyse du sociologue M. Wieviorka que "Les journalistes sont tributaires,

17 Raymond Depardon, *Images politiques*, La Fabrique, Paris, 2004.

18 Michaud, E., "La construction de l'image comme matrice de l'histoire", in *Vingtième siècle*, n°72, octobre-décembre 2001.

19 Sontag, S., *Sur la photographie*, Christian Bourgeois éditeur, France, 2000.

surtout à chaud, des sources policières, seules à même d'apporter diverses indications sur la nature d'un évènement, le message qu'il véhicule, ses coupables supposés...Ils présentent et commentent donc des évènements dans un cadre largement déterminé par un tiers, ni terroriste ni journaliste: l'ensemble que nous appellerons les pouvoirs"²⁰. Cependant, nous essayerons d'aller plus en avant dans cette analyse : nous nous interrogerons sur les distorsions entre la place prise par les photographies mettant en scène des dégâts matériels et celles montrant des victimes. Nous verrons s'il existe une ou des exceptions à ces schémas de représentation de l'attentat à l'explosif.

En progressant chronologiquement dans les années 1970, nous allons donc voir, avec la radicalisation des formes de lutte, l'homicide politique prémédité rentrer dans le panel des méthodes employées par les groupes clandestins d'extrême gauche. La première victime sera abattue en mai 1972, en la personne du commissaire Luigi Calabresi²¹. Cette logique se poursuit dans les années suivantes et jusqu'au début des années 1980 par une escalade de la violence, qui va finir par devenir une course à la radicalité entre les différentes organisations armées, et une lutte pour l'hégémonie au sein de l'extrême gauche combattante, bien loin des aspirations initiales de ces mêmes groupes.

Mais ce n'est pas forcément cet aspect de l'histoire qui nous intéresse ici. Nous allons plutôt nous attacher à suivre une deuxième piste d'analyse, en cherchant à comprendre de quelle manière est représenté l'homicide politique, ou pour dire les choses autrement, si dans la perception qui nous est donnée de l'homicide, sa charge politique est identifiable. En effet, nous nous accordons avec F.B. Huyghe pour dire que dans les actes de violence politique, "le dommage se double d'un message (...). C'est un témoignage. L'acte révèle. Il exprime une existence. (...) Le terrorisme est une guerre du Paraître, voire une guerre pour paraître."²², autrement dit, ce sont des actes qui prennent essentiellement leur substance dans la symbolique qu'ils revêtent ou qu'ils cherchent à atteindre. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le kidnapping d'Aldo Moro par les Brigades Rouges en 1978²³ prouve l'intérêt qu'attachent au rituel les groupes révolutionnaires, même si cela doit entraîner ces derniers à devenir dépendants des moyens de communication susceptibles de diffuser un message puissant.

Pourtant, dans ce genre de situation historique et politique, le pouvoir a tout intérêt à ramener ces actes à une dimension purement criminelle, en y effaçant toute portée politique, notamment par l'usage des médias. Nous verrons donc si nous pouvons nous permettre ce constat

20 M. Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Fayard, Mesnil-sur-l'Estrée, 1988

21 Accusé par les organisations extra-parlementaires de gauche d'avoir défenestré en 1969 un anarchiste, Giuseppe Pinelli, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de Piazza Fontana.

22 F.B. Huyghe, "*Analyse: le terrorisme – entre ravage et message*" in terrorisme.net , 2003

23 Aldo Moro était le personnage le plus influent de la Démocratie-chrétienne (DC), le parti au pouvoir depuis la libération. Il était notamment à l'origine du "compromis historique" entre les deux principales forces électorales du pays, la DC et le Parti Communiste.

ici. En parallèle, nous nous intéresserons également aux titres qui accompagnent les photographies. En effet, ces derniers ont un impact visuel important, qui se couple avec l'image. Ainsi, le discours porté dans ces titres se répercute dans l'analyse que les lecteurs font de l'illustration. Or, il apparaît que les journaux n'ont pas toujours voulu ou pu nommer les véritables auteurs d'attentats politiques, pointant, suivant la ligne idéologique du quotidien, "les fascistes" et "les provocateurs" (pour la presse de gauche et d'extrême gauche, ainsi que la plupart des journaux à grands tirages) ou bien les "communistes" (dans la presse d'extrême droite comme *Il Secolo d'Italia*) comme responsables systématiques du moindre surgissement de violence au sein de la société. Il s'agira donc pour nous de démêler les noeuds qui se forment dans le discours sur la lutte armée, d'analyser les enjeux de pouvoir qui y sont sous-jacents, et les constructions utilisées pour délégitimer des luttes et des modes d'action.

De plus, nous nous interrogerons sur les victimes et la place qui leur est assignée au sein de cette iconographie. Nous nous demanderons si elles sont montrées ou pas, en cherchant les raisons de ces choix. Nous verrons également, si elles sont représentées, de quelles façons elles le sont. La plupart des victimes étant des cibles choisies pour leur rôle au sein de la société civile (juges, policiers, journalistes,...), nous verrons si ces fonctions sont perceptibles ou si, au contraire, il y a des enjeux à ne pas s'attacher au statut social des morts. Ainsi, à partir de là, nous pourrions faire émerger les discours développés par les journalistes et questionner le rapport à l'héroïsation, à la martyrologie et à l'innocence. Nous verrons notamment si l'on ne peut pas faire des rapprochements avec l'iconographie militaire, dans laquelle "les images d'opération, de victimes et de combattants sont maniées par une presse désireuse de faire rimer information et émotion"²⁴.

Enfin, nous tenterons de développer un dernier questionnement à travers la construction de la mémoire des attentats et des assassinats, dans la presse durant la décennie. Nous nous demanderons s'il a existé une tentative immédiate d'exorcisation du phénomène armé, ou si au contraire les dates "anniversaires" ont été des occasions de construire une histoire et une mémoire immédiate, et s'il y a des enjeux politiques et sociaux qui y sont sous-jacents. Cela représentera l'occasion de voir quels ont été les événements qui ont fait l'objet de commémorations, et à partir de là qui sont les oubliés de l'histoire des "années de plomb".

En suivant toutes ces pistes d'analyse, nous espérons pouvoir dresser un panorama des discours et des interprétations au sein de la presse quotidienne concernant le phénomène des "années de plomb".

24 D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste", in Lazar, M. et Matard-Bonucci, M.-A. (sous la dir. de), *op cit*.

Première partie :

Le surgissement de la
violence politique au sein de
la société italienne

Chapitre 1 :

Stratégies de lutte et
fondements idéologiques

I- De l'anticommunisme à la "stratégie de la tension"

Si les médias et les dirigeants politiques ont beaucoup insisté à l'époque sur le phénomène des Br et autres groupuscules d'extrême-gauche, la violence politique a été employée initialement par la droite radicale : c'est la "stratégie de la tension"²⁵. La focalisation médiatique et politique sur les actions de l'extrême gauche et le mystère qui entoure encore cette violence d'extrême-droite ont contribué à reléguer au second plan la réalité de la *strategia della tensione*. Pourtant, si l'on s'attache à de simples données chiffrées comme celle données par le ministère de l'intérieur, on se rend compte que 67,55% des violences commises en Italie entre 1969 et 1980 (attentat, assassinat, violence de rue,...) étaient imputables à l'extrême droite. Autre donnée encore plus accablante s'il en est besoin, de 1969 à 1975, sur 4384 actes répertoriés de violence politique, 83% étaient le fait des néofascistes, responsables notamment de 83 homicides sur 92²⁶. Comment une telle réalité peut passer autant inaperçue dans les travaux consacrés à la période?

L'acte de naissance de la stratégie de la tension a été localisé, notamment par la commission parlementaire d'enquête sur les massacres, lors du colloque de l'institut Pollio²⁷ du 3 au 5 mai 1965 à Rome, caractérisé par un anticommunisme obsessionnel et par l'insistance accordée à l'imminence d'un "péril rouge" qui aurait nécessité de passer rapidement à l'action. La stratégie élaborée durant ces rencontres se présente donc comme une réponse aux luttes sociales montantes dans le pays. Les attentats qui ensanglantèrent l'Italie entre 1969 et 1974 ne peuvent donc pas être vus comme de simples et déconnectées actions criminelles, mais plutôt comme faisant partie intégrante d'une véritable opération politique, fruit de la collaboration entre une frange de l'appareil d'Etat et la mouvance néofasciste. Avec cette stratégie, l'objectif était donc de créer un climat qui induise l'opinion publique à isoler la gauche en tant qu'ennemie des libertés, afin de favoriser un tournant autoritaire du régime, voire même un coup d'Etat, calqué sur le modèle de celui des colonels grecs de 1967.

Comme le disent J. Guigou et J. Wajnsztein, "l'important est de provoquer, dans l'opinion, un

25 L'origine de l'expression "stratégie de la tension" est attribuée au dirigeant du *Movimento studentesco* milanais, Mario Capanna qui a employé le premier le terme sous forme de calembour. En effet, A. Moro venait juste de faire un discours indiquant que la DC devait adopter "la stratégie de l'attention" (pour les forces de gauche et syndicales, première pierre vers le projet de compromis historique). Or, il y avait prallèlement une vraie situation de tension, surtout à Milan, qui ne tenait pas seulement à l'attentat Piazza Fontana, mais aussi à la mort d'Anarumma, policier tué au cours d'une manifestation sur le logement.

26 Sommier, I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaire de Rennes, Rennes, 2008.

27 Istituto di studi militari Alberto Pollio. La thématique de ce colloque financé par le Sifar (services secrets italiens) était "la guerre révolutionnaire". Les actes de cette rencontre sont sur stragi.it/la_guerra_rivoluzionaria/index.htm

sentiment de vide politique et conséquemment de désordre engendrant la panique"²⁸. C'est donc dans cette optique qu'il faut comprendre l'ensemble des actions menées par les organisations néofascistes, où la volonté est clairement de déplacer l'affrontement du terrain social et politique, où l'extrême droite sait qu'elle n'a pas une présence suffisante, sur celui d'un pur rapport de force.²⁹

Les forces néofascistes ont donc eu recours à plusieurs modes d'actions afin de déstabiliser le régime et la société, mais l'on peut distinguer deux phases où les stratégies diffèrent quelque peu. Entre la fin des années 1960, et ce jusqu'en 1973-74, l'objectif est de favoriser l'instauration d'un gouvernement de militaires, anticommuniste, et qui pourrait constituer un point d'appui aux Etats-Unis dans la zone méditerranéenne pour faire obstacle au bloc de l'Est, ainsi qu'à la progression du PCI³⁰. Lors de cette période, on observe également une volonté de décrédibiliser l'extrême gauche italienne, mais nous en reparlerons plus tard lorsque nous nous pencherons sur les modes de communication des organisations d'extrême droite (cf. Chapitre 2).

L'homicide, principalement aveugle, va avoir une place centrale dans la façon de procéder de ces dernières. Ainsi, l'attentat Piazza Fontana à Milan en 1969 est le premier épisode d'évènements qui ensanglanteront le pays. D'autres attentats meurtriers, commis pour certains avec l'appui de complicités à l'intérieur de l'appareil d'état (notamment au sein des services secrets), vont se succéder jusqu'au milieu de la décennie, touchant principalement les axes de transports³¹, des lieux publics³², des bâtiments officiels ou encore des adversaires politiques.

Le début des années 1970 est également caractérisé par des tentatives de coup d'Etat, lors desquelles les courants d'extrême droite sont alliés à des forces militaires, comme le putsch manqué du prince "noir" Borghese ou le complot de la Rose des Vents³³. Toutefois, ces divers essais échouent tous, mais ne contribuent pas à alarmer l'opinion publique et le gouvernement devant le danger représenté par les organisations néofascistes, la presse à grand tirage contribuant en partie à cet état de fait, de par la plus grande attention portée à la violence gauchiste, ainsi que par le flou entourant la plupart des massacres.

Ainsi, malgré les *stragi* et les différents complots pour prendre le pouvoir, il faudra deux moments où des forces de l'ordre vont être touchées pour entrevoir des réactions gouvernementales et populaires. Le 31 mai 1972, trois carabiniers meurent dans l'explosion d'une voiture piégée à

28 Guigou, J. et Wajnsztein, J., *op cit.*

29 L'historiographie concernant l'extrême droite est relativement faible mais il existe quand même quelques ouvrages qui se sont penchés dessus : Panvini, G., *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni sessanta e settanta (1966-1975)*, Einaudi, Torino, 2009; Lega, A., Santerini, G., *Strage a Brescia. Potere a Roma. Trame nere e trame bianche*, Milano, Mazzotta, 1976; Testa, G.P., *La strage di Peteano*, Torino, Einaudi, 1976 ou encore Caprara, M., Semprini, G., *Destra estrema e criminale*, Newton Compton editori, Roma, 2007.

30 Attal, F., *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2004.

31 Comme le sabotage d'un train à Gioia Tauro le 22 juillet 1970 (6 morts et 56 blessés).

32 Le 17 mai 73, G. Bertoli lance une grenade dans la foule devant la préfecture de Milan; 4 morts et 52 blessés

33 Colin, M. (sous la dir. de), *L'Italie, échecs et réussites d'une république*, Minerve, 1994.

Peteano, ce qui suscita la réaction la plus virulente des autorités³⁴. Les milieux d'extrême droite furent alors durement frappés par les arrestations, 800 en quelques mois. Moins d'un an plus tard, le 12 avril 1973, lors d'une manifestation appelée par le MSI à Milan qui dégénère en affrontements très violents avec la police, une petite bombe lancée par des néofascistes tue un agent, Antonio Marino³⁵. Cet évènement va également faire grand bruit, provoquant la dissolution de certains groupuscules d'extrême droite (comme le *Fronte della Gioventù*) et une seconde vague d'arrestations qui va entraîner une certaine période de déclin pour cette mouvance, malgré les attentats du printemps 1974.

En 1974, les activistes encore en liberté d'Ordine Nuovo et d'Avanguardia nazionale, les principales formations clandestines d'extrême droite vont se regrouper dans une nouvelle structure, Ordine nero. C'est à cette dernière que les *stragi* de Brescia³⁶ et d'Italicus³⁷ sont attribués. Dans les mêmes années, une autre organisation fait son apparition, les NAR (*Nuclei armati rivoluzionari*) qui sera la plus meurtrière d'extrême droite. Ces formations adoptent de nouvelles stratégies en évolution par rapport à celle élaborée par les théoriciens néofascistes des années 1960. Pour une partie de la mouvance, l'objectif est désormais celui d'une "occupation sourde et rampante des institutions de l'intérieur, avec comme conséquence progressive (...) l'asphyxie de la Constitution matérielle, destinée à être minée dans ses fondements de démocratie pluraliste"³⁸. Les NAR, eux, vont se trouver en rupture avec ces idéologies. Arrivant au même constat que les groupes armés d'extrême gauche que la perspective d'un coup d'état s'éloigne, le danger est désormais perçu dans le "compromis historique" qui se dessine entre la Démocratie chrétienne et le Parti communiste, mais aussi dans le MSI qui aurait trahi sa base militante et qui se fourvoierait dans sa politique électoraliste. L'objectif devient alors de s'attaquer à l'Etat afin d'empêcher l'entrée des communistes dans le gouvernement, en calquant ses modes d'actions sur ceux des organisations "rouges" : hold-up pour s'autofinancer, assassinat de personnalités (par exemple, le 20 juillet 1976, le juge Occorsio qui enquêtait sur les attentats dans les trains est abattu à Rome), et également actions contre ceux qui sont considérés comme des "traîtres" du mouvement³⁹. Toutefois, les attentats ne sont pas délaissés. Le point d'orgue de cette seconde phase va se situer le 2 août 1980, à Bologne, avec l'explosion d'une bombe dans la gare, faisant 85 morts et 210 blessés. C'est l'attentat le plus

34 Zavoli, S., *La notte della Repubblica*, Arnoldo Mondadori editore, Milano, 1992.

35 Colombo, A., *Storia nera. Bologna, la verità di Francesca Mambro e Valerio Fioravanti*, Cairo editore, Milano, 2007.

36 Lors d'une manifestation antifasciste le 28 mai, une bombe explose Piazza della Loggia, faisant 8 morts

37 4 août : une bombe incendiaire explose dans un wagon du train Italicus, 12 morts et 50 blessés.

38 On trouve de nombreuses informations sur les NAR mais également sur l'histoire du mouvement néofasciste dans l'ouvrage de A. Colombo, ancien membre de Potere Operaio qui a réalisé des interviews de Francesca Mambro et Valerio Fioravanti in Colombo, A., *op cit.*

39 *ibid*

meurtrier commis en Italie depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La cible n'est pas un hasard, Bologne étant une ville de forte tradition communiste.

Mais cette action va une nouvelle fois entrainer une vague d'arrestations dont l'extrême droite ne se relévera pas, même si en 1984, une dernière action particulièrement meurtrière aura lieu la veille de Noël, le 23 décembre, dans le train Naples-Milan, où l'explosion d'une bombe provoquera 16 morts et 105 blessés.

L'enjeu de cette présentation sommaire est donc de montrer la présence permanente des forces d'extrême droite tout au long des "années de plomb", ainsi que la virulence de leur activité. Cela nous permet de laisser place à un questionnement concernant la proportion entre la violence déployée et la place prise par cette dernière au sein de la presse.

II- Le développement de la lutte armée d'extrême gauche

Comme nous l'avons évoqué en introduction, la fin des années 1960 voit l'émergence d'une nouvelle génération contestataire à travers les fortes mobilisations au sein des universités, ces dernières trouvant par la suite un écho dans les usines dans grandes métropoles. Fortement marquée par le marxisme, c'est donc dans le monde ouvrier que l'extrême gauche va trouver son plus grand point d'ancrage afin de relancer le combat révolutionnaire. C'est avec la jonction entre les militants politisés des organisations extraparlimentaires et les ouvriers des grandes entreprises que l'on va assister à *l'autunno caldo*, littéralement "automne chaud", qui désigne l'automne 1969 et les nombreuses grèves ouvrières qui éclatent notamment dans les grandes usines du nord du pays (Fiat, Siemens, ...), prenant ainsi la suite des mouvements étudiants, caractérisées par des méthodes de lutte originales (cortèges internes, occupations d'usines, grèves tournantes, sabotages des outils de production,...).

Cette période est alors marquée par une violence diffuse qui va favoriser l'émergence d'organisations armées, dont les futurs membres sont à l'époque, en ce qui concerne les militants de la première génération, fortement investis dans les luttes sociales qui touchent le pays. Face à cette forte contestation sociale et politique, l'extrême droite, qui craint d'assister à un renforcement du PCI, décide d'élever le niveau de violence à travers une série d'attentats tout au long de l'année 1969. Cette dernière va culminer avec la bombe de Piazza Fontana en décembre. L'attentat de la Banca dell'agricoltura est alors présenté par beaucoup de militants d'extrême gauche en des termes émotionnellement très forts : il est question de "traumatisme originel", d'"irréparable scission", de "fin de l'innocence"⁴⁰. Nombreux sont les militants de gauche qui placent à ce moment le point de basculement de leur positionnement politique, même si jusqu'alors la violence n'a jamais fait l'objet de discussions théoriques, sa réalité pratique s'imposant telle une évidence dans le quotidien du militant. La question ne se pose uniquement qu'en termes organisationnels et stratégiques : clandestinité ou non, techniques d'actions, adversaires prioritaires... et cela restera une constante sur toute la durée des années de plomb⁴¹. Pour certains, tel l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, l'heure est donc venue de prendre les armes, d'entrer dans la clandestinité et d'en appeler aux anciens résistants pour faire barrage au retour du fascisme. Ce riche entrepreneur spécialisé dans le l'importation du bois fonde les *Gruppi d'azione partigiana* (GAP – Groupes d'action partisane) au printemps 1970 à

40 Sommier, I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaire de Rennes, Rennes, 2008.

41 Sommier, I., "La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême gauche italienne, 1969-1974" in *Politix*, vol.5, n°17, 1992, p.86-103

Milan. Cette organisation regroupe d'anciens résistants et de jeunes étudiants issus de la contestation universitaire de 1968. Ils choisissent de mener une guérilla au coeur des métropoles, sur le modèle des Tupamaros uruguayens⁴², afin de faire face à la menace autoritaire qui semble se profiler. Toutefois leur action ne se limitera qu'à quelques actions symboliques (attentats contre des bâtiments sans faire de blessés), leur stratégie étant plus immédiatement tournée vers la propagande grâce à l'émission d'une radio : *Radio GAP*. Cette dernière va également servir à un autre groupe qui s'est tourné vers la lutte armée afin de revendiquer ses actions : le *Gruppo XXII Ottobre* (Groupe du 22 Octobre). Ce dernier, basé à Gênes et dans sa région, est, historiquement parlant, le premier groupe armé et clandestin d'extrême gauche pour cette période. Il est créé le 22 octobre 1969 autour d'une doctrine de tendance marxiste-léniniste et de personnages tels que Mario Rossi, Augusto Viel ou encore Giuseppe Battaglia. Comme les GAP, avec qui ils entretiennent des liens très forts, leur but est de déclencher la "guerre partisane révolutionnaire". Ils vont se tourner vers des attentats à l'explosif contre des bâtiments (de police ou de grandes entreprises), des sabotages mais également vers des séquestrations de personnalités afin de récupérer des rançons pour financer la lutte révolutionnaire⁴³. Ainsi, le 5 octobre 1970, ils retiennent prisonnier Sergio Gadolla, fils d'un industriel, qu'ils ne libéreront que contre 200 millions de liras. Toutefois, l'existence de cette organisation va être de courte durée puisque le 26 mars 1971, une tentative de braquage à l'IACP tourne mal. Un membre du personnel, Alessandro Floris, qui tente de sauver la caisse, est tué. Mario Rossi est arrêté par les carabinieri pendant sa fuite, puis s'en suivront la plupart des autres membres du groupe entre 1971 et 1972. Il faut noter qu'à cette période, la presse italienne ne reconnaît au Groupe du XXII Octobre aucune caractéristique révolutionnaire, puisque dans le contexte du moment, cela aurait signifié leur donner un crédit politique, chose que personne (politiciens, juges, policiers, journalistes) n'était disposé à leur concéder. Ils furent donc présentés comme des "voleurs", des "assassins", des "monstres", des "provocateurs fascistes" ou encore comme des "sous-prolétaires alcoolisés"⁴⁴. Quoi qu'il en soit, la première organisation d'extrême gauche à commettre un assassinat (non prémédité) était décapitée, et le reste des membres en fuite.

42 Mouvement politique d'extrême gauche uruguayen qui prôna la guérilla urbaine dans les années 1960 et 1970.

43 J. Guigou et J. Wajnsztein, *op cit.*

44 Piano, P., *La "banda 22 ottobre", agli albori della lotta armata in Italia*, Derive Approdi, Genova, 2005



Photographies de la séquence du vol et de l'assassinat d'Alessandro Floris par le *Gruppo XXII Ottobre* le 26 mars 1971 (Wikipedia.it).

Ces premières expériences de lutte armée furent d'ailleurs relativement éphémères, puisque, presque dans la foulée, c'était au tour des GAP de connaître la fin de leur existence. Le 15 mars 1972, dans les environs de Milan, G. Feltrinelli se tue en préparant un attentat. Il est électrocuté au pied d'un pylône haute tension qu'il cherchait à saboter, l'action étant destinée à plonger la ville dans l'obscurité au cours du congrès national du PCI. Son corps est retrouvé le lendemain, puis identifié dans les jours suivants. Cette fin prématurée entraîne une vague de perquisitions et d'arrestations de membres des GAP. Ceux qui y échapperont rejoignent alors une des rares structures armées qui reste dans le paysage politique italien et qui est en pleine phase d'expansion : les Brigades rouges (Br).

A l'origine de ces dernières, la jonction entre plusieurs mondes en lutte qui s'organisent au sein du *Collettivo politico metropolitano* (CPM) durant l'automne 1969, à Milan. Au sein de celui-ci, on retrouve d'anciens étudiants de l'université de Trente comme Renato Curcio et Margherita Cagol, des dissidents des jeunesses communistes de Reggio Emilia (Alberto Franceschini, Prospero Gallinari) et des ouvriers actifs dans les usines durant *l'autunno caldo* tel Mario Moretti, technicien à la Sit-Siemens milanaise. Le CPM se veut être un lieu de rencontre entre plusieurs secteurs en lutte, mais également un espace pour élaborer une théorie révolutionnaire susceptible de donner suite aux contestations estudiantines et ouvrières. C'est dans ce bouillonnement culturel et intellectuel que vont murir des décisions telles que le passage dans la clandestinité ou l'élaboration de la "propagande armée". Après avoir brièvement changé de nom en 1970 et être devenu *Sinistra*

*proletaria*⁴⁵, les Br vont naître officiellement avec leur première action politico-militaire : le 17 septembre 1970, la voiture de Giuseppe Leoni, dirigeant de la Sit-Siemens, est incendiée. L'attaque est revendiquée par un tract où apparaissent pour la première fois l'étoile à cinq branches et le sigle des Br. A partir de là, va s'en suivre une phase que les brigadistes qualifieront dans leurs documents théoriques de "propagande armée". Au cours de celle-ci, les actions se veulent principalement "pédagogiques" et symboliques, visant à démontrer au prolétariat la voie de la révolution. Les premières actions vont donc être des cibles assez consensuelles au sein de l'extrême gauche, voire même pour la gauche antifasciste, puisque les Br vont se tourner vers le monde de l'usine, s'en prenant ici aux petits chefs et aux dirigeants d'entreprise (comme Idalgo Macchiarini, directeur de la Sit Siemens, retenu quelques heures le 3 mars 1972), et vers les néofascistes (incendie le 13 décembre 1970 à Rome de l'habitation du "prince noir" Borghese, lié aux milieux néofascistes et à une tentative de coup d'état⁴⁶). Ces actions connaîtront d'ailleurs un certain retentissement dans les milieux ouvriers. Réalisant dans le même temps des actions de braquages de banques et d'enlèvements afin de financer leurs activités politiques, les Br vont réussir à s'étendre et à s'implanter dans plusieurs grandes villes d'Italie (Turin, Gênes, Rome, Venise,...), notamment pour fuir la repression policière qui commence à se faire trop menaçante du côté de Milan.⁴⁷

Un premier tournant a lieu lors de l'enlèvement du juge Sossi, chargé des enquêtes sur le Gruppo XXII Ottobre, le 18 avril 1974. Les Br franchissent alors un seuil en s'attaquant, pour la première fois, à un représentant de l'Etat. Mais de manière plus profonde, le milieu des années 1970 marque une véritable mutation théorique et stratégique, notamment en raison des changements au sein de la direction de l'organisation. En effet, le 8 septembre 1974, Curcio et Franceschini sont arrêtés ; le 5 juin 1975, Mara Cagol meurt dans un échange de coups de feu avec des carabinieri, au cours duquel un de ces derniers périt également. L'organisation semble donc décapitée mais Mario Moretti prend la tête de ce qu'il en reste, et impose une vision plus militariste et compartimentée.

Si nous insistons sur les Br, c'est que c'est le groupe armé qui a eu l'existence la plus longue, ainsi que l'impact le plus important, que ce soit en termes du nombre de militants affiliés à

45 Que l'on traduit littéralement par "Gauche prolétarienne", en référence au groupe maoïste du même nom actif en France entre la fin des années 1960 et 1973, date de son autodissolution.

46 Panvini, G., *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Einaudi, Turin, 2009, p.253

47 De nombreux militants des Br ont écrit des mémoires qui fournissent de précieux renseignements pour saisir les différentes phases de l'histoire de l'organisation : Curcio, R., Scialoja, M., *A visage découvert*, Lieu Commun, Milano, 1993; Moretti, M., Mosca, C., Rossanda, R., *Mario Moretti, Brigade Rosse, una storia italiana*, Mondadori editore, Milan, 2007; Franceschini, A., Buffa, P. V., Giustolisi, F., *Mara, Renato e io: storia dei fondatori delle Brigate Rosse*, Mondadori, Milano, 1988; Braghetti, L., Tavella, P., *Le prigionier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoel, France, 1999. Egalement à lire à propos des Br : Silj, A., *"Mai più senza fucile!", alle origini dei NAP e delle BR*, Vallecchi, Firenze, 1979 ou Soccorso Rosso, *Brigate Rosse : Che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Feltrinelli, Milano, 1976. De nombreuses informations sont aussi disponibles sur brigaterosse.org.

l'organisation, de la multiplicité d'actions (de l'attentat symbolique à l'assassinat politique), ou encore de la centralité qu'il a pu opérer au sein du *partito armato*. Ainsi, plusieurs autres formations clandestines ont pu avoir une existence plus brève, pour finir par confluer au sein des Br. Il en est ainsi des NAP (*Nuclei armati proletari*), nés à Naples comme point de rencontre entre des militants de l'organisation extraparlamentaire *Lotta Continua* avec des sous-prolétaires et des prisonniers. Principalement actifs dans les luttes contre les prisons, les NAP se distinguent de la plupart des autres organisations clandestines par l'usage des explosifs (contre des casernes ou des prisons), habituellement utilisés par l'extrême droite. Ils seront aussi auteurs d'enlèvements pour en tirer des rançons et de jambisations (magistrats, politiciens), ainsi que d'un homicide (l'agent Prisco Palumbo le 14 décembre 1976). Les activistes encore en liberté après la décapitation du groupe finirent par rejoindre les Br.

La seule exception à ce schéma réside dans Prima Linea (PL), née en 1976 à Milan, qui se voulait comme une alternative au modèle brigadiste. La stratégie adoptée par ces anciens militants des groupes extraparlamentaires et par des jeunes issus du mouvement autonome de 1977 se voulait moins structurée et secrète, notamment en ne basculant pas dans une clandestinité complète et en conservant une implication dans les luttes sociales. Cherchant à concurrencer les Br sur le terrain de la radicalité politique, PL sera responsable de 16 morts entre 1976 et 1980 (notamment des magistrats comme Galli ou Alessandrini ou des membres des forces de l'ordre).

Toutefois, après cette phase d'expansion des groupes de lutte armée, une compétition s'engagea entre ceux qui avaient su résister à la repression policière, afin d'asseoir une domination sur la mouvance armée. A ce moment-là, leur défaite était déjà consommée et leur impact politique n'avait plus rien à voir avec ce qu'il avait pu être dans la première moitié de la décennie.

Notre propos n'est évidemment pas de dresser un panorama exhaustif des formations clandestines d'extrême gauche, mais plus de montrer la permanence d'un phénomène tout au long de la décennie "de plomb", ainsi que son importance, afin que l'on puisse comprendre pourquoi la presse n'a pu l'occulter.

III- D'un ennemi à l'autre, l'extrême gauche entre antifascisme et "attaque au coeur de l'Etat"

Les attentats de l'extrême droite, la crainte d'un coup d'état, ou du moins d'un renforcement autoritaire du régime, ainsi que la recherche d'une filiation historique avec la lutte partisane de 1943-1945 avaient poussé l'extrême gauche, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, à désigner comme ennemi principal la droite néofasciste. Ainsi, comme nous l'avons vu, les premières actions menées par les formations clandestines de gauche ont souvent pris pour cible des personnalités ou des locaux de partis d'extrême droite. De plus, dans la perspective de mener une lutte révolutionnaire, il y avait un besoin pour la gauche extraparlamentaire de rechercher un ennemi qui soit suffisamment consensuel pour mettre tout le monde d'accord. Guido Panvini nous montre d'ailleurs assez bien ces mécanismes, notamment avec l'élaboration, théorique et pratique, d'un "antifascisme militant" aux lendemains de l'attentat de Piazza Fontana en 1969. *Lotta Continua*, ainsi que de nombreux groupes armés, fait de cet instrument de lutte son fer de lance pendant assez longtemps, et nous propose cette définition dans un numéro de son journal en novembre 1970, dans une lettre adressée aux anciens partisans :

"On ne parle pas de faire de "l'antifascisme" ou de ré-évoquer et commémorer quelque chose du passé. On ne parle pas de dénoncer combien de fascistes sont restés dans les structures, dans les institutions, dans les groupes du pouvoir capitaliste, financier, militaire, judiciaire, gouvernemental et clérical (...). Nous parlons au contraire de bien autre chose. Sans passé, sans patrie, sans rien si ce n'est leur vie et la volonté de la vivre libre de l'oppression et de l'exploitation (...), il y a un peuple entier qui apprend à écrire son histoire, en la confrontant - avec dureté - avec celle de leurs pères et de leur mères, avec l'expérience de masse de l'antifascisme, de la résistance armée, de la lutte illégale et de la clandestinité. Aux partisans nous disons : il y a aujourd'hui la possibilité concrète d'un antifascisme militant, d'une présence militaire contre le squadriste, qui refuse l'embaumement de ces valeurs pour lesquelles il y a 25 ans on a tiré et on a tué."⁴⁸

En Italie, le ressort premier à une prise d'armes a donc été la crainte d'une fascisation du régime ou d'un coup d'Etat et, par conséquent la nécessité d'une résistance antifasciste. De plus, les nombreux attentats de l'extrême droite entre 1969 et 1974 fournissaient une légitimation immédiate et pressante à la prise d'armes. Des groupes comme les GAP revendiquèrent donc cette filiation avec la lutte partisane qui justifiait un recours à la violence car comme le montre Isabelle Sommier, " la violence-désordre des résistants s'est révélée fondatrice d'un ordre moralement supérieur. S'inscrire dans cette histoire autorisait également les organisations d'extrême gauche à dénier toute

48 Panvini, G., *op cit*, p.135.

validité aux critiques qui ne manqueraient pas de leur être adressées quant aux moyens utilisés."⁴⁹

Dans la période de genèse de la lutte armée, quand les actions relèvent encore principalement du symbolique, la référence à la Résistance va donc être fortement mobilisée, par exemple en inspirant les choix des noms et des sigles des organisations. Dans le cas des Br, le terme "brigade" devait représenter la matérialisation d'un fil rouge entre l'ancienne et la nouvelle génération. Il faut cependant signaler que les organisations armées se rattachent également à d'autres traditions telles que celle "des rites et symboles attachés au mouvement révolutionnaire. Entreprise de communication avec la "classe ouvrière", elle vise à asseoir leur légitimité à parler en son nom, au même titre que les organisations traditionnelles qu'ils concurrencent et dont ils entendent révéler les manquements à son égard pour combattre l'influence "révisionniste".⁵⁰

Toutefois, à partir de 1973, la perspective d'un coup d'état néofasciste semble s'éloigner, et l'hostilité de l'extrême gauche va se tourner en direction de l'Etat. Les Br vont impulser ce mouvement en deux temps. Le 17 juin 1974, en réaction à l'attentat de Brescia, un commando de brigadistes fait irruption dans un local du MSI à Padoue; deux militants présents à ce moment-là sont tués. Même si ces décès n'étaient pas du tout prémédités, c'est la première fois que les Br tuent. Dans le document de revendication, il y est fait mention de la nécessité de "Porter l'attaque au coeur de l'Etat"⁵¹. Cette orientation va être posée de façon définitive dans la résolution stratégique d'avril 1975 dans laquelle il y est dit que "les révisionnistes se sont mis définitivement du côté des forces impérialistes et de leur politique contre-révolutionnaire" et où "l'attaque au coeur de l'état" est une nouvelle fois préconisée⁵². Cette évolution stratégique s'explique en grande partie par la théorisation du *compromesso storico* par Aldo Moro et le secrétaire général du PCI Enrico Berlinguer, où l'idée est d'arriver à faire participer les communistes au gouvernement. Pour beaucoup de militants de l'extrême gauche, c'est le moment où la rupture avec le PCI est désormais consommée. Dans la rhétorique brigadiste, l'ennemi va prendre corps sous la formule assez floue de "l'état impérialiste des multinationales" (*Stato imperialista delle multinazionali*, SIM), ce qui va également marquer une prise de distance avec la gauche extraparlamentaire, plus imprégnée par le combat antifasciste.

Comme pour l'extrême droite, une nouvelle phase s'ouvre donc au milieu des années 1970, où l'offensive va être désormais dirigée contre l'appareil d'Etat et tous ceux accusés d'y collaborer

49 Sommier, I., "La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême gauche italienne, 1969-1974" in *Politix*, n°17, 1992, p.86-103.

50 Sommier, I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaire de Rennes, Rennes, 2008. A propos de l'usage fait par les Br de l'antifascisme et de la tradition résistante, voir Matard-Bonucci, M.A., "Des usages de l'antifascisme et de la Résistance par les Brigades rouges", in Lazar, M., Matard-Bonucci, M.A., (sous la direction de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010.

51 Panvini, G., *op cit*.

52 Sommier, I., *La violence révolutionnaire*, SciencesPo Les Presses, Paris, 2008.

(ce sera le cas des journalistes par exemple mais nous y reviendrons plus tard). C'est à ce moment-là que l'assassinat politique va devenir un mode d'action à part entière pour les formations de gauche. En effet, avant cela, seul l'homicide du commissaire Calabresi avait été prémédité, même s'il n'avait pas été la seule victime de l'extrême gauche combattante. C'est Prima Linea qui va passer la première à l'action avec l'assassinat d'Enrico Pedenovi, conseiller régional du MSI à Milan, le 29 avril 1976. Les Br vont rapidement suivre la dynamique avec l'homicide du procureur Francesco Coco le 8 juin de la même année à Gênes. Le point culminant de cette nouvelle phase est placé dans l'enlèvement d'Aldo Moro, président de la DC et principal artisan du compromis historique, le 16 mars 1978 en plein coeur de Rome. Sa séquestration durant 55 jours va s'achever par sa mort, et son corps est retrouvé via Caetani, à mi-chemin entre les sièges de la DC et du PCI, le 9 mai.

Même si c'est l'action qui a fait le plus de bruit et qui fut la plus spectaculaire, de nombreuses autres victimes sont attribuables aux groupes armés de gauche, qui, outre le monde politique, se sont également attaqués à des journalistes, des policiers de l'anti-terrorisme, ou encore à des personnalités du monde de la justice. Tout au long des années 1970, les Br sont ainsi responsables de 439 attentats revendiqués, avec près de 55 assassinats. Parmi les victimes des brigadistes, la majeure partie est composée de membres des forces de l'ordre (31)⁵³. Une telle virulence politique a donc été abondamment traitée par la presse italienne tout au long de la décennie, et ces homicides ont été illustrés photographiquement, ce qui nous a fourni énormément de matière pour traiter notre sujet.

53 De nombreuses autres données chiffrées et statistiques sont disponibles in Galleni, M. (a cura di), *Rapporto sul terrorismo*, Saggi Rizzoli, Milan, 1981.

Chapitre 2 :

La communication comme enjeu pour la guérilla

I- Le pistolet et le communiqué, les deux armes de l'extrême gauche

Nous avons donc vu que de nombreux militants d'extrême gauche vont faire le choix des armes au tournant des années 1960-1970, mais que cet usage de la violence a aussi un objectif démonstratif, si ce n'est "pédagogique". Ainsi, afin de restituer à leur geste toute la charge politique et symbolique qui y est contenue, les organisations armées, et les Brigades rouges en tout premier lieu, vont introduire un élément qui pose une première rupture entre la violence diffuse de masse et la violence d'avant-garde : la revendication de l'action. Comme l'affirme Mario Moretti⁵⁴, les premières actions des Br ne sont pas si éloignées des plus radicales du mouvement ouvrier traditionnel : l'unique rupture avec cette tradition est la revendication. Sans l'ombre d'un doute, c'est ce saut fondamental que ce groupe va accomplir. Le problème n'était pas la nature du dommage causé à l'ennemi, mais la nouvelle position dans laquelle ces actions les plaçaient à l'intérieur du mouvement des luttes ouvrières. Assumer une responsabilité, même pour de simples actes de vandalisme comme l'étaient les premières actions, signifiait rendre évident le choix politique qui se cachait derrière : montrer la possibilité d'un affrontement ouvert avec les forces hostiles au mouvement ouvrier. Se diffusent ainsi les premiers tracts revendicatifs avec ce qui, d'ici quelques années, deviendra une marque reconnue : Brigades rouges.

Mais les Br, et ce seront les seules au sein de l'extrême gauche combattante italienne à agir de la sorte⁵⁵, ne se contenteront pas d'expliquer le pourquoi de leur offensive; elles chercheront également à le montrer. C'est ainsi que la photographie va prendre place au sein des méthodes de propagande brigadistes. La motivation sous-jacente réside dans le double besoin de frapper et d'expliquer. Ici réside sans doute le paradoxe de ce genre d'organisation : elles sont à la fois secrètes, vivant et agissant dans la clandestinité, et publicitaires. Leur action vise à la propagation, car comme le dit F. B. Huyghes, "[elle] n'est pas seulement un cri, [elle] attend un écho"⁵⁶.

Ainsi, le 3 mars 1972, quelques hommes armés contraignent l'ingénieur Idalgo Macchiarini, directeur d'un établissement de la Sit-Siemens et responsable de la restructuration dans les usines, à monter dans une fourgonnette. Même si l'action dure assez peu de temps puisque la séquestration dure un peu plus d'une heure, les Br comprennent ce jour-là qu'elles ont à leur disposition une arme dont l'effet est irrésistible : la caisse de résonance que fournissent, malgré eux, les mass média. Pour

54 Moretti, M., Rossanda, R., Mosca, C., *Brigate rosse, una storia italiana*, Mondadori editore, Milano, 2007.

55 La Fraction armée rouge allemande (RAF), organisation pratiquant la lutte armée à la même période en RFA, utilisera aussi la photographie pour communiquer avec les médias, notamment lors de l'enlèvement de Hans Martin Schleyer en 1977.

56 Huyghes, F.B., *Le terrorisme : entre ravage et message*, in terrorisme.net, 2003.

que le message produise son effet, il a besoin de tous les ingrédients, ainsi l'exécutif décide de photographier l'ingénieur sous l'étoile à cinq branches, avec des slogans accrochés au cou et un pistolet pointé sur la tempe. Comme le rappelle Renato Curcio, "Dans cette première séquestration, ce qui a été très important c'est l'image du pistolet braqué sur le prisonnier. Nous avons pensé que de montrer cette arme sur la photo polaroid signifiait, pour la première fois, "faire voir" une entreprise de lutte armée dans l'Italie des années 70. En réalité, il s'agissait d'un vieux pétard rouillé qui n'aurait sans doute pas été capable de tirer. Mais le pistolet en soi n'avait pas grande importance. Ce qui comptait c'était son image-message diffusée par tous les médias : la lutte est armée."⁵⁷ Mario Moretti appui ces propos, "C'est la première action dans laquelle nous utilisons explicitement les armes : la lutte est armée" et "La photographie était le but de l'action : montrer un dirigeant dans nos mains, avec au premier plan une pancarte avec les mots d'ordre de la propagande armée : "Attaque-éclair", "En frapper un pour en éduquer cent", "Tout le pouvoir au peuple armé". (...) Et puis le pistolet, symbolique sans aucune ambiguïté."⁵⁸



Idalgo Macchiarini prisonnier des Brigades rouges, le 3 mars 1972 (in Wikipedia.it)

Avec cette action, les Br saisissent donc bien tout l'intérêt qu'elles peuvent retirer au niveau de la propagande d'une bonne maîtrise de leur rapport aux médias, notamment à la presse. Mais le véritable détonateur de cette nouvelle perception de la communication sera l'enlèvement du juge Sossi en 1974 qui durera 35 jours. C'est à ce moment-là que, toujours selon les mots de Moretti, les Br "[conquièrent] le terrain des médias"⁵⁹. Les brigadistes saisissent bien à ce moment-là que la

⁵⁷ Curcio, R., Scialoja, M., *A visage découvert*, Lieu Commun, Milan, 1993.

⁵⁸ Moretti, M., Rossanda, R., Mosca, C., *op cit.*

⁵⁹ *ibid*

photographie donne de la crédibilité au communiqué, en même temps qu'elle s'inscrit dans la logique de montrer la faiblesse de l'État et des forces de l'ordre à assurer la protection des personnes visées par les formations armées⁶⁰.

L'iconographie devient donc une arme de plus dans la stratégie de communication des Br pour faire connaître leurs actes et motivations, ce qui est illustré par cette remarque de Di Bella⁶¹ dans le *Corriere della Sera* lors de l'enlèvement d'Aldo Moro en 1978 : "Les Br ne tirent pas seulement avec des pistolets Nagant, ils tirent avec le *Corriere*, avec *Il Giornale*, avec *La Repubblica*,..."⁶². Cette analyse illustre bien la politique brigadiste qui cherche à utiliser la presse pour amplifier ses actions et obtenir une publicité à haut niveau et une notoriété qu'elle n'aurait pas pu atteindre d'une autre façon.

Mais cette stratégie s'avéra être à double tranchant : d'un côté, les Br avaient donc "conquis" le terrain médiatique, imposant à la presse un "rythme et un discours"⁶³. De l'autre, l'organisation, lancée dans une lutte d'hégémonie au sein de la mouvance armée avec les autres formations armées, se trouvait de moins en moins en mesure de gérer les retombées médiatiques de ses actes dont la diffusion et l'interprétation qui en était faite lui échappait de plus en plus⁶⁴. Ainsi, se retrouvant complètement coupée de ses bases ouvrières et des luttes sur le terrain de par le choix de la clandestinité, " les Br devinrent dépendantes de moyens de communication susceptibles de diffuser un message puissant"⁶⁵ pour continuer à avoir un impact politique. A ce moment-là, la guerre était sûrement déjà perdue pour les brigadistes, empêtrés dans une frénétique bataille symbolique avec l'État et incapables de maintenir un lien avec les nouvelles générations contestataires qui émergeaient à partir du milieu des années 1970, dont le mouvement de 1977 représentera le point d'orgue.

Étrangement, nous n'avons pas trouvé trace d'une autre organisation armée italienne qui aurait utilisé la photographie comme moyen de communication ou d'authentification, alors même que l'impact au niveau de la propagande est indéniable, et que les autres formations de gauche revendiquaient systématiquement leurs actes⁶⁶. Cela peut certainement s'expliquer par la position de nombreux activistes qui pensaient que les actions armées parlaient d'elles-mêmes et n'éprouvaient

60 D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste", in Lazar, M., Matard-Bonucci, M.A. (sous la direction de), *op cit.*

61 Franco Di Bella fut le directeur du *Corriere della sera* entre 1977 et 1981.

62 "Le Br non sparano soltanto con le pistole Nagant : sparano con il *Corriere*, con il *Giornale*, con la *Repubblica*..." in Silj, A., *Brigate rosse-Stato, lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Vallecchi, Firenze, 1978, p.39.

63 D'Almeida, F., *ibid.*

64 Moroni, P. (a cura di), *Le parole e la lotta armata*, Shake edizioni, Milano, 2009

65 Kertzer, D. I., "Rituel et symbolisme politique des sociétés occidentales", in *L'Homme*, n°121, 1992, p.79-89.

66 Nombreuses sont les actions qui ont pu être revendiquées avec des sigles fantoches et éphémères, aussi bien par crainte de la répression policière que pour donner une plus grande impression de violence diffuse.

ainsi nul besoin d'insister sur le domaine de la communication médiatique.

II- Les stratégies de communication des néofascistes : entre anonymat et fausses revendications?

Comme nous l'avons déjà expliqué, l'extrême-droite, entre 1969 et 1975, a principalement agi dans le cadre de la "stratégie de la tension". L'objectif étant de créer un sentiment de terreur diffuse au sein de la population, ce qui aurait permis un coup de force militaire ou un tournant autoritaire du régime, les auteurs des massacres de masse comme celui de Piazza Fontana n'avaient bien évidemment aucun intérêt à revendiquer ce genre d'action. En effet, cela aurait contribué à identifier une mouvance ou des groupes de personnes comme étant dangereux et ils auraient eu plus de chances, non seulement d'être neutralisés rapidement, mais surtout, de ne pas obtenir le soutien des masses. Leur stratégie a donc plutôt été de ne pas revendiquer d'attentats, ou du moins pas lorsqu'il y avait des victimes⁶⁷, mais plutôt, de par l'anonymat de leur activité, à chercher à entraîner les enquêtes sur de mauvaises pistes, afin de criminaliser et décrédibiliser leurs adversaires politiques. Dans cette optique, il faut préciser que les groupes à l'origine des attentats les plus meurtriers sont soupçonnés d'avoir bénéficié de nombreuses complicités au sein de l'appareil d'État, notamment auprès des services secrets qui auraient couvert les auteurs en dissimulant des informations aux juges d'instruction chargés des enquêtes.

Ainsi, c'est notamment de cette façon que, après l'attentat de la *Banca dell'agricoltura* en 1969, les policiers se dirigent rapidement vers la piste anarchiste. De plus, la presse a joué un rôle non négligeable, et pas seulement celle d'extrême droite, puisqu'après Piazza Fontana, à ne pas croire dans la culpabilité de Pinelli et Valpreda⁶⁸, mais à suspecter la présence, dans la stratégie de la tension, des néofascistes et des services secrets, il y avait seulement les journaux de gauche, ainsi qu'*Il Giorno* (*Infame provocazione* est le titre du 13 décembre), *La Stampa*, *L'Espresso* et *Panorama*⁶⁹. Le reste des organes de presse va s'empresse de reprendre les thèses de la police concernant une matrice d'extrême gauche à l'attentat, provoquant ainsi une sorte de "chasse aux sorcières" contre le mouvement anarchiste.

Forts de cette première tentative plutôt réussie en rapport à leurs objectifs, les organisations comme Ordine Nuovo et Avanguardia nazionale vont continuer à perpétrer des dizaines d'attentats jusqu'au milieu des années 1970, en continuant à chercher à attirer l'attention des forces de l'ordre

67 Les *Squadre d'azione Mussolini* (SAM) ont par exemple revendiqué par des communiqués envoyés à la presse certains attentats symboliques contre des bâtiments ou des sièges de partis politiques de gauche.

68 Pinelli, un cheminot anarchiste, est arrêté dans la foulée de l'attentat. Il mourra dans des circonstances qui ne sont toujours pas élucidées le 15 décembre alors qu'il est interrogé par des policiers. La nuit du même jour, Valpreda, un danseur lui aussi de sensibilité anarchiste, est arrêté. Il faudra de nombreuses années d'emprisonnement et plusieurs procès avant qu'il ne soit innocenté.

69 Murialdi, P., *La stampa italiana dalla liberazione alla crisi di fine secolo*, Editori Laterza, Bari, 1995

sur les milieux d'extrême gauche. Pour illustrer cela, nous pouvons citer les deux exemples de Bertoli et d'Azzi.

Gianfranco Bertoli⁷⁰ qui avait lancé une grenade devant la préfecture de Milan, le 17 mai 1973, tuant quatre passants, s'était déclaré anarchiste aux policiers après son arrestation. Son geste était censé être une référence aux attentats des révolutionnaires russes et des anarchistes de la fin du XIXe siècle. Toutefois, il fut établi par la suite qu'il était surtout proche des milieux d'extrême droite, et qu'il aurait même eu des contacts avec les services secrets. Toutefois, même après avoir été identifié comme étant néofasciste, certains journaux continuèrent, dans les années suivantes, à remémorer cet attentat comme étant l'œuvre de l'extrême gauche⁷¹.

Nico Azzi, lui, était un des membres du groupe néofasciste de la place San Babila de Milan. Il avait prémédité un attentat sur le train direct Turin-Rome le 7 avril 1973. Afin de brouiller le pistes, il avait fait en sorte d'être vu par de nombreux passagers avec le journal *Lotta continua* en poche. Puis il s'était enfermé dans les toilettes afin de placer sa bombe, mais le détonateur lui avait explosé dans les jambes, le blessant gravement⁷². Le scénario mis en place par Azzi ne peut s'expliquer que dans une optique clairement provocatrice, avec la volonté de placer les enquêteurs sur de mauvaises pistes et de décrédibiliser l'extrême gauche aux yeux du grand public.

Mais tout comme les analyses théoriques de l'extrême-droite évoluent à partir de la moitié de la décennie, les stratégies de communication vont également connaître des modifications. Cela s'explique par l'émergence d'une nouvelle génération, désireuse de rompre avec celle de la fin des années 1960 et du début des années 1970, associée aux massacres de masse et à une certaine collusion avec les services secrets. Soucieuse de renouer avec des idéaux plus révolutionnaires et d'assumer ses actions, cette nouvelle vague néofasciste va notamment être incarnée par les *Nuclei armati rivoluzionari*⁷³.

Les NAR adoptèrent une stratégie différente, comme nous l'avons déjà noté plus haut, et celle-ci s'appliqua également dans le domaine de la revendication des actions meurtrières. Comme l'extrême gauche combattante, ils décidèrent d'envoyer des communiqués aux organes de presse après chaque attentat, assassinat ou hold-up. La première fois qu'il fut fait mention de cette organisation dans la presse remonte au 6 mars 1978 après l'attaque d'une armurerie à Rome, au cours de laquelle Franco Anselmi, un des membre de l'organisation fut tué par le commerçant. De

70 A propos de Gianfranco Bertoli, peu de travaux font mention de son attentat, mais l'on peut quand même consulter Ferraresi, Franco, *Minacce alla democrazia. La destra radicale e la strategia della tensione in italia nel dopoguerra*, Feltrinelli, Milan, 1995.

71 C'est le cas notamment du *Secolo d'Italia* dans son édition du 6 août 1974.

72 Colombo, A., *Storia Nera. Bologna, la verità di Francesco Mambro e Valerio Fioravanti*, Cairo editore, Milano, 2007

73 Colombo, A., *Op. Cit.*

plus, il faut noter que les NAR choisirent de mettre leur sigle à disposition des autres groupuscules armés néofascistes qui désiraient revendiquer des actions, ce qui peut expliquer le grand nombre d'homicides attribués à ce groupe, afin de donner une impression de puissance plus forte que ce que leur capacité effective permettait.

Toutefois, cette position politique ne fut pas partagée par l'ensemble de la mouvance néofasciste, puisque certains continuèrent à garder l'anonymat sur leurs attentats. C'est notamment bien illustré dans un document signé par des activistes de la droite radicale retrouvé dans une cabine téléphonique de Bologne, en 1980, dans lequel il y est dit que "Le recours au terrorisme aussi bien aveugle que contre des objectifs bien précis est essentiel". C'est ainsi que la population "initialement neutre sera amenée à nous craindre et à nous admirer, en méprisant en même temps l'État pour son incapacité à se défendre et à la défendre". Et enfin, "par des attaques spécifiques qui ne seraient pas nécessairement revendiquées par nous, on pourra augmenter les tensions jusqu'à une limite insoutenable pour l'état"⁷⁴.

On voit bien cependant que, contrairement aux Br notamment, les néofascistes n'utilisent à aucun moment l'image comme moyen d'identification pour le grand public, ce qui a contribué en partie à créer un véritable flou autour des auteurs d'attentats d'extrême droite, que ce soit dans les analyses journalistiques sur le phénomène de la lutte armée, ou également à un niveau pénal. En effet, la plupart des *stragi*, dont les auteurs sont désormais plus ou moins connus, n'ont pas donné lieu à des procédures pénales débouchant sur la condamnation des commanditaires et des responsables. Cependant, il ne faut pas négliger le fait que l'absence de revendication ne signifie pas forcément une absence totale de communication (notamment de par le climat de peur qui s'instaure).

74 Pertegato, G., "10 ans de terrorisme en Italie" in *Politique étrangère*, n°4, 1986, p.951-960

III- Des stratégies efficaces?

Avant de chercher à comprendre le rôle que la presse a pu entretenir vis-à-vis de la lutte armée, nous avons donc pu établir que les organisations responsables d'attentats, d'enlèvements ou d'assassinats politiques s'étaient également interrogées quant au rapport qu'elles souhaitaient élaborer avec les médias. Nous avons vu que l'extrême droite avait principalement dédaigné ou refusé toute visibilité médiatique, hormis quelques exceptions, dans la perspective d'instaurer un climat de terreur dans le pays qui aurait été propice à ses dessins de basculement autoritaire du régime. Les groupes d'extrême gauche, au contraire, ont eux privilégiés la communication, notamment à l'aide de communiqués de revendication et de justification de leurs actes, ainsi qu'avec des photographies dans le cas des Brigades rouges, afin " [d']accélérer la prise de conscience des masses, les incitant à avancer sur la route de l'organisation armée."⁷⁵ Nous allons donc désormais questionner ces différentes stratégies sous l'angle de leur efficacité médiatique mais également politique.

Concernant la position de la plupart des groupuscules néofascistes, la tentative de brouiller les pistes en ne revendiquant pas la plupart des grands massacres de la décennie a été d'une certaine manière une réussite, notamment grâce à l'appui de certaines personnalités des services secrets. En effet, il n'est pas évident que sans ce soutien, de telles zones d'ombres auraient pu subsister aussi longtemps, puisqu'aujourd'hui encore, peu de vérités tangibles ont pu être établies avec de réelles certitudes. De plus, la volonté d'entraîner les enquêteurs sur de fausses pistes d'extrême gauche a également connu un écho difficile à enrayer, notamment dans la presse, puisqu'il aura par exemple fallu de nombreux procès avant que l'anarchiste Valpreda soit complètement disculpé de l'attentat de Piazza Fontana.

Toutefois, si cette stratégie a pu fonctionner au début de la décennie, la presse, tout comme la police ou le grand public, ont été beaucoup moins dupes à partir des *stragi* du printemps et de l'été 1974 à Brescia et dans le train Italicus. Ainsi, le *Corriere della sera* ou *La Stampa* pointèrent immédiatement du doigt la droite radicale comme responsable de l'attentat de la Piazza della Loggia ou encore de la gare de Bologne en 1980. Au lendemain des faits de Brescia, le *Corriere* titre "Les responsables du massacre sont recherchés parmi les néofascistes d'Ordine nero"⁷⁶, rejoignant par là *La Stampa*, organe de presse turinois, qui désigne également la même organisation comme auteur

75 Braghetti, A. L., Tavella, P., *Le prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoel, France, 1999

76 "Si cercano i responsabili della strage fra i neofascisti di Ordine nero", in *Corriere della sera*, 30 mai 1974, p.1.

de l'explosion dans l'Italicus le 4 août 1974, suite à un communiqué retrouvé dans une cabine téléphonique de Bologne. De façon peut-être plus évidente, *L'Unità*, le quotidien du PCI accuse également l'extrême droite, titrant "Nouveau monstrueux massacre fasciste, 12 morts dans l'attentat dans le train"⁷⁷. Toutefois, cette analyse est peu surprenante de la part de ce quotidien qui compte parmi les rares organes de presse à ne pas croire à la piste anarchiste dans le cas de la Banca dell'agricoltura en 1969⁷⁸.

Si la matrice néofasciste des massacres devient un secret de polichinelle, c'est certainement en raison du fait que cette mouvance est la seule à avoir intérêt à procéder de la sorte. Ainsi, la stratégie de l'anonymat n'apparaît pas vraiment viable sur du long terme, puisque les médias prennent conscience de la réalité de ce phénomène et se tournent donc directement vers l'extrême droite en cas d'actions qui frappent des personnes anonymes dans des lieux publics, comme cette une du *Corriere della sera* nous le montre bien le surlendemain de l'attentat à la gare de Bologne : "C'est une bombe, quasiment certainement noire"⁷⁹.

Dans le cas de l'extrême gauche, on constate une trajectoire quelque peu similaire. En effet, jusqu'au printemps 1977 où une résolution stratégique des Br décide d'attaquer les journalistes, puis de façon plus certaine jusqu'à l'assassinat d'Aldo Moro, la communication est un des domaines où les organisations clandestines se révèlent être très douées. Même si les actions meurtrières reçoivent de façon évidente un accueil assez hostile de la part de la presse, les communiqués et les photographies envoyées aux médias sont constamment publiés ce qui offre, on l'a vu, une caisse de résonance et une audience incroyable à des actes qui en eux-mêmes n'atteignent que des cibles assez limitées⁸⁰. Ainsi, "le succès initial de la lutte armée, c'était certainement un succès d'image, c'était l'image de ce qui est contre un système ressenti comme inhumain, dénaturé et hostile à l'individu"⁸¹. Les milieux fortement contestataires comme le monde ouvrier par exemple reçoivent donc de façon plutôt positive des actions telles que des enlèvements de dirigeants d'entreprise ou de personnalités aux positionnements politiques considérés comme douteux (le juge Sossi était par exemple jugé proche de l'extrême droite). Même le PCI considérera pendant une bonne partie de la décennie les brigadistes rouges comme "des camarades qui se trompent".

Mais quand l'assassinat politique devient une méthode employée couramment par les groupes comme les Br ou Prima Linea à partir du milieu des années 1970, la fracture avec l'opinion

77 "Nuova mostruosa strage fascista, 12 morti nell'attentato al treno", in *L'Unità*, 5 août 1974, p.1.

78 "Nel quadro di provocazioni fasciste e manovre reazionarie, Orrendo attentato a Milano", in *L'Unità*, 13 décembre 1969, p.1.

79 "E' una bomba, quasi certo nera", in *Corriere della sera*, 4 août 1980, p.1.

80 Wieviorka, M., *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988.

81 Renello, G.P., « Du terrorisme de la communication à la communication du terrorisme : la lutte armée comme objet esthétique » in Gargiulo, G., Seul, O. (sous la dir. de), *Terrorismes, l'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980)*, Michel Houdiard éditeur, Paris, 2008.

publique se fait de plus en plus sentir. Cela devient encore plus perceptible avec l'enlèvement d'Aldo Moro en 1978 comme on le voit dans le témoignage d'Anna Laura Bragheti, ancienne brigadiste : "Le lendemain de l'enlèvement, il est vrai, il y avait eu une grève générale dirigée contre nous. Cela n'était jamais arrivé, c'était la première fois. Nous vîmes à la télévision, ce soir-là, les images de places pleines de drapeaux rouges et des ouvriers, des étudiants qui nous traitaient de fascistes."⁸² Ce genre de manifestation populaire, ouvertement hostile à l'action des organisations armées, se répétera notamment après l'homicide de Guido Rossa, un ouvrier militant du PCI en janvier 1979 à Gênes.

L'extrême gauche combattante a donc connu une phase de succès médiatiques et politiques, mais son détachement progressif du terrain des luttes sociales l'a entraîné sur celui purement militaire de l'affrontement ouvert avec le fameux SIM (État impérialiste des multinationales) des Br, provoquant par conséquent sa défaite inexorable.

82 Bragheti, A. L., Tavella, P., *op cit*

Deuxième partie :

**La presse italienne au coeur
du conflit des années 1970**

Chapitre 3 :

Présentation des quotidiens **utilisés**

I- La presse généraliste

Dans le large monde de la presse généraliste, nous avons choisi quatre journaux aux positionnements politiques oscillant entre le centre-gauche et le centre-droit, et qui nous ont semblé intéressants de par leurs importants tirages quotidiens : le *Corriere della sera*, la *Repubblica*, la *Stampa* et *Il Giorno*. Nous avons pu en consulter en partie les collections à la BDIC de Nanterre, mais certaines connaissaient des manquements importants comme celle d'*Il Giorno*. Cependant, la richesse des fonds nous a quand même permis de recueillir suffisamment de données pour alimenter notre démonstration.

Le principal journal italien que nous avons choisi est donc le *Corriere della sera*, créé le 5 mars 1876. Il est publié à Milan et c'est le journal le plus diffusé et lu en Italie. A partir de 1961, le directeur de l'époque, Alfio Russo, décide de laisser une large place aux sports et aux spectacles, provoquant par la même occasion un appauvrissement politique du quotidien. Toutefois, cela ne l'empêche pas de défendre une ligne modérée de centre-droit, ce qui lui vaudra de nombreuses critiques durant la période de contestation qui s'ouvre en 1968. Parmi celles-ci, les étudiants milanais qui l'accuseront de mener des campagnes diffamatoires contre la contestation estudiantine. Le siège du quotidien, situé rue Solferino, sera ainsi pris comme cible lors de plusieurs manifestations comme le 8 juin 1968, où de violents heurts éclatèrent entre des jeunes manifestants qui bloquaient la distribution du journal et la police. Le *Corriere* sera concerné par les grands mouvements qui interviennent dans le monde de la presse en 1973-74 avec le renforcement de la présence des industriels. Les éditeurs rachètent de nombreux quotidiens, comme *Il Messaggero* qui est repris par Edilio Rusconi et le groupe Montedison⁸³, ou dans le cas qui nous intéresse avec le *Corriere della sera* qui est racheté par Rizzoli⁸⁴.

Mais ce n'est pas le seul journal que nous avons sélectionné qui est aux mains de riches industriels, puisque c'est également le cas de *La Stampa*, publiée à Turin. C'est, à l'instar du *Corriere*, un journal avec une longue histoire puisque son premier numéro paraît le 8 février 1867. C'est un des quotidiens les plus diffusés dans la péninsule. A partir des années 1920, il est racheté par une filiale de la famille Agnelli, propriétaire de la FIAT, le plus gros employeur de la ville.

83 Grand groupe industriel et financier italien, dont les activités et les investissements vont de l'agroalimentaire ou la chimie à l'édition.

84 Premier groupe éditorial italien, il représente un véritable empire médiatique avec notamment la possession de nombreux journaux et périodiques.

L'organe de presse suivant que nous avons choisi pour étayer notre travail est *Il Giorno* qui fut fondé le 21 avril 1956 à Milan par Enrico Mattei. C'est un quotidien milanais lancé initialement afin de tenter de contrecarrer l'hégémonie du *Corriere della sera*. Il adopte un modèle calqué sur la presse anglo-saxonne avec de grands titres accompagnés de photographies. En 1971, il est ainsi devenu le quatrième quotidien d'information italien avec une vente moyenne de plus de 244 000 exemplaires. Alors qu'il se trouvait plutôt proche de positions socialistes dans les années 1960, de graves difficultés économiques vont entraîner l'arrivée à la direction d'Afeltra au début des années 1970, qui va être le tenant d'un désengagement politique, voire même d'une certaine dépolitisation du journal. Cette attitude provoquera une vague de départs de journalistes vers *La Repubblica* naissante, ainsi qu'un désintérêt de la part de nombreux lecteurs.

En effet, le 14 janvier 1976 voit la naissance d'un nouveau quotidien, *La Repubblica*, sous l'impulsion d'Eugenio Scalfari, un homme proche du parti socialiste et adepte d'une vision politique libérale de matrice sociale, qui vingt ans plus tôt avait lancé l'hebdomadaire *L'Espresso*, un hebdomadaire situé également à gauche. Ce genre d'initiative illustre selon Marc Lazar "le renouveau du journalisme critique et d'investigation"⁸⁵. Il présente un format tabloïd, et selon l'autodéfinition qui en est donnée dans un des premiers numéros "c'est un journal d'information fait par des hommes qui appartiennent au vaste arc de la gauche italienne". Il est immédiatement sorti à grands tirages, puisqu'à la fin de sa première année d'existence, il parvient à éditer 100 000 numéros par tirage, chiffre qui grimpera à 180 000 dès 1979.

Si nous avons fait le choix de sélectionner ces quatre quotidiens, c'est que nous avons estimé qu'ils étaient suffisamment illustrés photographiquement, notamment pour le genre d'événements qui nous intéressent, à savoir des assassinats politiques ou des attentats meurtriers. De plus, ils couvrent toute l'actualité nationale, ce qui nous assurait d'y trouver trace de tous les moments qui nous intéressent, et que ces derniers soient illustrés, contrairement peut-être à des journaux avec des diffusions plus locales.

85 Lazar, M. (sous la dir. de), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Fayard, 2009.

II- La presse de parti politique

Afin d'obtenir un panorama cohérent de la presse des années 1960-1970 en Italie, il nous a semblé indispensable de choisir des quotidiens affiliés à des partis institutionnels. Pour cela, nous avons opté pour ceux des organisations situées aux deux extrémités de l'échiquier politique : *Secolo d'Italia* et *l'Unità*.

Secolo d'Italia est créé le 16 mai 1952. Il est fondé à Rome et devient le 3 août 1963 l'organe de presse officiel du MSI (*Movimento sociale italiano*) de tendance néofasciste. Il est initialement créé par Franz Turchi comme un journal indépendant de droite, avec la volonté sous-jacente de fournir un espace public aux thèses du MSI dans une période pré-électorale (élections de 1953). Mais une fois dépassée cette échéance, et devant un certain succès rencontré par le quotidien, il fut décidé de poursuivre la parution quotidienne.

Au début des années 1960, il était tiré à près de 150 000 exemplaires, ce qui est plutôt notable pour les niveaux de vente de la période. En 1963, le secrétaire du MSI Arturo Michelini décida de racheter la société éditrice du journal en devenant, par la même occasion, directeur. C'est à ce moment là qu'*Il Secolo d'Italia* devint officiellement la voix médiatique du parti néofasciste. Cela se retranscrit évidemment dans le ton et l'orientation politique qui lui sont donnés. Les attentats commis par la droite radicale et des individus provenant souvent du giron du parti sont ainsi minimisés, tandis que de nombreuses accusations sont lancées contre les forces communistes et contestataires, jugées responsables de toutes les violences qui éclatent à l'époque. La volonté des groupes extrémistes néofascistes de faire accuser l'extrême gauche de certains attentats trouvera donc un véritable écho dans le *Secolo*, et ce même quand la plupart des autres quotidiens finiront par admettre les responsabilités de l'extrême droite dans les assassinats de masse comme à Piazza Fontana. Aujourd'hui encore, pour "l'anniversaire" des quarante ans de la bombe de la Banca dell'agricoltura, le journal s'en prend "aux deux générations de terroristes de gauche [qui] se sont justifiées en soutenant avoir "perdu l'innocence" devant cette tuerie"⁸⁶, laissant de côté les responsabilités des forces de droite dans la "stratégie de la tension".

C'est une source précieuse dans notre travail de par la large place qui est accordée à la photographie, ainsi que par la possibilité d'accéder ainsi aux discours politiques de l'extrême droite durant ces "années de plomb".

86 "Incombe l'anniversario di Piazza Fontana" in *Secolo d'Italia* on web, 9 décembre 2009.

L'Unità pour sa part a été créée le 12 février 1924. Ce quotidien est l'organe du PCI depuis sa naissance, et le restera jusqu'en 1991, date de la dissolution du Parti Communiste. Tout au long de cette période, elle en sera la voix médiatique, retranscrivant fidèlement sa ligne politique. Il faut d'ailleurs noter que c'est l'unique quotidien de parti avec une présence diffusionnelle consistante sur tout le territoire national⁸⁷.

Dans l'optique de notre travail, nous avons eu la chance et la bonne surprise de constater que les collections intégrales du journal depuis son premier numéro ont été numérisées et mises en ligne. Cela nous a évidemment été d'une grande utilité pour obtenir les photographies correspondant aux moments où la violence politique fait irruption dans la société. En effet, il faut préciser que c'est un quotidien qui laisse de la place à l'iconographie pour illustrer ses articles. Un des autres intérêts à étudier *L'Unità* réside dans la perspective de pouvoir suivre les évolutions de la position du PCI vis-à-vis de la violence révolutionnaire tout au long des années 1970, et notamment son avis par rapport à la violence de gauche, puisqu'il a pu être fortement critiqué par les mouvements extraparlimentaires et les organisations armées.

⁸⁷ Castronovo, V., Tranfaglia, N. (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni settanta a oggi*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2002.

III- La presse militante

Les événements de 1968-69 vont également trouver un écho dans la presse où c'est l'effervescence avec notamment le lancement en 1971-72 de quotidiens d'extrême gauche comme *Lotta continua* et *Il Manifesto*⁸⁸. De manières diverses, ils illustrent bien la volonté des mouvements contestataires de se doter d'outils de communication qui puissent être des lieux d'élaboration critique et théorique vis-à-vis de l'information officielle.

En premier lieu, *Lotta continua* (LC) qui est édité à Milan commence d'abord à paraître entre 1969 et 1972 en tant qu'hebdomadaire. Il deviendra un quotidien à partir de cette dernière date, et ce jusqu'en 1982, moment de l'arrêt de la parution du journal. Ce dernier est évidemment l'émanation de l'organisation extraparlamentaire du même nom, dont il retranscrit la ligne politique. Cela va bien sûr se ressentir dans les évolutions que connaîtra le quotidien puisqu'il traversera la phase militariste de LC en 1972, avant de basculer vers la nouvelle gauche et des stratégies plus électoralistes. En 1975, il y sera même donné des consignes de vote à ses lecteurs en faveur du PCI. Malgré les scissions de 1976 dans LC, où une partie des membres de l'organisation partisans d'une ligne plus dure vont la quitter pour rejoindre des formations armées et clandestines comme Prima Linea, la parution se poursuivra. Afin d'assurer la continuité de l'édition, il sera alors fait appel à des intellectuels et des journalistes démocrates et le journal deviendra alors plus un lieu de discussions et de réflexions politiques.

Ce qui caractérise avant tout *Lotta continua*, c'est une volonté de produire une contre-information alternative face à ce qui est appelé le "mensonge officiel" des autres médias et du gouvernement⁸⁹. Dans cette perspective, la campagne la plus marquante reste sans aucun doute celle d'enquête sur la mort de Pinelli en 1969, qui sera marquée par un acharnement médiatique sur la personne du commissaire Calabresi, accusé d'être le responsable de ce décès.

Au niveau politique, on observe une volonté de s'intéresser aux luttes ouvrières et étudiantes du moment, mais ce qui distingue le journal par rapport à ceux des autres groupes actifs à la même période⁹⁰, c'est l'intérêt et l'attention qu'il donne dès son apparition aux secteurs et aspects normalement délaissés par les partis traditionnels. On y voit apparaître de nouvelles figures

88 Lazar, M. (sous la dir. de), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Fayard, 2009.

89 Mangano, A., *Le riviste degli anni settanta. Gruppi, movimenti e conflitti sociali*, CDP/ Massari editore, Pistoia, 1998.

90 D'autres organisations extraparlamentaires comme *Potere operaio* se doteront également de journaux.

politiques : des prisonniers aux militaires, des prolétaires qui luttent dans leur quartier pour le droit au logement et contre l'augmentation des prix au sous-prolétariat méridional. Ainsi, contrairement à une large partie de l'extrême gauche qui voit la principale figure révolutionnaire dans celle de l'ouvrier-masse⁹¹, on note une tentative d'offrir une caisse de résonance aux catégories sociales marginalisées. Ce sont d'ailleurs ces rencontres qui permettront la naissance de groupes de lutte armée comme les NAP à Naples.

Ces positionnements politiques se répercutent à un niveau linguistique, où la première préoccupation de LC est celle d'être le plus clair et compréhensible possible. Ainsi, dans l'éditorial du premier numéro, on peut y lire : "Nous voulons faire un journal qui soit lisible autant par les ouvriers que par les étudiants, par les ménagères et par les ouvriers agricoles". Pour atteindre un tel degré de lisibilité, LC emprunte une voie particulière qui consiste dans l'usage de modes d'expressions les plus proches possibles de la tradition populaire et de la communication orale quotidienne⁹².

L'intérêt concernant notre travail est que ce journal est illustré de nombreuses photographies et il laisse la place à des instruments variés comme la bande dessinée, les caricatures voire même la chanson ou les fables. Le format est de quatre pages, où la première est dédiée aux nouvelles du jour, et quand il y en a, à l'article de fond. La quatrième est consacrée aux nouvelles sur les luttes ouvrières et la situation dans les usines. Les deux pages internes ont une composition assez élastique (politique internationale, témoignages, débats...). Enfin, on observe que les titres sont chargés d'une grande prise émotionnelle. Il se caractérise donc comme très différent du *Manifesto*, l'autre journal de la gauche extraparlamentaire déjà en circulation à son apparition. Au contraire de celui-ci, il est généralement pauvre en élaboration ou analyses théoriques.

A l'origine du groupe éditorialiste du *Manifesto*, on retrouve des intellectuels dissidents du PCI comme Luigi Pintor, Rossana Rossanda, Aldo Natoli ou encore Magri ou Caprara qui se sont faits expulser du parti en raison de désaccords après l'intervention de l'armée soviétique à Prague au printemps 1968. Ils donneront lieu à la naissance d'une organisation qui se dotera d'une revue théorique à partir de 1969 : *Il Manifesto* qui revendique sa propre autonomie face à tout parti politique et qui s'autodéfinit comme "quotidien communiste"⁹³. Il se transformera justement en quotidien à partir du 28 avril 1971. Il représente plus un lieu de débats et d'élaboration politico-théorique qu'un véritable journal d'information alternative.

91 C'est le cas notamment de *Rosso*, un des principaux journaux de l'autonomie ouvrière, dirigé notamment par Toni Negri, qui privilégie l'ouvrier-masse non qualifié, figure opposée à celle de l'ouvrier professionnel des années 1950, comme sujet antagoniste.

92 Castronovo, V., Tranfaglia, N. (a cura di), *La stampa italiana del neocapitalismo*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2001.

93 Castronovo, V., Tranfaglia, N. (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni settanta a oggi*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2002.

Il Manifesto se présente également sous un format de quatre pages à ses débuts, parmi lesquelles la première est occupée par les nouvelles générales et par les articles de fond, la seconde par les nouvelles des luttes ouvrières, la troisième par la politique intérieure et enfin la dernière par les nouvelles internationales. L'aspect visuel de ce journal est assez austère, composé pendant une longue période uniquement par des articles, délaissant tout ce qui est visuel. Mais après des débuts plutôt brillant par la nouveauté éditoriale, il se met à être moins vendu, ce qui l'oblige au milieu de la décennie à laisser tomber le refus de la publicité qui l'avait caractérisé jusqu'alors. S'ensuivra au début des années 1980 l'apparition de la photographie afin d'illustrer certains articles.

Concernant ces deux journaux, nous avons pu consulter ceux qui étaient disponibles à la Bibliothèque Nationale de France (qui possède tous les numéros du *Manifesto*) et à la BDIC de Nanterre. Malheureusement, de nombreux numéros de *Lotta continua* concernant des dates d'assassinats politiques ou d'attentats perpétrés par l'extrême droite étaient indisponibles.

Chapitre 4 :

D'un observateur à un acteur, évolution du rôle du journaliste pendant les 'années de plomb'

I- La violence politique : dire et montrer, rendre compte ou prendre parti

L'enjeu de ce chapitre est de revenir sur la place et les rôles qu'ont tenus les journalistes durant les "années de plomb" afin de comprendre plus en profondeur ce qu'ils choisissent de nous en montrer. En effet, nous pensons que le monde médiatique, et celui de la presse en particulier, ne se sont pas contentés d'être de simples observateurs qui donneraient à voir et à analyser une situation, mais qu'ils sont devenus acteurs, un peu par la force des choses, de cette période.

En premier lieu, nous tenions à développer une partie sur le rapport des journalistes à la violence politique, afin de comprendre ce qui en est dit et montré, et donc de saisir s'il y a eu un positionnement de ces derniers ou s'ils ont cherché à rendre compte objectivement des événements.

Nous pensons qu'il n'existe pas d'image neutre, qui renseignerait ou informerait de façon exacte sur un moment donné, et même qu'il "est évident que toute image est construction et que tout l'objectif du photographe détermine, par nature, une mise en scène du réel."⁹⁴ De plus, il ne faut pas oublier qu'en plus de mise en scène réalisée par le photographe, il y a ensuite tout le travail de mise en page au sein duquel l'illustration prend place dans les journaux. Ainsi, "la presse et les magazines sont le domaine du maquettisme. Les images, davantage qu'ailleurs, se trouvent présentées, incorporées à un ensemble dans lequel elles interfèrent."⁹⁵ Les photographies ont donc une fonction d'illustration pour mettre en avant la page, en accrochant le regard, au même rang que les gros titres, mais de par leur position sur la page, les retouches qui y sont faites, elles prennent aussi des significations. C'est ces dernières et les symboliques qu'elles recouvrent que nous allons chercher à décrypter.

Tout d'abord, il nous semble primordial de comprendre qui prend les photographies que l'on retrouve par la suite dans les quotidiens. Grâce à F. D'Almeida, nous savons que la "structure même du marché photographique favorise une standardisation des modes de représentation. Depuis la fin des années 1960, la presse magazine et les grands quotidiens tendent à réduire leur service photographique et à se tourner vers des agences (comme Magnum, Sygma, Magma...). [...] Dans le contexte italien, cette progression profite surtout à l'ANSA⁹⁶."⁹⁷ C'est donc cette dernière qui fournit en illustrations les différents quotidiens italiens. Nous nous en sommes d'ailleurs rendu compte lors

94 Matard-Bonucci, M. A., "Usages de la photographie par les médias dans la construction de la mémoire de la Shoah", in *Le temps des médias*, n°5, 2005/2.

95 Gervereau, L., *Voir, comprendre, analyser les images*, La Découverte, Paris, 2004.

96 ANSA : Agenzia Nazionale Stampa Associata, principale agence de presse italienne, fondée en 1945.

97 D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste", in Lazar, M., Matard-Bonucci, M. A. (sous la dir. de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010

de notre travail dans les archives des journaux; la provenance des images n'est pas systématiquement précisée, mais quand elle l'est, nous n'avons relevé que la mention de l'ANSA. Nous pouvons donc dire qu'il y a une certaine homogénéité du matériau de base, mais il est pourtant rare de voir les mêmes analyses, les mêmes mises en page ou encore les mêmes photographies dans les différents journaux étudiés. L'image est donc plus ou moins la même, mais suivant la position qui lui est accordée, la taille, le nombre d'illustrations accordées au même événement,... les effets sur le lecteur vont être complètement différents. Pour ne prendre qu'un exemple, l'attentat de Brescia en 1974 fait les gros titres dans la plupart des quotidiens nationaux comme pour le *Corriere della sera* ou *L'Unità*, avec une abondance d'illustrations. Toutefois, si l'on lit *Il Secolo d'Italia* ou *Lotta Continua*, le schéma visuel est complètement différent. Dans les deux cas, l'information fait la première page, mais dans l'organe de presse du MSI, la nouvelle partage l'espace avec d'autres, comme celle de l'arrestation d'un membre des Br. De plus, il faut attendre la quinzième page pour voir une image, de taille très réduite, de l'attentat, ce qui contribue à faire passer ce dernier pour un simple fait divers sans grande importance. Il y a évidemment une question politique qui se cache derrière ce genre de décision: les massacres commis par l'extrême droite en 1974 ont contribué à placer la plupart des organisations et des groupuscules de cette mouvance dans le viseur des juges et des carabinieri, dont des personnalités du MSI. Afin de se protéger, ce dernier a donc intérêt, via son journal notamment, à pointer du doigt dans d'autres directions (comme la violence politique d'extrême gauche) et à ne pas accorder trop d'espace à des actes meurtriers commis par des personnes qui ont pu graviter par le passé dans l'aile du parti. Dans le cas de *Lotta Continua*, la démarche de ne publier aucune image de l'attentat est plus troublante, alors que c'est un journal qui a l'habitude d'être assez bien illustré. Ici, il n'y a qu'un énorme titre, qui prend la moitié de la première page, et qui accuse les néofascistes d'être à l'origine du massacre tout en appelant à une grève générale pour le jour même. Nous nous sommes dit que les rédacteurs du quotidien avaient peut-être considéré que l'information était suffisamment parlante en elle-même, tout comme les tenants et aboutissants de l'affaire, et qu'ajouter des images ne renseignerait pas davantage sur l'événement. Tout cela pour dire qu'il ne suffit pas d'avoir accès à une quantité de clichés sur un moment où la violence surgit, encore faut-il leur donner une place cohérente et en tirer des analyses qui aident à leur compréhension.

De plus, il ne faut pas laisser de côté le fait que les années 1970 en Italie ont représenté un contexte où l'émotif est aussi rentré fortement en ligne de compte, notamment de par le nombre de décès qui ont parsemé cette décennie. Face à cela, il est donc devenu de plus en plus difficile pour les journalistes de garder une objectivité qui devrait être le propre de leur profession. L'affect a ainsi tendu à prendre une place de plus en plus importante au fil des années. Certains événements

marquants ont joué dans cette évolution : les assassinats de journalistes, la mort d'Aldo Moro qui a suscité pour beaucoup de gens une répulsion définitive pour la lutte armée, la mort de Guido Rossa pour les militants communistes, les attentats fascistes...

Toutefois, même si on observe une indignation permanente face à la violence politique, elle n'est pas linéaire au cours de la décennie. Ainsi, les premières actions armées de l'extrême gauche ont pu recueillir une part de sympathie, ou tout au moins ne pas être complètement stigmatisées comme étant "terroriste" par l'ensemble des médias (par exemple, *Il Manifesto* va longtemps préférer le terme de "provocateurs" pour parler des formations armées). Mais cette attitude va, avec le temps, laisser la place à une certaine lassitude, vis-à-vis des homicides. Cela se ressent par rapport à l'espace visuel accordé à ces événements, puisqu'il tend à se réduire de façon significative, hormis pour quelques actions qui choquent particulièrement, pour une raison ou pour une autre (gare de Bologne, W. Tobagi). Cependant, la tendance générale est clairement à une diminution de la place accordée à la violence, ce qui est évidemment indissociable des débats éthiques qui vont éclater dans le monde des médias (cf chap.5). C'est par exemple visible dans le cas de l'attentat en 1984 dans le train Naples-Milan, pour lequel la *Corriere* ou *l'Unità* n'accorderont qu'un espace iconographique très réduit (une carte de la région pour localiser le lieu de l'attentat ou une photographie), loin des nombreuses illustrations accordées aux *stragi* précédents. Cette même tendance est valable également pour les assassinats politiques, puisqu'on peut par exemple constater un tournant au milieu des années 1970, où l'espace illustratif tend également à diminuer. Pour ne citer que quelques exemples, nous avons pu relever que dans le *Corriere*, l'assassinat de Calabresi en 1972 est accompagné de plusieurs photographies où l'on voit notamment le lieu du crime, une image du commissaire défunt avec son épouse, une autre des funérailles). Ce schéma est encore valable avec l'homicide du juge F. Coco en 1976 puisque l'on nous donne à voir la dépouille de la victime, celles de ses gardes du corps, sa veuve; alors que pour les assassinats de F. Croce (1977), A. Esposito (1978), G. Rossa (79) ou encore R. Peci (1981), il n'y a jamais plus d'une photographie qui peut-être celle du cadavre, ou dans le cas de Peci, celle du lieu du crime.

De par leur implication personnelle en tant que citoyens italiens, puis en tant que cibles potentielles pour les organisations armées, les journalistes n'ont évidemment pas forcément été les tenants d'une objectivité indiscutable durant les années de plomb. Comme le dit F. D'Almeida, ils ont décliné cette période "sur le ton du drame personnel et de l'expérience nationale."⁹⁸. Par ce qu'ils en ont donné à voir, les journalistes ont surtout contribué à la fabrication d'icônes de ces années, d'images emblématiques qui restent gravées, mais qui ne renseignent pas complètement sur ce que furent les "années de plomb" (l'étoile à cinq branches des Br, Aldo Moro prisonnier de ces

98 D'Almeida, F., *op cit.*

dernières, les autonomes armés de P38, le hall dévasté de la Banca dell'agricoltura ou encore les photographies de Brescia). Nous voyons donc plus dans cette démarche une sorte de recherche esthétique pour élaborer des images standards sur lesquelles va se “cristalliser la mémoire collective”⁹⁹ qu'un véritable travail de journaliste pour donner à comprendre et à expliquer l'ampleur d'un phénomène, ses racines,... Ainsi, comme a pu l'analyser M. Wieviorka : “Ces remarques nous invitent à considérer les médias non pas tant sous l'angle de la production du terrorisme, dont ils ne sont à notre avis guère responsables, que sous celui de la production des représentations liées au terrorisme. Ce sont donc d'abord des images des acteurs terroristes que produisent les médias [...]. Les médias n'aident pas toujours le public à y voir clair et, au delà de la prolifération des images et des discours, exercent à propos du terrorisme, des effets de simplification excessive.”¹⁰⁰

Toutefois, il ne faut pas considérer trop hâtivement que les journalistes sont seuls responsables de ce manque de lisibilité à propos de cette période et du flou qui l'entoure. En effet, nous allons désormais voir qu'ils ont aussi été façonnés par des intérêts divers (politiques, économique) qui ont tendu à influencer sur l'élaboration de ces discours.

99 *ibid*

100 Wieviorka, M., *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988.

II- Le journalisme pris dans des choix éditoriaux et politiques

Se questionner sur les représentations de l'homicide politique qui sont forgées et transmises par la presse italienne impose aussi de s'interroger sur les choix qui résident à la fabrication de ces images et à leur mise en disposition dans les journaux. En effet, il serait naïf de penser que la presse ne s'est pas retrouvée au croisement d'intérêts et de pressions divers, que ces derniers proviennent des forces policières ou bien tout simplement des dirigeants des médias. En effet, nous pouvons affirmer que depuis l'introduction de la photographie dans la presse, elle est devenue un " puissant moyen de propagande et de manipulation" et que désormais le "monde en images est façonné d'après les intérêts de ceux qui sont les propriétaires de la presse : l'industrie, la finance, les gouvernements."¹⁰¹ Nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les quotidiens que nous avons sélectionnés pour notre démonstration sont soit la voix médiatique de partis ou de courants politiques, soit peuvent être aux mains de groupes industriels puissants (comme la FIAT), ce qui va influencer dans les choix qui sont faits pour analyser ou pour représenter la violence politique.

En premier lieu, il ne faut pas sous-estimer l'importance commerciale et financière que représente la vente de journaux. Dans cette optique, les directions de ces derniers vont être amenées à privilégier une large illustration du phénomène de la lutte armée, ne serait-ce que pour ne pas être débordées par la concurrence. C'est ce que nous explique Fabrice D'Almeida quand il dit que "Les journaux sont contraints par la concurrence de reproduire tout ou partie des communiqués et des documents politiques reçus."¹⁰² Cela explique en partie le fait que les organisations clandestines ont réussi à diffuser leur propagande et leurs communiqués de revendication à une grande échelle et pendant une large partie des années 1970, avant que le monde de la presse ne s'organise pour essayer de limiter l'effet "caisse de résonance" à travers des black-out, mais nous y reviendrons plus tard. Pour compléter cette analyse, nous nous sommes également tournés vers S. Sontag, avec laquelle nous nous accordons sur le fait qu'une "société capitaliste exige une culture assise sur des images. Elle doit fournir de la distraction en grosse quantité afin de stimuler la consommation et d'"analgésier" les blessures de classe, de race et de sexe."¹⁰³ Par là, nous voulons dire que dans un monde où le visuel tend à prendre une place prédominante, une partie des journaux privilégie alors de laisser un espace non négligeable au phénomène armé, afin d'accroître leurs chiffres de vente,

101 Freund, G., *Photographie et société*, éditions du Seuil, France, 1974.

102 D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste" in Lazar, M., Matard-Bonucci, M.A. (sous la dir. de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010

103 Sontag, S., *Sur la photographie*, Christian Bourgeois éditeur, France, 2000.

quitte à ce que celui-ci devienne beaucoup trop important, ce qu'il est difficile de contrecarrer après. Ainsi, à l'instar de M. Wiewiorka, nous pouvons parler, au moins pour une bonne partie des "années de plomb", d'une "relation symbiotique" entre médias et violence politique : "Le terrorisme contemporain, dans cette perspective, date de la fin des années 1960 [...] ; il s'expliquerait avant tout par l'écho que sont supposés apporter les médias modernes à des actes qui en eux-mêmes n'atteignent qu'une cible très limitée. Cette thèse repose sur l'idée d'un intérêt réciproque. Les terroristes procurent aux médias le spectacle dont ils ont besoin pour satisfaire leur audience et les médias apportent aux terroristes une audience immédiate, peu coûteuse et à une échelle éventuellement planétaire."¹⁰⁴

Ainsi, la fibre émotive, que ne manque pas d'activer chaque nouvel attentat ou homicide, va donc être le terrain privilégié sur lequel les quotidiens ne vont pas manquer de "surfer", le tout au détriment d'une analyse de fond sur la nature et les objectifs du phénomène, ou de la possibilité d'y apporter une réponse autre que répressive. Nous pouvons même ajouter que "comme dans l'iconographie militaire les images d'opération, de combattants ou de victimes sont maniées par une presse désireuse de faire rimer information et émotions."¹⁰⁵

Mais la structure du marché de l'information, basée sur une recherche de la rentabilité et du plus grand nombre de ventes, ne va pas être la seule source de pression sur le travail des journalistes. En effet, nous pensons que les dirigeants politiques italiens et les forces policières ont aussi eu leur part d'influence sur les choix éditoriaux quant à la question de la lutte armée. Cela s'est ainsi traduit, soit par une information complètement contrôlée afin d'éviter certains types de réactions, soit par des nouvelles tronquées, loin de toute analyse journalistique.

Pour illustrer le premier point, nous avons choisi deux moments différents, qui ont comme point commun de se situer à la fin des années 1970. En 1977, les NAR, organisation d'extrême droite, accomplissent leur premier homicide sur la personne de Roberto Scialabba, un jeune proche de l'extrême gauche. Ils choisissent de revendiquer l'action en envoyant un communiqué à plusieurs journaux. Toutefois, aucun ne diffuse la nouvelle, ni le texte écrit pas les activistes. Cette décision est en effet imposée par la police romaine : elle craint une nouvelle manifestation de colère de la part des jeunes autonomes qui aurait inmanquablement dégénéré en guérilla urbaine.¹⁰⁶

Dans le même ordre d'idée, il y a cette remarque d'A. L. Braghetti, ancienne militante des Br : "Et puis, le 28 mars, à Gênes, il y eut un massacre. Les carabinieri pénétrèrent à l'aube dans une base, via Fracchia, et exécutèrent les quatre militants des Brigades rouges qui s'y trouvaient. Ils ne

104Wiewiorka, M., *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988.

105D'Almeida, F., *op cit.*

106Colombo, A., *Storia Nera. Bologna, la verità di Francesco Mambro e Valerio Fioravanti*, Cairo editore, Milano, 2007.

permirent aux journalistes d'entrer dans l'appartement qu'après avoir nettoyé, quatre semaines plus tard, et pourtant des traces de sang étaient encore visibles au plafond."¹⁰⁷ On s'en rend compte en analysant ce qui est dit de cette affaire dans les quotidiens du 29 mars : la police a donné l'information de la mort des brigadistes présents dans l'appartement de via Fracchia, mais l'accès y est strictement interdit, et les seules photographies qui filtrent dans la presse sont donc celles de la façade de l'immeuble.



Photographie de la cache des brigadistes via Fracchia à Gênes, vue de la rue, in *La Stampa*, 29 mars 1980, p.1.

Cette même illustration fait la une de *L'Unità* le même jour. En vérité, les journalistes seront autorisés à rentrer brièvement dans le lieu de la fusillade près d'une semaine après. Cependant, cela montre bien que la presse a été obligée de se soumettre aux impératifs de certaines enquêtes ou de questions de maintien de l'ordre, et que l'information qui en a découlé fut parcellaire et

¹⁰⁷Braghetti, L., Tavella, P., *Le prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoel, France, 1999, p.148.

partiellement modelée par la police. Nous pourrions même dire que cette photographie en question de la base des Br vue de la rue, est prise afin de masquer le fait que les journalistes n'ont pu y pénétrer; pour tenter d'illustrer un propos, même si l'image ne nous apprend absolument rien quant à ce qui s'est réellement passé à l'intérieur.

Le second ordre d'idée que nous évoquions plus haut quant à une information tronquée, est on ne peut mieux symbolisé par l'enlèvement puis l'assassinat d'Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne et grand instigateur du "compromis historique" avec le PCI. Tout d'abord, il faut rappeler que cette affaire a aussi été l'occasion d'une véritable bataille symbolique entre les Br, organisatrices du rapt de l'homme politique, et les dirigeants italiens. Les premières ont principalement agi avec des communiqués diffusés simultanément dans plusieurs villes à différents quotidiens¹⁰⁸, mais aussi avec des photographies montrant Moro prisonnier, sous la bannière de l'organisation. Les seconds ont aussi joué sur ce terrain, notamment en organisant "leurs propres rites avec pour but de canaliser les réactions du peuple italien dans une direction qu'approuvaient les élites politiques nationales. Il s'agissait de diriger l'angoisse et la colère du public italien contre les Br plutôt que contre un gouvernement et des partis politiques apparemment incompetents."¹⁰⁹ Cette analyse s'applique pour la mort de Moro, mais est également sûrement valable dans le cadre du massacre de Piazza Fontana, où l'indignation populaire avait été rapidement dirigée contre le mouvement anarchiste, bien que les jugements et les contre-enquêtes ultérieures aient prouvé le contraire. Si nous parlons d'information tronquée, c'est parce que "la presse, en fait, ne s'est pas préoccupée d'informer, si ce n'est accessoirement; elle s'est surtout faite la porte-voix du point de vue des enquêteurs et de telle ou telle force politique. Pendant deux mois en Italie, la presse a abandonné ce qui devait être sa fonction principale, sa propre raison d'être : fournir au lecteur les faits et les commenter, en offrant (sans préjugés et intimidations) des points de vue divers, en mettant ainsi le lecteur en mesure de se former une opinion."¹¹⁰ Or, "l'instrumentalisation d'une nouvelle est synonyme de désinformation."¹¹¹ Ainsi, en rentrant dans les stratégies policières ou politiques, la presse, tout au long de l'affaire Moro s'est éloignée de ses prérogatives de base, pensant sûrement par là fournir un soutien dans la lutte contre la violence, et a ainsi cessé d'être un vecteur d'information pour se transformer en un simple relais de discours officiel, loin de toute

108Moretti, M., Mosca, C., Rossanda, R., *Mario Moretti, Brigate Rosse, una storia italiana*, Mondadori editore, Milan, 2007.

109Kertzer, D., "Rituel et symbolisme politique des sociétés occidentales", in *L'Homme*, n°121, 1992, p.79-89.

110"La stampa infatti non si è preoccupata di informare, se non accessoriamente; si è fatta soprattutto portavoce del punto di vista degli inquirenti e di questa o quella forza politica. Per due mesi, in Italia, la stampa ha abdicato quella che dovrebbe essere la sua funzione principale, la sua stessa ragion d'essere : fornire al lettore i fatti e commentarli, offrendo (senza pregiudizi e intimidazioni) punti di vista diversi, mettendo così il lettore in grado di formarsi un'opinione." in Silj, A., *Brigate rosse-Stato, lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Vallecchi, Firenze, 1978, pp.8-9.

111"La strumentalizzazione di una notizia è sinonimo di disinformazione" in Silj, A., *op cit*, p.9.

reflexion critique.

Ce que nous cherchons à montrer ici, c'est que la presse n'a pas joui d'une liberté d'action totale durant ces années-là, ce qui est sûrement le propre de tout média dans une période aussi mouvementée. Toutefois, il nous semble indispensable d'avoir ces éléments en main pour comprendre les choix illustratifs qui sont faits, mais aussi pour interpréter certaines absences d'information.

III- Le journaliste : une cible pour la lutte armée

Au printemps 1977, les Br publient une résolution stratégique intitulée : "Frapper la presse du régime, instrument de la guerre psychologique"¹¹². Les brigadistes voient en effet dans cette dernière un des principaux soutiens au pouvoir en place, comme le dit Mario Moretti : "Le régime qui s'est formé dans ces années a eu dans la presse un support total, difficile d'en trouver ailleurs une qui soit plus asservie."¹¹³ Les premières actions sont déclenchées à partir du mois de juin dans plusieurs villes. Ainsi, le 1er juin, Valerio Bruno, directeur adjoint du quotidien *Il Secolo XIX* est jambisé par les Br, à Gênes. Le 2 juin, à Milan, un noyau brigadiste blesse aux jambes Indro Montanelli, directeur du *Giornale Nuovo*. Le 3 juin, Emilio Rossi, directeur politique du journal télévisé de la première chaîne publique est atteint de 12 balles aux jambes devant le siège de la RAI à Rome.¹¹⁴ Cette offensive va s'accroître à l'automne, puisqu'en septembre, c'est au tour de Nino Ferrero de *l'Unità* d'être blessé à Turin, avant un premier moment paroxystique le 16 novembre, toujours dans la capitale piémontaise, où Carlo Casalegno, vice-directeur de *La Stampa*, est grièvement touché à la tête. Ce dernier décèdera de ses blessures une dizaine de jours plus tard.¹¹⁵ Ce décès va profondément choquer le monde journalistique et susciter de nombreuses réactions, mais également provoquer des émules au sein de l'extrême gauche combattante. En effet, le 28 mai 1980, la "Brigade du 28 mars", inspirée par les actions des Br, assassinera Walter Tobagi, journaliste au *Corriere della sera*, à Milan.¹¹⁶

Ce choix de s'en prendre à la presse, dans cette "attaque au cœur de l'Etat", peut surprendre, puisque les victimes précédentes des Br appartenaient principalement au monde de la justice (F. Coco, F. Croce) ou de la police, des institutions plus évidemment liées au pouvoir en place. Mais cela peut également s'expliquer par les analyses de M. Wiewiorka qui voit un des modes de relation entre médias et terrorisme à travers "la rupture" : "Dès lors, la presse cesse d'être un vecteur utilisé cyniquement pour être partie prenante du système à détruire. Les journalistes deviennent des ennemis, au même titre que d'autres acteurs, patrons, magistrats,... Les terroristes reprochent à la

112 Zocatelli, P. L., "Réflexions italiennes sur un anniversaire. 77: l'obscurité avant la nuit." in *Terrorisme.net*, 2007

113 "Il regime che si è formato in quegli anni ha avuto nella stampa un supporto totale, difficile trovarne altrove una più asservita." p.104 in Moretti, M., Mosca, C., Rossanda, R., *Mario Moretti, Brigate Rosse, una storia italiana*, Mondadori editore, Milan, 2007.

114 Zocatelli, P. L., *op cit*

115 Murialdi, P., *La stampa italiana dalla liberazione alla crisi di fine secolo*, Editori Laterza, Bari, 1995

116 Calvi, F., *Comarade P38*, Grasset, Paris, 1982.

presse de mentir et de faire le jeu de leurs ennemis. Ils attendent d'elle le silence si elle se refuse à présenter l'information sous un jour satisfaisant, et cherchent à l'intimider ou à l'obliger par la force à transmettre leur discours."¹¹⁷

La presse est donc désormais considérée par les organisations armées, les Br en tête, comme leur étant hostile, et donc à attaquer. Mais les journalistes vont eux-mêmes réagir par l'arme qu'ils ont à leur disposition : leur propre instrument de travail. Cependant, cette réaction ne va pas être immédiate mais à un rythme et d'une manière divers suivant le quotidien, malgré une première assemblée des travailleurs du monde de la presse à Rome dès le 4 juin 1977.

Ainsi, concernant l'assassinat de Casalegno, qui représente le premier homicide frappant une personnalité liée aux médias, on observe des niveaux différents d'analyse suivant les quotidiens. En premier lieu, *La Stampa*, pour laquelle travaillait le journaliste, est bien sûr le journal qui offre le plus d'espace (écrit comme visuel) à cette nouvelle. La première page du 30 novembre est donc presque entièrement dédiée au décès de Casalegno, avec un titre principal indiquant sobrement "Casalegno est mort"¹¹⁸, mais surtout une photographie de ce dernier couvrant environ un cinquième de l'espace. Le tout est accompagné de plusieurs articles qui reviennent sur son parcours, son engagement personnel (notamment sous le fascisme et dans la résistance) et qui rapellent ses qualités : "Un homme sans haine", "La médaille d'or pour sa valeur civile", "Carlo Casalegno, sa vie et son engagement civil"¹¹⁹. Mais ce qui joue le plus sur l'émotion que ne manque pas de provoquer cet assassinat, c'est sûrement cette photographie où l'on voit le journaliste faire un salut de la main, comme un au-revoir à ses lecteurs et à ses amis.

117Wiewiorka, M., *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988.

118"Casalegno è morto", in *La Stampa*, 30 novembre 1977,p.1.

119"Un uomo senza odio", "La medaglia d'oro per il suo valor civile", "Carlo Casalegno, la sua vita e l'impegno civile" in *LaStampa*, 30 novembre 1977, pp.1 et 2.



Carlo Casalegno, in *La Stampa*, 30 novembre 1977, p.2.

Mais d'autres quotidiens ne vont pas réagir d'une manière aussi vive. C'est le cas de *La Repubblica* et de *l'Unità*, mais pour des raisons diverses. A un niveau iconographique, toutefois, les choix réalisés par les deux organes de presse sont relativement semblables. Même si l'information de la mort du journaliste prend place en première page dans les deux cas, la photographie qui l'illustre est plutôt d'une taille réduite puisqu'il s'agit à chaque fois d'un petit médaillon avec Carlo Casalegno souriant (pour *La Repubblica*) ou prenant la pose (pour *l'Unità*). Ce qui différencie les deux journaux, ce sont les analyses qui sont livrées de l'affaire. Dans le cas du quotidien communiste, la nouvelle partage ainsi la première page avec Benedetto Petrone, jeune militant communiste tué la veille par un néofasciste à Bari. Les deux informations sont ainsi mêlées dans un unique titre "Protestation de masse contre l'assassinat fasciste, Casalegno n'a pas survécu aux coups des Br"¹²⁰. Cet amalgame entre ces deux homicides crée un trouble dans l'esprit du lecteur, assimilant les Brigades rouges aux forces d'extrême droite. De plus, on peut supposer que le fait d'accorder un espace iconographique réduit à ce décès réside dans un choix politique de ne pas céder trop d'espace aux organisations débordant le PCI sur sa gauche et pouvant ainsi produire une certaine attractivité pour des militants.

Le journal romain, quant à lui, est d'une sobriété surprenante dans l'annonce du décès de Casalegno, alors que tout ce qui a trait à la violence politique et à des homicides de personnalités est

¹²⁰"Protesta di massa contro l'assassinio fascista, Casalegno non è sopravvissuto ai colpi delle Br", in *L'Unità*, 30 novembre 1977, p.1.

tout de même susceptible de fournir un accroissement du nombre de lecteurs. Ainsi, la nouvelle prend place dans la colonne de gauche de la première page, partageant l'actualité avec plusieurs autres, et est titrée : "Une autre victime des Br, Casalegno est mort après treize jours d'agonie"¹²¹. Cela nous donne ainsi plus l'impression que les journalistes romains sont dans le simple constat de l'existence d'une nouvelle victime des groupes armés, sans jouer sur une quelconque fibre émotive, du moins de prime abord (nous n'étudions pas ici le contenu de l'article, mais seulement ce qui frappe visuellement). Ce genre d'approche de la violence politique va justement provoquer des polémiques entre les différents quotidiens comme nous l'explique Frédéric Attal : "Une vive controverse oppose alors *La Repubblica* à *La Stampa*. *La Repubblica*, tout jeune quotidien romain créé par Eugenio Scalfari en 1975, est accusé par son confrère, journal de référence turinois dont le principal actionnaire est la Fiat, de complaisance coupable à l'égard des Br."¹²² Cela nous permet de constater que la violence de gauche n'a pas été forcément stigmatisée d'emblée par l'ensemble de la presse, mais qu'il a pu exister une forme de complaisance vis-à-vis de celle-ci. Une part d'explication à cette attitude nous est une fois de plus fournie par M. Wieviorka qui nous montre que "[le terrorisme] est généralement magnifié par la presse dans la période d'essor d'un groupe ou d'un mouvement terroriste, et au contraire banalisé dans les phases initiales et terminales."¹²³

Ces différents constats dressés à propos de l'assassinat de Casalegno nous ont amené à vouloir élaborer un parallèle avec celui de Walter Tobagi, journaliste au *Corriere della sera*, le 28 mai 1980. Nous nous sommes demandé si, à trois années de distance, le traitement de l'information avait changé, ou non, et si le rapport à la violence politique de gauche avait, lui aussi, connu des modifications dans la presse. Pour cela, nous avons recouru aux trois mêmes quotidiens que pour l'homicide précédent, en y ajoutant ce qu'en disait le *Corriere*, en tant qu'employeur de la victime.

Dans cette affaire, les schémas narratifs et figuratifs observés dans le premier cas semblent se reproduire, même si les acteurs changent de rôle. En premier lieu, le quotidien milanais est évidemment touché "personnellement" par ce décès, ce qui le place dans la même position que *la Stampa* en 1977. Le titre principal du 29 mai est donc exclusivement réservé à cette information : "Ils ont abattu Walter Tobagi du "Corriere", envoyé spécial sur le front des Brigades rouges"¹²⁴, accompagné d'un sous-titre qui rappelle le précédent de 1977 : "Après Casalegno à Turin, un autre journaliste est tué à Milan par des terroristes"¹²⁵. Une photographie du journaliste souriant illustre

121 "Un'altra vittima delle Br, Casalegno è morto, dopo tredici giorni d'agonia", in *La Repubblica*, 30 novembre 1977, p.1.

122 Attal, F., "Les intellectuels et le terrorisme, 1977-1978" in Lazar, M., Matard-Bonucci, M. A. (sous la direction de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010

123 Wieviorka, M., *op cit.*

124 "Hanno ammazzato Walter Tobagi del "Corriere", inviato speciale sul fronte delle Brigate rosse", in *Corriere della sera*, 29 mai 1980, p.1.

125 "Dopo Casalegno a Torino, ucciso a Milano dai terroristi un altro giornalista", in *Corriere della sera*, 29 mai 1980,

l'information, mais il faut signaler qu'elle n'est que d'une taille assez réduite. Cela continue en pages intérieures, où les discours rappellent fortement ceux du quotidien turinois trois ans auparavant : "Un exemple de professionnalité et d'engagement civil : qui était et comment travaillait Walter Tobagi", "Quand ils tuent un ami"¹²⁶. Une nouvelle photographie de ce dernier lors d'une conférence, mais également une image de son père au dessus de la dépouille accompagnent les articles. De plus, il faut signaler que le *Corriere* introduit une nouveauté qui sera notamment reprise quelques mois après lors de l'attentat à la gare de Bologne : le schéma de reconstitution de l'assassinat. On insiste donc dans les discours sur les faits et non sur les raisons qui ont pu amener à commettre ce meurtre.

Concernant les trois autres quotidiens, on remarque qu'ils suivent une stratégie de présentation de l'information relativement semblable. En effet, la nouvelle de la mort de Tobagi est dans chacun des cas mise en parallèle avec un autre homicide, commis cette fois par les NAR à Rome, qui ont abattu un policier devant un lycée, tout en blessant deux autres agents. C'est particulièrement troublant quand on analyse *L'Unità* et *La Stampa* puisqu'elles poussent ce parallèle à un niveau iconographique, avec à chaque fois des photographies de la même taille pour illustrer les événements. *La Repubblica*, pour sa part, choisit de n'illustrer que le meurtre de Tobagi, avec une photographie de la dépouille du journaliste, même si la nouvelle partage le titre principal avec l'homicide accompli par l'organisation néofasciste dans la capitale. En ce qui concerne les titres principaux des trois quotidiens, nous ne pouvons que constater le manque d'originalité (ou les étranges similitudes) puisqu'ils sont quasiment identiques : "Tragique reprise offensive du terrorisme, Les Br tuent le journaliste Tobagi, les NAR tirent sur les agents : un mort"¹²⁷ pour *l'Unità*, "Les Br tuent Walter Tobagi, un agent est assassiné par les NAR"¹²⁸ pour *la Repubblica*, "Un journaliste tué par les Br à Milan, Rome : un agent assassiné, deux blessés"¹²⁹ dans le cas de la *Stampa*.

On constate qu'à chaque fois, le meurtre de Tobagi est attribué aux Br, malgré les revendications (qui sont d'ailleurs précisées dans chacun des quotidiens) émises par la "Brigade du 28 mars"¹³⁰. Cela illustre la centralité qu'ont pu opérer les Br sur toute l'aire de la lutte armée, ce qui se retranscrit aussi dans la presse, même si cela traduit aussi sûrement une simplification un peu excessive, opération destinée à réduire à une organisation la pratique de la guérilla urbaine.

p.1.

126"Un esempio di professionalità e di impegno civile : chi era, come lavorava Walter Tobagi", "Quando uccidono un amico", in *Corriere della sera*, 29 mai 1980, p.2.

127"Tragica ripresa offensiva del terrorismo, le Br uccidono il giornalista Tobagi, le NAR sparano sugli agenti : un morto", in *L'Unità*, 29 mai 1980, p.1.

128"Le Br uccidono Walter Tobagi, Assassinato dai NAR un agente", in *La Repubblica*, 29 mai 1980, p.1.

129"Giornalista ucciso dalle Br a Milano, Roma : agente assassinato, 2 feriti", in *La Stampa*, 29 mai 1980, p.1.

130Calvi, F., *op cit*.

Illustrativement, nous notons des différences par rapport à l'assassinat de Casalegno. Dans le cas de ce dernier, aucune photographie de sa dépouille n'avait filtré dans la presse, si ce n'est une image du journaliste sous respiration artificielle dans *La Stampa*, mais au moment où il n'était encore que blessé. Pour Tobagi, même si le *Corriere* notamment nous montre plusieurs illustrations de celui-ci encore vivant, ce qui prévaut, ce sont surtout des images du corps de la victime étendu au sol, voire recouvert d'un drap ou entouré de ses proches. Cela peut évidemment s'expliquer par le fait que Casalegno était décédé dans un hôpital, ce qui ne permettait sûrement pas de réaliser des clichés du cadavre; toutefois, l'on peut se demander si cela ne traduit pas une évolution de la part du monde de la presse dans la considération de la violence, où cette fois, les médias sont unanimes dans la condamnation de l'acte. Nous pourrions y voir une volonté de ne plus chercher à nier la réalité de l'offensive armée des organisations clandestines de gauche, tournant qui s'est certainement produit au moment de l'affaire Moro, mais nous y reviendrons plus tard.

Chapitre 5 :

Une éthique du journalisme

face à la violence?

I- L'émergence d'un questionnement vis-à-vis de la violence

La violence politique n'a pas été un sujet aisé à traiter pour les quotidiens italiens durant les années 1970. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, les organisations armées, et principalement les Br, incluent dans leurs stratégies de communication l'effet amplificateur et publicitaire que leur fournissent les médias. Ces derniers deviennent donc des caisses de résonance aux actions armées, offrant notamment une audience très large à des actes qui n'en auraient pas forcément eu autrement. Toutefois, jusqu'en 1978, la presse (et les médias en général) ne semble pas vraiment s'en soucier, publiant régulièrement les communiqués envoyés par les formations clandestines, consacrant même des pages entières à la rubrique "Terrorisme" (c'est le cas notamment dans *L'Unità*), autrement appelée "Provocazione" dans *il Manifesto* (y sont notamment classés les assassinats de Pedenovi et Coco en 1976).

Nous avons donc pu constater que les documents de revendication, émanant aussi bien de l'extrême gauche que de la droite néofasciste (quand il y en a), pouvaient être reproduits, intégralement ou partiellement dans les quotidiens italiens. Nous avons pu relever trois manières diverses d'utiliser un communiqué dans les journaux¹³¹. Il peut servir en premier lieu à apporter du

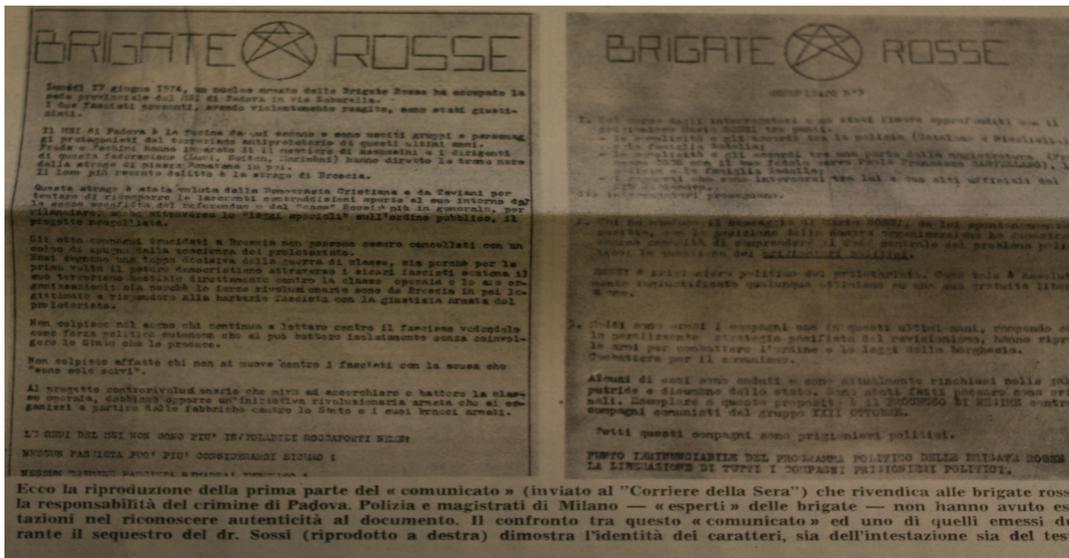
¹³¹Nous traitons ici des cas où une photographie du document original est publiée, intégralement ou pas, et non des cas où des extraits ou la totalité des communiqués sont reproduits dans les articles.

crédit à un article. C'est le cas notamment du document n°2, qui émane de l'organisation d'extrême droite Ordine nero (On), suite à l'attentat sur le train Italicus en 1974. On voit que *La Stampa* fait le choix d'en publier une reproduction intégrale. Le journal ne se contente pas d'en reprendre certains extraits qui seraient les plus parlants pour en faire un article et analyser les faits¹³². Dans ce cas, le document permet d'assurer au lecteur qu'il a en mains toutes les pièces de l'affaire, et qu'il peut ainsi se forger son opinion sur l'explosion et les responsabilités d'On. L'effet recherché est d'apporter une preuve de crédibilité supplémentaire à l'article et au travail du journaliste. Mais dans le même temps, cela s'inscrit également dans une recherche de "sensationnel" par la presse qui pousse les quotidiens à publier intégralement les textes de revendication, comme une manière de se démarquer de la concurrence en amenant la preuve irréfutable de la paternité d'un assassinat ou d'un attentat. D'ailleurs on le voit, la reproduction est généralement d'assez mauvaise qualité, il est plutôt difficile de bien lire le document. Mais l'essentiel n'est pas là.

Le communiqué peut également être utilisé sur un mode comparatif avec un autre, pour illustrer notamment des articles sur la continuité de l'activité de certaines organisations armées. C'est le cas dans le document n°1, après l'assassinat de deux membres du MSI à Padoue par les Br en juin 1974. Le *Secolo d'Italia* reproduit le 20 juin le texte des Br qui s'attribue la responsabilité du double meurtre tout en le mettant en parallèle avec un autre, du même groupe, envoyé aux médias lors de l'enlèvement du juge Sossi. L'objectif est de montrer à travers cette mise en équivalence que ce sont bien les mêmes personnes qui ont tapé ces deux documents différents, en utilisant à chaque fois la même machine à écrire. La différence que nous notons avec le premier cas, c'est qu'ici, l'intention est nettement plus accusatrice. La volonté n'est pas de se démarquer de ses concurrents mais plus d'accuser, de pointer du doigt la dangerosité de l'extrême gauche (puisque nous sommes dans le cadre d'un quotidien de la droite radicale).

Enfin, nous avons pu voir que les communiqués pouvaient également être reproduits de façon partielle, uniquement pour illustrer des articles. On s'en rend compte avec le document n°3 où seul l'en-tête où le sigle des Br est visible a été choisi pour accompagner les comptes rendus du procès de certains membres du noyau historique du groupe. L'objectif dans ce cas est alors seulement d'attirer l'oeil sur le sujet de l'article. L'image n'apporte aucun éclaircissement au sujet traité.

¹³²Il est quand même dit explicitement dans le document que "Avec la bombe [...] que nous avons mis sur l'express Rome-Florence, nous avons voulu démontrer à la nation que nous sommes en mesure de mettre des bombes où nous voulons [...] où et quand cela nous plait". "Con la bomba [...] che abbiamo messo sul'espesso RO-FI abbiamo voluto dimostrare alla nazione che siamo in grado di mettere bombe dove vogliamo [...] dove e quando ci pare." in *La Stampa*, 5 août 1974.



Document n°1 : Communiqué des Br revendiquant le meurtre de deux membres du MSI à Padoue (à gauche), comparé à un autre des Br écrit pendant l'enlèvement du juge Sossi, in *Secolo d'Italia*, 20 juin 1974.

Il delirante volantino di Ordine nero

IL TENTATIVO DI TAVIANI E DI SANTILLO DI FERMARE CON GLI
ARRESTI DEI CAMERATI DI "ORDINE NERO" E DI SMEMBRARE CON ESSE
LE ORGANIZZAZIONI NAZISTE, È FALLITO.

CON LA BOMBA AL TRITOLO CHE ABBIAMO MESSO SULL' ESPRESSO "RO, FI"
ABBIAMO VOLUTO DIMOSTRARE ALLA NAZIONE CHE SIAMO IN GRADO
DI METTERE BOMBE DOVE VOGLIAMO, IN QUALSIASI ORA IN QUALSIASI LUOGO
DOVE E QUANDO CI PARE.

LA BANDIERA NAZISTA NON È MORTA A BERLINO NEL LONTANO 1945
ESSA CONTINUA A VIVERE PER UNA GRANDE ITALIA, FASCISTA «NAZISTA».

I RESPONSABILI MATERIALI DELLE 12 VITTIME SONO:
TAVIANI, SANTILLO, LONGO, LEONE, CHE ATTRAVERSO LO SMEMBRAMENTO
DELLE NOSTRE ORGANIZZAZIONI PORTANO L' ITALIA SOTTO IL
MARXISMO

NELLA TRISTE ORA CHE STA ATTRAVERSANDO L'ITALIA L'IDEA RINASCE
OGNI GIORNO DI PIÙ.

IL NAZISMO RITORNERÀ PER LA SALVEZZA D' ITALIA RINASCERÀ

"ORDINE NERO"

SEZIONE PIERRE DRIEU LA ROCHELLE

BOLOGNA LI 3/8/74 SEZIONE GIANCARLO ESPOSTI

GIANCARLO ESPOSTI È STATO VENDICATO

Il testo del volantino con cui «Ordine nero» rivendica la paternità dell'attentato

(Dal nostro inviato speciale)
Bologna, 5 agosto.

(p.c.) Il volantino di «Ordine nero» è stato trovato stamane alle 2 circa in una cabina telefonica di Porta San Mamolo (Piazzale D'Azeglio), quasi nel centro di Bologna. Uno sconosciuto aveva avvertito la redazione del quotidiano bolognese che il volantino si trovava nella guida telefonica, fra le pagine della città di Ferrara.

Ecco il delirante testo:

«Il tentativo di Taviani e di Santillo di fermare con gli arresti di camerati di "Ordine nero" e di smembrare con essi le organizzazioni naziste è fallito. Con la bomba al tritolo che abbiamo messo sull'espresso "Ro-Fi" abbiamo voluto dimostrare alla Nazione che siamo in grado di mettere bombe dove vogliamo, in qualsiasi ora, in qualsiasi luogo, dove e quando ci pare. La bandiera nazista non è morta a Berlino, nel lontano 1945: essa continua a vivere per una grande Italia, fascista e nazista.

«I responsabili materiali delle dodici vittime sono: Taviani, Santillo, Longo, Leone, che attraverso lo smembramento delle nostre organizzazioni portano l'Italia sotto il marxismo.

«Nella triste ora che sta attraversando l'Italia, l'idea rinasce ogni giorno di più. Il nazismo ritornerà per la salvezza dell'Italia, rinascerà. Viva l'Italia! Ordine nero — Sezione Pierre Drieu La Rochelle — Sezione Giancarlo Esposti. Giancarlo Esposti è stato vendicato. Bologna, li 3/8/74»

Document n°2 : Communiqué émis par Ordine Nero après l'attentat sur le train Italicus, in *La Stampa*, 5 aout 1974.



Document n°3 : Les inculpés des Br revendiquent au nom de l'organisation l'assassinat du juge Coco, in *Corriere della sera*, 9 juin 1976.

On voit donc que le monde de la presse ne semble guère se soucier de la possibilité de jouer un rôle de catalyseur vis à vis de la violence politique à travers la diffusion des communiqués de revendication, ou bien *via* l'espace accordé à cette thématique dans les journaux.

Mais le nombre croissant d'homicides politiques dans la seconde moitié de la décennie va amener les journalistes à une remise en question de leur rôle dans la permanence du phénomène, certains allant jusqu'à dire que les médias alimentent la violence en diffusant les communiqués des groupes clandestins, leur offrant ainsi une forme de publicité. Avec l'attaque contre la presse décidée par les Br en 1977, le monde médiatique se réunit, en réaction, en assemblée afin de débattre de la position à tenir face à ce nouveau phénomène. Toutefois, peu de décisions semblent réellement prises à ce moment là. Ainsi, même si au niveau du langage, nous notons que des journaux comme *Il Manifesto* commencent à partir de cette période à qualifier les actes de violence politique comme étant systématiquement des actions "terroristes"¹³³, et non plus des preuves de "provocation"; nous pouvons constater qu'à un niveau visuel, nous n'avons pas relevé de différences frappantes dans l'espace accordé aux photographies d'homicides ou d'attentats. A la décharge de ce constat, nous pouvons tout de même préciser qu'il n'y a eu que peu d'assassinats politiques dans l'intervalle qui sépare la fin de la campagne contre la presse jusqu'au début de l'affaire Moro en mars 1978¹³⁴.

L'enlèvement du secrétaire général du parti démocrate-chrétien, grand artisan du

133C'est le cas dans les articles consacrés aux membres de la RAF allemande en 1977, puis pour les actions réalisées par les organisations clandestines italiennes, comme les Br ou les Formations Communistes Combattantes avec l'assassinat de F. Calvosa le 8 novembre 1978.

134Nous n'avons connaissance que des décès de Riccardo Palma, conseil de cassation, à Rome par les Br le 14 février 1978 et de Rosario Berardi, maréchal de la section antiterroriste, à Turin le 10 mars, par la même organisation.

rapprochement avec le parti communiste, le jour de l'officialisation du *compremesso storico*, va provoquer un véritable coup de théâtre politique en Italie. Cet événement va jouir d'une immense couverture médiatique durant toute sa séquestration dans la "prison du peuple" des Br. C'est une "nouvelle" au sens qu'en donnent les manuels spécialisés ou les journalistes eux-mêmes, c'est à dire "une nouveauté", "une rupture" par rapport à une "normalité" et à un ordre établi¹³⁵. L'espace qui va y être consacré va en devenir complètement disproportionné. De plus, la sur-exposition médiatique dont vont jouir les Br durant près de deux mois va entraîner d'amples débats au sein de la presse, sur ses propres responsabilités par rapport à cela.

135"La notizia, intanto, viene definita, in ogni manuale e da ogni giornalista, in termine di "novità" e di "rottura" rispetto a una normalità e a un ordine." in Bechelloni, G., "Il colpo di stato in diretta" in Silj, A., *Brigate rosse-Stato, lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Vallecchi, Firenze, 1978, p.222.

II- L'affaire Moro : la prise de conscience?

L'enlèvement d'Aldo Moro en 1978 va être l'occasion de questionner pour la première fois la possibilité d'établir un black-out médiatique concernant le terrorisme. Avec le massacre des gardes du corps de l'homme politique et le rapt de ce dernier via Fani le 16 mars, les médias commencent à s'interroger sur leurs responsabilités professionnelles dans le traitement de l'information relative à la violence politique. Cela va avoir des conséquences sur l'espace visuel accordé au traitement de la violence.

La première manifestation de ces questionnements (mais aussi la principale), qui vont essentiellement concerner la presse écrite et non pas les autres réseaux d'information comme la télévision ou la radio, va se faire sentir dans les débats et les polémiques qui vont éclater dans les jours suivant le rapt de Moro. Cette action pose en effet un dilemme : faut-il publier tout ce que communiquent les Br ou pas? Comment informer les citoyens sans faire résonance? Doit-on soutenir la nécessité de la fermeté face aux demandes brigadistes ou bien au contraire la négociation? Face à ces interrogations, il faut tout de même relever que le gouvernement n'est intervenu à aucun moment et a laissé les journaux traiter l'information comme ils le souhaitaient¹³⁶.

Alessandro Silj, qui a étudié en détail cette affaire à travers ce qui en était dit dans cinq quotidiens à grand tirage italiens, note que dans la plupart des journaux, se déclenche à partir du 17 mars "la plus massive et la plus émotive campagne hagiographique jamais avenue dans le journalisme italien [...]. Mais c'est aussi le fruit de sept années de cécité. Pendant des années, le problème des Br avait été ajourné, en le reléguant dans le domaine de la criminalité commune, de la folie, ou dans le meilleur des cas d'une trame essentiellement étrangère au tissu social italien car manoeuvré par d'occultes centrales étrangères. Maintenant, Aldo Moro avait été enlevé. En se référant à la victime on ne pouvait pas seulement parler de leader politique, car cela aurait signifié reconnaître l'action des Br comme une action politique, issue d'une organisation politique, et en plus avec une efficacité. [...] Ainsi donc la nécessité, si les Br sont "le monstre" de sublimer la figure d'Aldo Moro pour en faire le "héros" et le "saint"."¹³⁷

136Murialdi, P., *La stampa italiana dalla liberazione alla crisi di fine secolo*, Editori Laterza, Bari, 1995.

137" In tutti gli altri quotidiani scatta, fin dal 17, la più massiccia ed emotiva campagna agiografica mai avvenuta nel giornalismo italiano [...]. Ma è il frutto anche, bisogna aggiungere, di sette anni di cecità. Per anni il problema delle Br era stato rimosso, relegandolo nel novero della criminalità comune, della follia, o nella migliore delle ipotesi di trame essenzialmente estranee al tessuto sociale italiano perché manovrate da occulte centrali straniere. Ora, Aldo Moro è stato rapito. Riferendosi alla vittima, non si può parlare soltanto di leader politico, perché ciò equivarrebbe a riconoscere l'azione delle Br come un'azione politica, eseguita da un'organizzazione politica, e per di più con un'efficienza [...]. Ecco dunque la necessità, se le Br sono il "mostro", di sublimare la figura di Aldo Moro per farne "l'Eroe" e il "Santo"." in Silj, A., *op cit*, pp.28-29.

L'enlèvement de Moro représente donc le moment où les contradictions qui secouent le monde de la presse depuis le début de la décennie éclatent et se révèlent véritablement. Les journalistes semblent alors complètement désorientés, affirmant tout et son contraire. D'un côté, on assiste à des éditions spéciales après l'enlèvement et le massacre de via Fani, à des journaux qui vont faire quasiment tous leurs gros titres pendant 55 jours sur cette affaire¹³⁸; et en même temps, la question de la publication ou non des documents envoyés par les Br revient de façon lancinante pendant les deux premières semaines de la séquestration. Face à ce dilemme, chacun tente d'apporter un élément qui résoudrait le problème. Dans une interview donnée au *Corriere*, Eugenio Montale estime que "le minimum que l'on puisse faire, pourrait être de ne pas donner en entier les arguments à caractère idéologique des brigadistes"¹³⁹. Le 22 mars, c'est *La Repubblica* qui dédie un article à la question posée aux directeurs de onze quotidiens italiens : "Que feriez vous si dans votre rédaction arrivait la confession de Moro?". Deux déclarent qu'ils ne la publieraient pas, sept le feraient et deux n'ont pas d'avis. Cela ne clarifie évidemment pas du tout la situation, tout comme l'intervention du grand expert en communication, Marshall Mc Luhan. Ce dernier est interviewé par Ugo Stille, toujours dans le *Corriere* le 23 mars. Mais la position qu'il donne reste floue étant donné les circonstances. Il estime en effet qu'il faut empêcher la diffusion de tous les documents provenant des Br, mais dans le même temps, il déclare qu'il faut rester prudent dans des "situations spéciales", par exemple quand la vie d'une personne est en jeu. Il pense tout de même que "la solution la plus valable et la plus juste serait de réduire au minimum la couverture journalistique, voire à parvenir, si nécessaire, à un black-out total des informations"¹⁴⁰. McLuhan propose même d'interrompre pendant un bref moment toutes les transmissions radio et télé pour réagir à un acte terroriste. Il pense que cela constituerait un choc "positif et bénéfique"¹⁴¹. Cependant, aucun média ne semble disposé à agir de la sorte pour l'affaire Moro. En dernier recours, le chercheur canadien estime qu'il faut se retourner vers les lecteurs, pour leur demander leur avis, se dédouanant ainsi du problème. Les journalistes italiens vont jusqu'à demander à leurs confrères européens ce qu'ils feraient en pareilles circonstances, ce qui n'aide absolument pas à clarifier la situation. En effet, cela ne fait que renforcer la polémique déjà existante, puisque certains se déclarent favorables à la publication de documents émanant d'une organisation armée, tandis que d'autres y sont opposés.

138Evidemment, ce type d'information se vend bien. Le 17 mars, les ventes du *Corriere* ont augmenté de 38% par rapport aux ventes moyennes, et le 10 mai de 56%. Avec l'affaire Moro, *La Repubblica* a tiré au dessus des 100 000 exemplaires.

139"Una soluzione per il futuro, il minimo che si possa fare, potrebbe essere non dare per intero gli argomenti di carattere ideologico dei brigatisti." in " Un caso di coscienza, colloquio con Eugenio Montale", in *Corriere della sera*, 21 mars 1978, p.1.

140"la soluzione più valida e giusta sia di ridurre al minimo la copertura giornalistica, sino a giungere, se necessario, al "black-out" totale delle notizie" in "Ridurre al minimo lo spazio ai terroristi" in *Corriere della sera*, 23 mars 1978, p.1.

141"Mi rendo conto che questo costituirebbe uno choc, ma credo che sarebbe uno choc positivo e benefico." *ibid.*

Alors que ces polémiques semblent s'enfoncer dans une impasse, il nous semble important de dresser quelques constats. Tout d'abord, de par l'espace accordé à l'enlèvement durant près de deux mois, la presse a passé sous silence ou peu développé d'autres informations qui n'étaient pas en lien avec l'affaire. Les journaux ont donc laissé de côté leur fonction essentielle d'analyse de la réalité quotidienne. De plus, dans le traitement propre de cette affaire, nous pouvons noter un danger "de parler seulement de la nature violente de l'action qui a produit l'information, en oubliant d'informer le lecteur et d'analyser d'un côté les causes qui sont à l'origine de cette violence, et de l'autre toutes ses implications. Au contraire, on répète obsessivement que la cause est un complot et que la solution se trouve dans le renforcement des services secrets."¹⁴² Cette attitude a été celle d'une majeure partie du monde médiatique, ce qui fait que Sandro Curzi, co-directeur des services régionaux de la Rai, a vu dans "l'homogénéité qui a caractérisé les journaux dans cette période le danger de la désinformation, ou de la non information complète"¹⁴³.

Cette uniformisation de l'information est en partie explicable par la sensation sûrement éprouvée par les nombreux journalistes de tenir un "scoop", une nouvelle spectaculaire. Face à ça, Alessandro Cardulli dans un article intitulé "Le mythe absurde du scoop" paru dans *L'Unità* va tenter de lancer un appel en faveur d'une "information "responsable" et non "spectaculaire"". Il explique ainsi qu'il y a "des générations entières de journalistes qui ont grandi avec le mythe de la recherche du gros coup, le "scoop" comme on dit [...]. Selon nous, la professionnalité signifie avant tout une capacité d'analyse critique de l'événement"¹⁴⁴. Cet appel ne trouvera malheureusement qu'un faible écho, même au sein du quotidien communiste.

Nous le voyons, ces débats prennent surtout énormément de place et d'ampleur au début de la séquestration, restant toutefois principalement dans le domaine de la déclaration de principe et de l'abstraction, puisque concrètement aucune forme d'auto-censure n'est mise en place. Mais après avoir agité les rédactions pendant près de deux semaines, "les polémiques sur les responsabilités des journalistes vis-à-vis des nouvelles relatives aux messages et aux actions des terroristes se calment"¹⁴⁵ dès le début du mois d'avril. Les six communiqués suivants et les photographies de Moro envoyés par les Br (et même un faux annonçant la mort de Moro) sont publiés dans la presse.

142"Il pericolo semmai è un altro: che si finisca per parlare solamente della natura violenta dell'azione che ha prodotto una notizia, trascurando di informare il lettore e di analizzare da una parte le cause che sono all'origine di quella violenza e dall'altra tutte le sue implicazioni. Invece, si ripete ossessivamente che la causa è un complotto e che la soluzione sta nel rafforzamento dei servizi segreti." in Silj, A., *op cit*, p.209.

143"Sandro Curzi [...] ha visto nella "omogeneità che ha caratterizzato i giornali in questo periodo... il pericolo della disinformazione, o della non informazione completa"" *ibid*, p.210.

144"Il quotidiano del PCI spezza un'altra lancia in favore di un'informazione "responsabile" e non "spettacolare" con un articolo di Alessandro Cardulli pubblicato il 29 marzo. [...] Cioè, spiega l'autore, "ci sono intere generazioni di giornalisti cresciute con il mito della ricerca del colpo grosso, lo "scoop" come si dice. [...] Secondo noi professionalità significa inanzitutto capacità di analisi critica dell'avvenimento" *ibid*, p.43.

145"Dopo la fine di marzo, trascorse due settimane dal rapimento di Aldo Moro, le polemiche sulle responsabilità dei giornalisti nei confronti delle notizie relative ai messaggi e alle azioni dei terroristi si placano." *ibid*, p.44.

Face aux controverses suscitées par la possibilité d'instaurer un black-out médiatique pour contrecarrer les stratégies des Br, force est de constater qu'au niveau de l'image, l'impact sur le visuel de ces polémiques nous a semblé inexistant. Les photographies et les communiqués des Br sont constamment publiés. Ils en deviennent même une des sources principale de l'information pendant près de deux mois, puisque les enquêtes policières ne donnent aucun résultat probant. A ce titre, il est d'ailleurs à noter que les images qui sont restées dans les mémoires collectives pour l'enlèvement de Moro, et qui encore aujourd'hui sont utilisées pour illustrer cette affaire, ne proviennent pas de l'Ansa ou de reporters professionnels. En effet, outre les photographies produites par les brigadistes, celles de la dépouille de l'homme politique prises lors de la découverte du corps le 9 mai sont le fait d'un jeune photographe amateur, Giansanti, qui se trouvait dans le quartier à ce moment-là. Le secteur étant interdit aux journalistes, les clichés qu'il a pris "ont fait le tour du monde et lui ont permis d'entrer dans la carrière"¹⁴⁶.

On voit donc que hormis le moment de l'enlèvement (scènes du crime via Fani, présentation des cinq gardes du corps tués, funérailles de ces derniers, manifestations), et ce jusqu'au 9 mai, les seules photographies qu'ont les journaux pour alimenter la question de la séquestration du secrétaire de la DC sont celles qui ont été produites et envoyées par les Br. Ces dernières se sont donc mises à fonctionner comme des images de presse, bien que leur but originel soit tout autre.

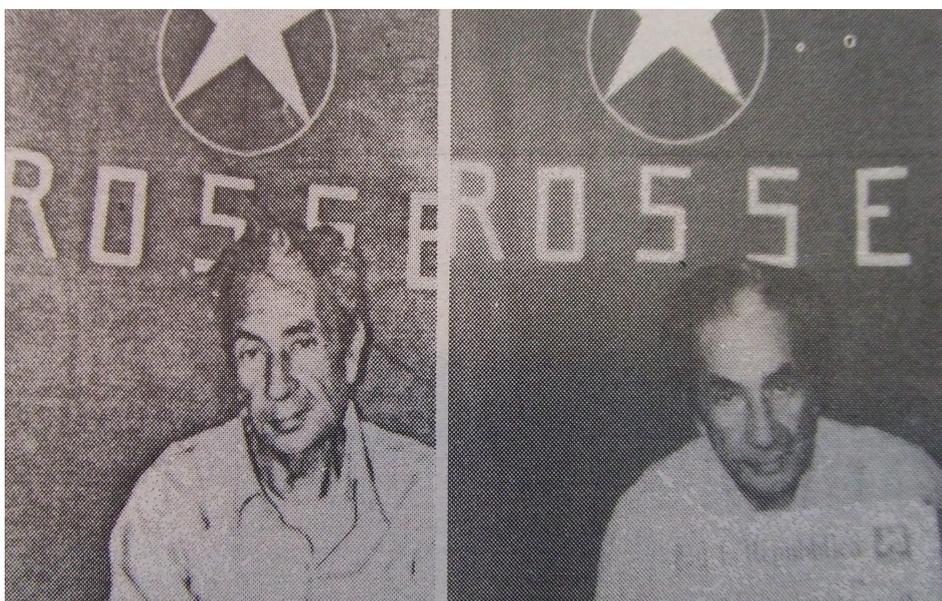
A un niveau illustratif, ce qui a posé un souci éthique aux quotidiens, c'est la publication de ces clichés représentant Moro sous le drapeau des Br (il y en a eu deux : une le 18 mars et une le 20 avril pour démentir le faux communiqué). Leur problème est qu'elles révèlent la faiblesse de l'Etat, et la puissance militaire ainsi que l'efficacité des Br. Or, la question n'est évidemment pas forcément posée en ces termes dans les journaux, même si Eugenio Montale dira que la première photographie de Moro est "l'image de l'Etat humilié"¹⁴⁷. Il est notamment mis en avant la dureté de voir Moro dans cette position, la tristesse que cela inflige de voir un tel homme aux mains de ses ravisseurs,... Dans *L'Unità* du 19 mars, il y est même affirmé : "Nous sommes contraints de reproduire, pour un devoir de chronique, la photo d'Aldo Moro"¹⁴⁸. Les journalistes vont donc jusqu'à se placer dans la position des victimes, pour masquer le fait qu'ils sont incapables de prendre des décisions fermes, quitte à ce que cela puisse s'en ressentir dans les chiffres de vente. Du côté du *Corriere*, il est expliqué que la décision de publier la photographie d'Aldo Moro prisonnier des Br ne s'est pas faite facilement au sein de la rédaction du quotidien milanais. Cette dernière est divisée entre, d'un côté, ne rien cacher aux lecteurs et ne pas s'engager dans la voie de la censure; et en même temps un

146D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste", *op cit.*

147"E' l'immagine dello Stato umiliato" in "Un caso di coscienza, colloquio con Eugenio Montale", in *Corriere della sera*, 21 mars 1978, p.1.

148"siamo costretti a riprodurre, per un dovere di cronaca, la foto di Aldo Moro", in *L'Unità*, 19 mars 1978.

refus de collaborer, même inconsciemment, à un "dessin rebelle qui veut dévaster l'équilibre de l'opinion publique"¹⁴⁹.



Les deux photographies d'Aldo Moro que les Br ont fait parvenir à la presse, in *La Repubblica*, 10 mai 1978.

149"Eravamo, e siamo, divisi tra due obblighi di coscienza : da una parta, quella di negarci ad ogni manipolazione della verità, di non nascondere ai lettori alcuna notizia, di non imboccare mai la strada inclinata e maledetta della censura; dall'altra, quello di non collaborare in nessun modo, sia pure inconsapevolmente, a un disegno ribelle che vuole devastare l'equilibrio dell'opinione pubblica." in "Un caso di coscienza, colloquio con Eugenio Montale" *op cit.*

III- L'enlèvement du juge D'Urso et l'impossible instauration d'un black out médiatique

Nous l'avons vu, le black-out prêché par M. McLuhan reste un vœu pieux durant les deux mois de la séquestration de Moro. Cette attitude va même perdurer jusqu'au début de la décennie suivante. En effet, jusqu'à la fin de l'année 1980, l'idée de ne plus publier les documents en provenance des organisations armées semble oubliée. C'est l'enlèvement du magistrat Giovanni D'Urso le 12 décembre 1980 à Rome qui relance le débat sur l'opportunité de bloquer les informations sur le terrorisme. Cette action, dirigée par Mario Moretti et Giovanni Senzani¹⁵⁰ dans le cadre d'une campagne contre les prisons, va entraîner la séquestration du directeur de la direction générale des instituts de prévention et des peines pendant plus d'un mois, puisqu'il sera libéré le 15 janvier en échange de la fermeture de la prison de l'Asinara¹⁵¹. Durant toute la période de l'enlèvement, les Br vont publier dix communiqués à un rythme assez soutenu (certains arrivent avec un seul jour d'écart). Cela va à nouveau entraîner des questionnements de la part des journalistes sur leur responsabilité en tant que caisse de résonance à l'activité des organisations armées. Nous pouvons d'ailleurs trouver étrange que ce débat ne soit relancé qu'à ce moment là, alors que de nombreux autres faits bien plus graves se sont produits dans l'intervalle avec la mort d'Aldo Moro (cf Chronologie en annexe).

Mais il faut revenir sur la chronologie de cette action pour comprendre véritablement le rôle joué par la presse à ce moment-là. Le 28 décembre, soit près de deux semaines après l'enlèvement du magistrat, une révolte éclate dans la prison de Trani, et 70 détenus (principalement des prisonniers politiques mais pas seulement) prennent en otage 19 gardiens. Ils demandent également, en échange de leur libération, la fermeture de la prison de l'Asinara. On voit donc déjà que l'originalité de cette action des Br réside dans cette double stratégie d'agir à l'intérieur et en dehors du monde carcéral pour tendre vers un même objectif. C'est à moment que les propos quelque peu oubliés de Mc Luhan resurgissent à propos d'un possible black-out de l'information. Les journalistes s'interrogent en effet sur l'espace à accorder aux comptes rendus des gestes et, surtout, des documents du *partito armato*. Le 4 janvier, dans leur communiqué n°8, les Br sollicitent une intervention des comités de détenus de Trani et de Palmi¹⁵² pour décider du sort de D'Urso. Ils

150C'est d'ailleurs une des dernières actions unitaire des Br avant la fragmentation de l'organisation en plusieurs sigles.

151Présentée comme une "super-prison", une des plus "sûres" d'Italie réservée aux détenus considérés comme les plus dangereux, située sur une île au nord de la Sardaigne. Y ont été emprisonnés la plupart des membres des Br, mais aussi des chefs de la mafia.

152De nombreux membres du noyau historique des Br se trouvaient dans ces prisons de même que des dirigeants du mouvement autonome.

ordonnent également aux médias de publier la réponse de ces derniers. Le même jour, la chaîne Tg1 annonce à 20h qu'elle bloque les nouvelles relatives à la séquestration du juge.

Au niveau de la presse, c'est le *Corriere della sera* qui est le premier à annoncer un "silence presse total" sur le terrorisme le 6 janvier 1981, à travers un appel lancé aux lecteurs du quotidien milanais. Il est suivi dans la foulée par les autres journaux du groupe Rizzoli¹⁵³, mais aussi par *Il Giorno* notamment. Toutefois, cette position n'est pas suivie par le reste de la presse puisque par exemple, *la Repubblica* et *L'Unità* choisissent de ne pas s'aligner sur la décision du *Corriere*. Certains journaux italiens semblent donc choisir la fermeté face aux réclamations des brigadistes. Les Br, pour leur part, ne semblent pas décontenancées par ce black-out, comme on peut le voir dans leur communiqué n°9 : "La réalité de la croissance du mouvement de masse révolutionnaire, la détermination et la clarté de son programme ne doivent pas être connues [...]. La presse sert à ce but, parce qu'elle est presse de régime. Son rôle actif, qui n'est pas seulement censure, mais construction de la propagande contre-révolutionnaire de la contre-guérilla psychologique [...]. Mais cela a suffi jusqu'à hier [...]. Ce que l'on ne réussit plus à mystifier, il faut nier que cela existe. Mais on ne peut pas effacer un mouvement qui avance avec un ridicule autant qu'impossible black-out! Nous sommes très satisfaits que la presse de régime pilotée par les boss démochrétiens ait même peur des mots des forces révolutionnaires."¹⁵⁴ Ils maintiennent que la vie de G. D'Urso est toujours suspendue à la décision des prisonniers. Leurs réponses doivent être publiées dans tous les journaux, sinon ils annoncent qu'ils exécuteront la sentence décidée pour le juge, c'est à dire la peine de mort. Cela illustre assez bien un sentiment de puissance de la part des Br, mais également une certitude sur le fait que la presse ne peut se passer du sensationnalisme que procurent leurs communiqués. En effet, cette analyse s'avère plutôt juste puisque le fameux black-out, sur lequel tant a été débattu, ne dure de façon effective qu'environ 24 heures. Le 8 janvier, le *Corriere della sera* est revenu à un fonctionnement "normal". La seule conséquence des choix de certains journaux a donc été de reléguer la lettre écrite par l'épouse de G. D'Urso à une portion congrue. Autant dire que les Brigades rouges n'ont pas dû franchement pâtir de ce "silence presse total".

La réponse des prisonniers sera effectivement publiée dans la plupart des quotidiens italiens et leur requête concernant la fermeture de la prison de l'Asinara étant acceptée, les Br relâcheront le magistrat, tout en se félicitant dans le dernier communiqué : "La presse de régime est une arme de la

153Murialdi, P., *La stampa italiana dalla liberazione alla crisi di fine secolo*, Editori Laterza, Bari, 1995.

154Communiqué n°9 : "La realtà della crescita del movimento di massa rivoluzionario, la determinazione e la chiarezza del suo programma non devono essere conosciute [...]. A questo scopo serve la stampa, perché è stampa di regime. Il suo ruolo attivo, che non è solo censura, ma costruzione della propaganda controrivoluzionaria della controguerriglia psicologica [...]. Ma questo è bastato fino a ieri [...]. Cio che non si riesce più a mistificare bisogna negare che esista. Ma non si può cancellare un movimento che avanza con un ridicolo quanto impossibile black-out! Siamo molto soddisfatti che la stampa di regime pilotata dai boss democristiani abbia persino paura delle parole delle forze rivoluzionarie." in Brigaterosse.org

bourgeoisie contre le prolétariat, et l'avoir contrainte, en affaiblissant son rôle, à donner des informations sur le mouvement révolutionnaire n'est pas un petit résultat."¹⁵⁵ Le bilan de cette affaire révèle que l'opération est un véritable succès d'image pour les Br. A travers les attermoissements des médias, ils obtiennent une visibilité médiatique que seule la séquestration de Moro avait pu leur procurer auparavant. Les tenants d'un blocage de l'information liée au terrorisme se sont, quant à eux, complètement ridiculisés.

Nous le voyons, la réalisation concrète d'un black-out médiatique reste compliquée pour les journaux. Effectivement, comment, après tant d'années à réaliser une part non négligeable de leurs ventes en montrant la violence politique, enrayer ce processus? Face aux questionnements éthiques, la réalité financière, dans des entreprises dont la raison d'être est le chiffre d'affaires, passe avant tout. Comme a pu le dire F. D'Almeida, "Pour la presse, il est difficile de ne pas reproduire les documents, sauf à être dépassé par un confrère. Pour cette raison, les journaux italiens ne parviennent pas à imposer un véritable black-out qui fasse baisser la pression médiatique imposée par les Br"¹⁵⁶. De plus, il est intéressant de constater que ces polémiques surgissent vis à vis de la violence d'extrême-gauche, et si l'on veut affiner le trait, par rapport aux Br. Nous pouvons y voir une conséquence de l'attitude d'une bonne partie des médias qui ont contribué à faire des Br, dans l'imaginaire collectif, l'ennemi principal de l'Etat¹⁵⁷. Toutefois, force est de constater que les mêmes interrogations ne semblent pas se poser par rapport aux actions de l'extrême-droite. Or, il est indéniable que les massacres de masse ont également, via les mass média, connu des diffusions à l'échelle nationale, voire internationale. Cela était même nécessaire aux organisations à l'origine de ces attentats, afin de diffuser un sentiment de peur, seul à même d'être effacé par l'instauration d'un régime autoritaire. Ainsi, les attentats de matrice néofasciste ont connu une couverture médiatique qui est allée *crescendo* tout au long des années 1970 (sûrement en raison aussi de la violence croissante déployée au fur et à mesure des explosions).

La seule exception à ce schéma que nous ayons pu relever se trouve une fois de plus dans le *Corriere*. Lors de l'attentat qui frappe le train de la ligne Naples-Milan le 23 décembre 1984, le journal milanais ne publie aucune photographie des dégâts ni des victimes. Le lendemain, seule une carte permettant de localiser le lieu du drame permet d'illustrer les faits, au contraire de *L'Unità* ou du *Manifesto* qui illustrent largement l'événement (ce dernier titrant "Noir Noël de mort"¹⁵⁸). Cette attitude du quotidien milanais est peut être explicable par une continuité avec ce qui avait été tenté

155 Communiqué n°10 : "La stampa di regime è un'arma della borghesia contro il proletariato, e averla costretta, indebolando il suo ruolo, a dare informazioni sul movimento rivoluzionario è un risultato non da poco." in Brigaterosse.org

156 D'Almeida, F., *op cit*, p.221.

157 D'où le slogan surgi au moment de l'affaire Moro : "Ni avec l'Etat, ni avec les Br" et largement relayé dans la presse.

158 "Nero Natale di morte" in *Il Manifesto*, 24 décembre 1984, p.1.

lors de l'enlèvement de G. D'Urso, afin de ne plus laisser autant de place qu'avant à de telles actions.

Ainsi, la presse ne s'est pas contentée de relayer les informations relatives à la violence politique, mais elle s'est également interrogée sur ses responsabilités propres. Toutefois, la réalisation d'un black-out relatif aux actions des groupes armés s'est révélée être un véritable fiasco. L'idée a trouvé plus d'écho dans les débats qu'elle a suscités que dans une réelle concrétisation.

Troisième partie :

Les représentations de la
violence politique

Chapitre 6 :

***Stragi* d'extrême droite : où
sont les morts?**

I- L'importance du dégât matériel

Dans notre questionnaire sur les représentations photographiques de la violence politique italienne, nous avons choisi de nous interroger sur les attentats meurtriers et aveugles de l'extrême droite, avant de traiter des assassinats politiques plus ciblés. Pour cela, nous avons élaboré un corpus de clichés tirés des quotidiens cités plus haut. Pour cette étude, nous avons décidé de mettre deux *stragi* de côté : celui de Piazza della Loggia à Brescia en 1974 et celui commis par Gianfranco Bertoli en 1973 à Milan. Si nous avons opéré ce choix, c'est parce que nous préférons les traiter séparément par la suite, car nous estimons que les photographies réalisées pour illustrer ces deux moments ont été prises dans des circonstances différentes que celles que nous allons étudier dans ce premier temps. Ici, nous traiterons donc de six attentats particuliers commis par des organisations néofascistes tout au long des "années de plomb" : Piazza Fontana à Milan en 1969, Gioia Tauro en 1970, Peteano en 1972, le train Italicus en 1974, la gare de Bologne en 1980 et enfin celui commis sur le train Naples-Milan en 1984¹⁵⁹. Cela nous a donc fourni un ensemble de 104 photographies que nous avons classées en diverses catégories afin de pouvoir dresser des tendances, comme on le voit dans les tableaux ci-dessous.

	L'Unità	Corriere della sera	La Stampa	Secolo d'Italia	Total
Dégâts matériels et présence policière	27	9	12	1	49
Victimes	21	5	7		33
Familles et proches des victimes	3		3		6
Coupables présumés	6				6
Cartes, schémas	2	3	1		6
Autres (funérailles, personnages officiels,...)	3		1		4
					104

Tableau 1 : Photographies classées par journaux et par catégories.

Dégâts matériels et présence policière	47.1%
Victimes	31.7%
Familles et proches des victimes	5.8%
Coupables présumés	5.8%
Cartes, schémas	5.8%
Autres (funérailles, personnages officiels,...)	3.8%

Tableau 2 : pourcentages tirés du tableau 1.

En se rendant ainsi compte de l'importance prise par la représentation des dégâts matériels,

¹⁵⁹Un certain flou entoure cet attentat car il a pu également être attribué à la mafia, toutefois, nous avons décidé de l'inclure quand même dans notre réflexion.

puisque près de la moitié de notre corpus y correspond, nous avons donc ressenti le besoin de nous interroger sur les significations politiques et symboliques que recouvraient ces choix. Fabrice D'Almeida, qui est une des rares personnes à avoir commencé à étudier la violence politique sous le prisme de la photographie, avait lui aussi noté cette tendance : "Quand une bombe explose, le processus visuel est différent. [...] De l'explosion de la Banca dell'agricoltura à Milan, les reporters laissent voir les dégâts matériels, le désordre et la présence policière. [...] Le train Italicus renvoie encore à un désastre sensible matériellement."¹⁶⁰ Ce constat ne peut manquer de surprendre quand on sait que ces six actions meurtrières ont causé la mort de 146 personnes, auxquelles s'ajoutent 509 blessés : une telle distorsion entre la place prise dans l'iconographie de ces attentats par les victimes et les dégâts peut sembler étrange. Sur toutes les premières pages de journaux relatives aux attentats sélectionnés, 66,6% des illustrations font état des destructions occasionnées, tandis que 16,7% sont attribuées aux victimes, le reste (encore 16,7%) étant des cartes pour localiser l'événement ou des images de manifestations populaires face à cette violence aveugle.

Dès 1969, donc, cette tendance va s'instaurer avec la bombe de Piazza Fontana. Du *Corriere* à *L'Unità*, en passant par *La Stampa*, tous placent l'événement en première page le lendemain, avec à chaque fois une photographie qui donne à voir la violence de l'explosion, à travers ses conséquences matérielles. Dans le premier, le désordre domine, le sol est couvert de débris; dans ce chaos, seuls quelques ambulanciers et policiers en train d'inspecter les décombres sont visibles en bas à droite. Les deux autres quotidiens font un choix sensiblement inversé, puisque ce qui prédomine dans l'illustration de couverture, ce sont justement les personnels médicaux et officiels, qui donnent presque l'impression d'être dépassés par les faits, ne sachant trop que faire. Les pages intérieures ne bouleversent pas vraiment ce schéma, puisque la majeure partie des clichés représentent des carabinieri, gardant les lieux ou inspectant des recoins, à la recherche d'indices potentiels. Seuls *L'Unità* et la *Stampa* publient chacun une photographie d'une personne évacuée sur une civière dans une ambulance : dans le premier cas, il s'agit d'un blessé, dans l'autre, le sous-titre nous apprend qu'il s'agit du corps d'une des victimes. Tout le reste du corpus est composé par des images qui donnent à voir principalement les dégâts, *L'Unità* allant jusqu'à nous montrer les conséquences de l'explosion sur les voitures garées devant la banque, notamment à travers les éclats de verre qui se sont répandus dans la rue. Le fait de montrer de façon récurrente la présence de carabinieri sur les lieux de l'attentat participe sûrement à une volonté officielle de ne pas paraître débordé par les événements, tout en cherchant à prouver que la situation est sous contrôle et que l'enquête ne peut aboutir que rapidement, vu le déploiement de forces que l'on peut voir.

¹⁶⁰D'Almeida, F., "Photographier l'illusion terroriste", in Lazar, M., Matard-Bonucci, M.A., (sous la direction de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010.

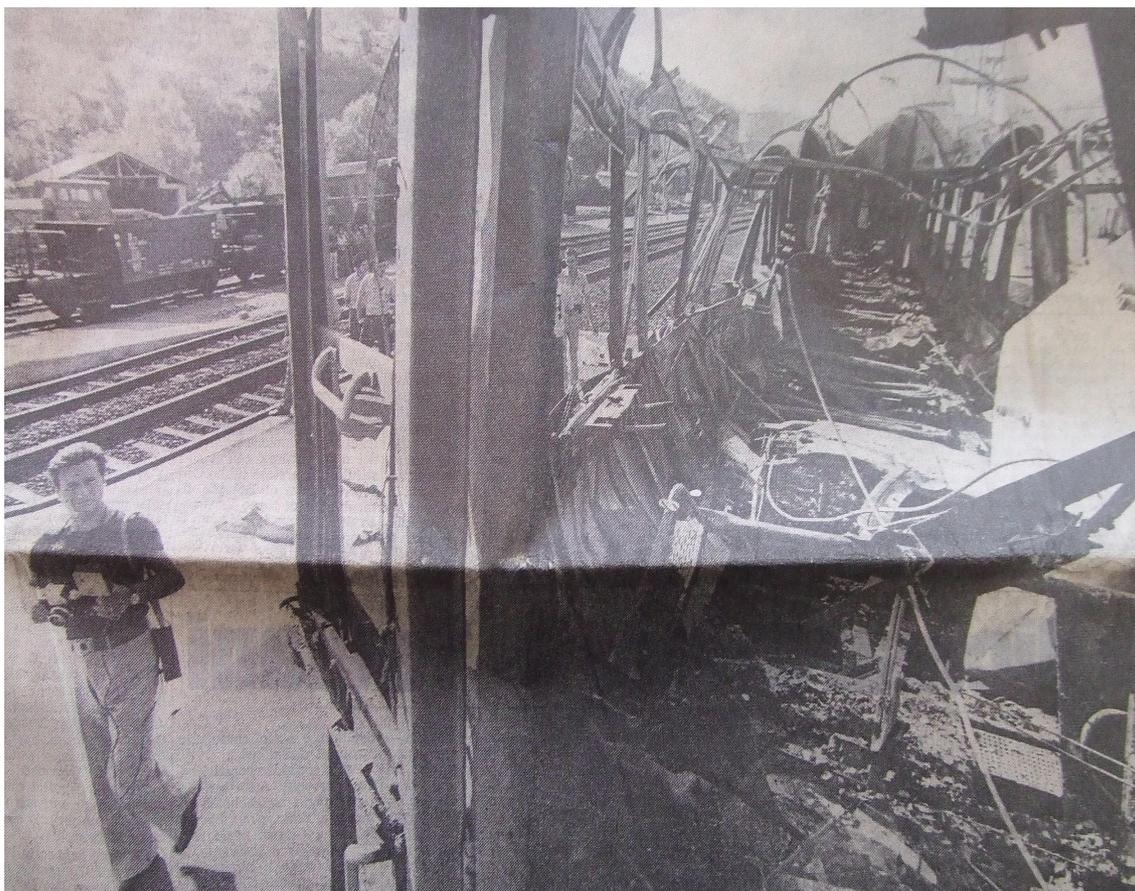


Corriere della sera, 13 décembre 1969, p.1.

A cette occasion, on se rend compte qu'il y a également une photographie du cratère provoqué par l'engin explosif dans *La Stampa*. Le même choix sera réalisé lors de l'attentat de Bologne en 1980, puisque le surlendemain des faits, le *Corriere* et *L'Unità* publieront plusieurs clichés du trou creusé par la bombe. Une fois de plus, dans le même ordre d'idée que ce que nous avons relevé sur la Banca dell'agricoltura, cela semble plus renseigner sur la violence de l'attentat, de par la taille impressionnante à chaque fois des cratères, que sur les conséquences humaines notamment.

Hormis les exceptions que nous avons relevé et que nous traiterons à part, la tendance qui s'affirme à partir de Piazza Fontana dans les modes de représentations des *stragi* ne va pas profondément évoluer au cours de la décennie. Certes, les victimes vont tendre à prendre un peu plus de place, principalement dans le cas du train *Italicus* et de la gare de Bologne, mais ce qui domine incontestablement, ce sont véritablement les dégâts. La plupart de ces actions se sont produites dans des trains, ou en rapport avec les modes de transport (gare). Ainsi, une des constantes qui s'établit réside dans la photographie des wagons calcinés ou du train déraillé, soit avec des secouristes qui tentent d'en extraire d'hypothétiques survivants, soit tout simplement pour prouver la violence de l'explosion. C'est le cas pour Gioia Tauro, l'*Italicus*, ou encore la gare de Bologne. Par exemple, *La Stampa* choisit en première page pour couvrir l'attentat de 1974 dans le train *Italicus* une photographie où l'on peut voir un des wagons complètement carbonisé et démembré. Au premier plan à gauche, un photographe cherche un bon angle de vue pour prendre un cliché des dégâts, alors même que l'on devine au second plan, sur le quai de la gare, les corps des

victimes alignées, recouvertes d'un simple drap. A propos du même événement, *Il Secolo* ne nous montre que des agents de police, à la recherche de preuves dans la galerie où a eu lieu l'explosion.



Carcasse du train Italicus, in *La Stampa*, 5 août 1974, p.1.

Ces démarches sont réellement surprenantes puisque les chiffres du nombre de personnes décédées ou blessées sont bien évidemment publiés à chaque fois, or, seules les conséquences matérielles semblent prévaloir aux yeux des journalistes. Cyniquement, nous pourrions y voir le vrai visage d'une société qui fait passer les pertes financières en priorité face aux pertes humaines. La cas de l'attentat à la voiture piégée à Peteano en 1972 en est une illustration parfaite. La seule image dont nous disposons pour couvrir ce moment-là nous est fournie par *L'Unità*, elle représente la carcasse du véhicule qui a causé la mort de trois carabinieri. A cela, aucune autre photographie n'est fournie pour accompagner la nouvelle, ne serait-ce que de simples clichés des policiers en uniforme, comme cela peut être le cas à d'autres occasions (pour l'enlèvement d'A. Moro par exemple).

Toutefois, axer l'information sur les dégâts est certainement une façon de montrer de façon allusive le drame qui vient de se dérouler, suggérant les décès et les blessures, mais également un moyen de détourner l'attention du lecteur de l'incapacité des autorités publiques à empêcher de

telles actions et donc à assurer la protection de la population, en concentrant l'iconographie sur la violence de l'acte.

II- L'ellipse du corps des victimes

Nous avons donc pu constater que dans la représentation des massacres d'extrême droite, il y a une véritable prédominance du dégât matériel. Cela nous a amené à nous questionner sur la place qui était réservée aux victimes de ces attentats. Avec les statistiques que nous avons dressées précédemment (cf tableaux 1 et 2), nous pouvons voir que 31,7% des illustrations accordées à ce phénomène nous les montrent. Toutefois, nous nous sommes rendus compte que dans la plupart des cas, lorsque l'on voit les dépouilles de ces personnes, elles sont systématiquement recouvertes d'un drap blanc. S'il nous est donné quelques fois de voir des corps, cela correspond à des blessés qui sont évacués sur des civières et pour qui il reste un espoir de survivre. Si nous avons décidé de nous interroger sur ce que nous nommons "l'ellipse des corps", ce n'est pas par intérêt morbide, mais bien parce que, dans le cas des assassinats politiques, il est très fréquent de voir dans les journaux le cadavre de la personne abattue (cf chapitre 7). Pourquoi alors, dans le cadre d'un attentat, faire l'impasse là dessus?

Au sein de notre corpus, il n'y a que dans *L'Unità* que nous voyons de façon claire des images des victimes faire la première page : aux lendemains de l'explosion dans le train Italicus en août 1974, de celle de la gare de Bologne en 1980 et enfin après l'attentat dans le Naples-Milan en 1984. Dans le premier cas, le quotidien communiste a choisi d'illustrer la nouvelle avec une photographie des corps des personnes décédées, alignés sur un quai de gare, tous recouverts par des draps blancs. Dans le second, une femme sur une civière, portée à bouts de bras par les secouristes afin d'être extraite des décombres, partage la première page avec une vue de la gare complètement dévastée. Enfin, pour le dernier, on peut voir un des blessés évacué par des ambulanciers sur un brancard. Ce n'est sûrement pas un hasard si c'est ce journal, parmi tous ceux que nous avons étudié qui a fait ces choix. En effet, hormis pour l'explosion dans le Naples-Milan, l'attentat est à chaque fois attribué immédiatement aux néofascistes : pour l'Italicus, le titre principal est "Nouveau monstrueux massacre fasciste, 12 morts dans l'attentat sur le train"¹⁶¹; pour Bologne, la nouvelle est annoncée par "Un massacre épouvantable, plus de soixante-dix morts et 200 blessés, Presque sûr : un atroce attentat fasciste"¹⁶². En tant que quotidien qui se réclame ouvertement antifasciste, on peut y voir une volonté de mettre en avant la barbarie des actes commis par la mouvance adverse en montrant les victimes en première page. D'ailleurs, la photographie relative à l'explosion dans le train Italicus fait penser à une exécution collective, avec les corps alignés les uns à côté des autres.

161 "Nuova mostruosa strage fascista, 12 morti nell'attentato al treno" in *L'Unità*, 5 août 1974, p.1.

162 "Una strage spaventosa, Oltre settanta morti e 200 feriti, Quasi certo : un atroce attentato fascista" in *L'Unità*, 3 août 1980, p.1.

Cette illustration réactive certainement dans les mémoires collectives des crimes qui ont pu être commis en représailles par les armées nazies et fascistes pendant la Résistance. De plus, nous pouvons ajouter que *L'Unità* est le seul quotidien à accorder une place aux coupables présumés, notamment à l'occasion de la gare de Bologne, en pointant du doigt la cellule créée par Mario Tuti¹⁶³, avec des photographies d'identité de trois de ses membres qui sont à ce moment-là en liberté mais introuvables.¹⁶⁴



Une des victimes extraites des décombres par les volontaires et les secouristes, in *Corriere della sera*, 3 août 1980, p.3.

Cependant, hormis ces rares cas, nous notons une sorte de tabou qui entoure les conséquences meurtrières de ces attentats. Même si la nouvelle fait de façon quasi systématique la première page des journaux¹⁶⁵, nous avons relevé précédemment la place excessive attribuée aux dégâts matériels. Les victimes sont reléguées en pages intérieures, voire peuvent même être complètement absentes : c'est le cas par exemple, toujours dans *L'Unità*, pour l'explosion qui a frappé un autre train, à Gioia Tauro en Calabre en 1970, ou encore dans *Il Secolo d'Italia* à propos du train Italicus. Ce dernier exemple peut toutefois sembler moins surprenant, dans la mesure où les enquêtes se sont immédiatement tournées vers les organisations d'extrême droite suite à une revendication émise par Ordine Nero. D'ailleurs, les journalistes du *Secolo* n'hésitent pas à insinuer que cette dernière pourrait être une fausse, tout en mettant en avant le fait qu'une des victimes n'est

163Néofasciste à qui est notamment attribué l'attentat dans le train Italicus en août 1974.

164"Come è nata in Toscana la "cellula nera" di Mario Tuti e dei suoi "camerati" in *L'Unità*, 4 août 1980, p.5.

165Seul *Il Secolo d'Italia* place la nouvelle de l'explosion dans le train Italicus en huitième page.

autre qu'un dirigeant de la CISNAL de Pérouse, un syndicat proche du MSI¹⁶⁶.

Nous pouvons même noter que les cas où les victimes sont montrées sans être recouvertes par des draps sont très rares. Si nous faisons exception des images de personnes blessées qui sont à l'hôpital et qui témoignent auprès des journalistes, il n'y a guère que pour l'attentat de Bologne que l'on peut voir des corps de victimes. Il y a une photographie d'un corps emmené à toute vitesse par des ambulanciers sur un brancard, que l'on retrouve aussi bien dans le *Corriere* que dans *L'Unità*, ainsi que celle que nous avons relevée précédemment, d'une femme sur une civière portée à bouts de bras. Dans tous les autres cas, nous ne pouvons que deviner les corps sous les pièces de tissus qui les recouvrent. Il arrive même que les victimes ne soient montrés que par une photographie d'identité, comme c'est le cas avec Maria Carraro, une des victimes de l'explosion dans le train Italicus, que nous voyons souriante dans un médaillon qui illustre un article sur les victimes qui ont péri dans l'attentat dans *la Stampa*.

Nous avons constaté que les personnes décédées pouvaient également être représentées de façon allusive. Pour cela, nous avons relevé plusieurs exemples qui témoignent de cette constante tout au long de la décennie. Le premier concerne la bombe de Piazza Fontana en 1969. Sur l'un des clichés de l'intérieur de la banque, on peut voir près d'une demi-douzaine de chapeaux, rassemblés sur un des comptoirs. Nous pouvons imaginer qu'ils appartenaient à des personnes qui se trouvaient sur place au moment de l'explosion et qui sont certainement décédées. Ainsi, les morts sont remplacés de façon elliptique par leurs effets personnels.



Intérieur de la Banca dell'agricoltura, in *Corriere della sera*, 13 décembre 1969, p.3.

166"Indagini in tutte le direzioni per identificare i criminali" in *Secolo d'Italia*, 6 août 1974, p.8.

Le procédé est le même dans la gare de Bologne transformée en centre de secours, pour faire face au nombre impressionnant de personnes touchées. On y voit des médecins ou des ambulanciers, dans ce qui semble être une très grande pièce, et à leurs pieds se trouvent plusieurs civières vides. Quand on sait par le titre que l'attentat est responsable d'au moins 76 morts et de plus de 200 blessés, on ne peut qu'imaginer que ces civières sont destinées à ces gens là, ou du moins, l'ont été dans les heures précédentes. Enfin, lors des funérailles des victimes du train Naples-Milan, on voit dans le *Corriere* une photographie d'une salle où les familles se recueillent devant des cercueils alignés. Cela confirme la gravité de l'attentat, sans que le même quotidien n'en ait donné à voir ni les dégâts ni les victimes¹⁶⁷.

La présence d'illustrations représentant les familles des victimes en pleurs est une autre constante au sein de notre corpus. Cela permet de jouer sur une fibre plus émotive et moins violente qu'en montrant des victimes ensanglantées. C'est le cas avec la famille de Maria Carraro que nous nommons plus haut, toujours dans *La Stampa*, ainsi que dans *L'Unità* du 3 août 1980, afin d'accompagner un article sur l'élaboration d'un centre d'accueil à Bologne pour aider les proches des disparus¹⁶⁸. A chaque fois, on nous donne à voir la douleur de ces personnes, ce qui est à notre sens une autre manière de suggérer qu'il y a eu des décès, sans trop le montrer.

Étrangement, les funérailles sont rarement montrées. Seule *L'Unità* semble y accorder une importance en tant que moments collectifs massifs, mais aussi en raison de la politique d'unité nationale suivie par le Pci. Ainsi, que ce soit pour Piazza Fontana, Piazza della Loggia, Italicus ou la gare de Bologne, le quotidien communiste accorde systématiquement sa première page aux cérémonies qui sont l'occasions à chaque fois d'énormes rassemblement populaires. Le type d'images utilisé pour illustrer ces événements est sensiblement toujours le même : une vue d'en haut d'une place bondée de monde. Suivant les occasions, quelques différences sont perceptibles. Par exemple, lors des funérailles des victimes de Brescia, une photographie montre la délégation du Pci (avec Berlinguer notamment), alors que l'on peut voir l'accolade entre le président Pertini et le maire de Bologne Zangheri en 1980. Toutefois, le reste des quotidiens ne semblent pas accorder la même importance et la même centralité à ces moments-là.

Pour tenter d'expliquer les stratégies illustratives des journaux, nous nous sommes questionnés sur le sens qu'il pouvait y avoir à faire voir le moins possible la réalité crue et violente de ces attentats. Il n'est évidemment pas possible de penser un seul instant que les explosions n'auraient pu occasionner que de simples dégâts, puisque les chiffres publiés vont dans le sens

167Le *Corriere della sera* s'est contenté d'illustrer cet attentat avec une carte pour situer le lieu de l'explosion. Au sein de notre corpus, seuls *Il Manifesto* et *L'Unità* ont fait le choix de publier des images des victimes et des dégâts.

168"Il comune accoglie i parenti in attesa", in *L'Unità*, 3 août 1980, p.3.

inverse, alors s'agit-il d'une simple question de pudeur face à la brutalité de ces événements? Nous pensons que cette explication serait bien trop simpliste. Dans le cas des assassinats politiques réalisés principalement par des organisations d'extrême gauche, la dépouille de la victime est très souvent montrée, voire cela peut même être la seule image pour couvrir un homicide (cf chapitre 7), cela signifie donc bien qu'il n'existe pas de tabou à montrer des cadavres dans la presse à grands tirages. Nous avons alors formulé l'hypothèse que ces choix étaient peut-être la transposition d'une volonté d'exorciser la violence politique des années 1970, au moins en partie, en essayant d'en montrer le moins possible, ou du moins, en évitant de s'attarder sur ce qu'il pouvait y avoir de plus cru dans ces moments-là. Mais peut-être y a-t-il une question relative à la distance qui entre en jeu dans ces moments là. Ce que nous voulons dire, c'est que lorsque la presse arrive après une explosion, peut-être que les journalistes éprouvent une sorte de "malaise du voyeur" face aux victimes qui s'exprime par une distanciation dans la photographie. Au contraire, lorsque le photographe est déjà sur place quand la situation survient, il se retrouve dans une position d'acteur, et non plus de spectateur, ce qui lui ôte cette gêne de la distance.

III- Des exceptions : quand la presse est sur place

Nous venons donc de chercher à comprendre les procédés figuratifs qui dominent afin d'illustrer des attentats de masse commis par l'extrême droite, généralement dans des lieux publics. Toutefois, il faut avoir à l'esprit que pour les six moments que nous venons de détailler, la presse est à chaque fois arrivée bien après l'explosion. Or, nous avons constaté que le mécanisme n'est pas le même quand la presse et les photographes, pour une raison ou pour une autre, sont déjà sur place au moment de l'incident. Ainsi, nous avons isolé deux événements qui correspondent à ce critère : l'explosion d'une bombe Piazza della loggia à Brescia en 1974, lors d'une manifestation antifasciste, tout comme l'attentat à la grenade de Gianfranco Bertoli le 17 mai 1973 devant la préfecture de police de Milan pour l'inauguration d'une stèle en souvenir du commissaire Calabresi. A cette occasion, étaient présents le ministre de l'intérieur démocrate-chrétien Mariano Rumor et le maire de la ville. En tant qu'événements publics, des journalistes sont évidemment présents pour les couvrir. Cela ne signifie aucunement qu'il va y avoir une plus grande diversité d'illustrations pour représenter ces moments-là, mais plus que ce qui y est montré sort des clichés habituels.

Là encore, nous nous sommes référés à F. D'Almeida comme point de départ à notre réflexion : "A Brescia, les photographies sont prises à chaud. Ce 28 mai évoque indéniablement des images de guerre, quand la furie sème le désarroi et contraint les acteurs à changer de rôles en un instant."¹⁶⁹ Cette remarque nous a également semblé à propos pour comprendre les représentations de l'acte de Bertoli. Ces deux événements ont été fortement montrés dans les quotidiens que nous étudions, puisque le nombre de photographies qui s'y rattachent sont très nombreuses (cf tableau 3). Seul *Lotta Continua* s'est peu répandu en illustrations, puisque, comme nous l'avons déjà spécifié (cf chapitre 4), la rédaction du journal de l'organisation extraparlamentaire a fait le choix de ne publier aucun cliché de l'attentat de Brescia; à cela, nous pouvons ajouter que pour celui commis par Bertoli, il n'y a qu'une seule image qui fait la première page le lendemain. Pour comprendre cette position, nous pouvons avancer comme explication que la piste anarchiste a une nouvelle fois été avancée pour chercher les complices du coupable. Ainsi, même si *Lotta Continua* semble peu convaincue par cette culpabilité, il existe sûrement un certain malaise autour de cette affaire, tant que les responsabilités ne sont pas clairement établies, ce qui pousse le quotidien à ne pas trop en dire, comme le titre principal de ce 18 mai le montre : "Un nouveau tragique attentat à Milan : est-ce seulement l'action d'un fou, ou l'usage féroce et préordonné d'une action folle?"¹⁷⁰ Dans le même

169D'Almeida, F., *op cit.*

170"Nuovo tragico attentato a Milano : è solo l'azione di un folle, o l'uso feroce e preordinato di un'azione folle?" in *Lotta Continua*, 18 mai 1973, p.1.

ordre d'idée, comme nous l'avons déjà stipulé plus haut et expliqué, *Il Secolo d'Italia* a également offert une place très limitée à l'attentat de Brescia. Cependant, concernant le reste des quotidiens, ces deux événements ont été amplement illustrés.

Victimes	26	56.5%
Coupables	6	13.1%
Scène de l'attentat	3	6.5%
Photographies d'identité des victimes et famille	7	15.2%
Autres (indices, manifestations)	4	8.7%
	46	

Tableau 3 : Photographies liées aux deux attentats classées par catégories.

Concernant le lancer de grenade devant la préfecture de Milan, nous pouvons noter plusieurs observations. Tout d'abord, il fut assez rare qu'un massacre de matrice néofasciste ait un coupable arrêté aussi rapidement, puisque l'interpellation de Bertoli s'est effectuée immédiatement. Ainsi, le *Corriere della sera* choisit de mettre en première page, en plus d'une image de la panique créée par l'explosion, un médaillon avec une photographie d'identité de l'assassin. Il est cependant précisé que cette dernière date de quelques années auparavant. Une autre illustration, représentant cette fois-ci son arrestation, est placée en pages intérieures. On le voit entouré par des policiers qui tentent de le maîtriser, mais également par des personnes qui sont sûrement de simples citoyens présents au moment de l'attentat. Ces derniers semblent l'observer gravement, voire même avoir une position franchement hostile, comme cet homme sur la droite de l'image, qui donne l'impression de vouloir le frapper. D'ailleurs, le quotidien milanais précise en première page que la foule criait "A mort, à mort!"¹⁷¹ Aucun des autres quotidiens que nous étudions n'a cependant fait paraître d'images de l'arrestation. *L'Unità* et *Il Secolo d'Italia* se contentent pour leur part de diffuser la photographie d'identité, le journal communiste élaborant même un parallèle avec le portrait robot du tueur non identifié du commissaire Calabresi, un an auparavant. Toutefois, cette hypothèse semble plutôt fantaisiste car les deux modes opératoires n'ont aucune similitude, le seul point commun résidant dans la date, qui est l'anniversaire de la mort de l'officier de police, mais cela semble un peu léger pour rapprocher les deux affaires. Cela traduit néanmoins une certaine aversion pour la violence meurtrière de la part de l'organe de presse du PCI, et même une volonté de nier la diffusion de cette dernière dans le tissu social italien en cherchant des coupables identiques à tous les homicides.

¹⁷¹ "A morte, a morte", gridava la folle", in *Corriere della sera*, 18 mai 1973, p.1.



La photographie d'identité du tueur que l'on retrouve dans la plupart des quotidiens.



Arrestation de G. Bertoli, in *Corriere della sera*, 18 mai 1973, p.2.

Quand on se penche sur les photographies de l'attentat en lui-même, nous voyons que plus de la moitié de notre corpus (56,5%) représente les victimes. Ce qui frappe en premier lieu, c'est la quantité de sang visible. Alors que nous avons analysé plus haut une sorte de pudeur à montrer les personnes frappées par la brutalité des attentats d'extrême droite, nous voyons ici que *l'Unità* et *Secolo d'Italia* font le même choix illustratif pour leur première page : une image où l'on voit quatre personnes blessées, et l'on peut même penser à première vue qu'elles sont mortes, entourées par des badauds ou des policiers. Tout le monde a l'air désespéré par les événements, ne sachant trop que

faire, pendant que les victimes baignent dans des mares de sang vraiment impressionnantes. Là, la violence de l'explosion par rapport aux gens présents est immédiatement perceptible. Évidemment, ce qui fait la différence entre les deux journaux, c'est le titre principal qui accompagne l'illustration : tandis que le quotidien communiste y voit une nouvelle étape dans la stratégie de la tension¹⁷², *Il Secolo* s'empresse de dénoncer la culpabilité des anarchistes¹⁷³. Les enjeux politiques sont toujours les mêmes, pointer du doigt les responsabilités adverses pour tenter de se donner un peu d'air.

Le *Corriere*, pour sa part, semble plus mesuré dans les accusations. Il se contente de signaler que Bertoli s'est "autodéfini" comme étant un anarchiste, tout en précisant qu'il voulait venger Pinelli. Mais les articles qui analysent l'attentat s'attachent surtout à décrire la violence et la terreur provoquées par l'explosion. Cela se ressent dans les choix iconographiques faits pour couvrir l'événement. La photographie principale de première page fait indéniablement penser à une scène de guerre, voire de bombardement. On voit des gens paniqués, d'autres au sol qui semblent touchés, le tout dans une ambiance trouble, puisque l'air est encore emplie de fumée de l'explosion de la bombe. En pages intérieures, le journal milanais va procéder à des choix semblables à ceux effectués par *Il Secolo* : en plaçant plusieurs illustrations sur une même page, qui montrent presque toutes des personnes blessées, attendant des secours, cela donne l'impression de décupler la violence de l'attentat par une abondance d'images.



Pages intérieures du *Secolo* (à gauche) et du *Corriere* (à droite), 18 mai 1973.

172 "L'orrendo crimine di Milano, Nuovo atto del piano eversivo", in *L'Unità*, 18 mai 1973, p.1.

173 "Strage anarchica" in *Secolo d'Italia*, 18 mai 1973, p.1.

L'Unità est plus mesurée dans la quantité d'images accordées à l'événement, ou en tout cas, on ne voit pas de volonté de jouer dans la surenchère d'illustrations pour accentuer la dramaturgie de l'attentat. Au contraire, il y a surtout une recherche pour comprendre qui est véritablement Bertoli, puisque plusieurs articles pointent immédiatement ses possibles liens avec l'extrême droite, notamment à travers un livre de Freda¹⁷⁴ retrouvé dans ses bagages.

Au-delà des différences politiques entre les trois quotidiens qui couvrent cette information, nous avons tout de même identifié une tendance commune. En effet, même si cette explosion a causé au final la mort de quatre personnes, dans les heures qui ont suivi, une seule venait de décéder, une jeune femme de 23 ans, Gabriella Bortolon, qui va devenir l'icône de cet attentat. Chaque journal va publier la photographie de sa dépouille, où on la voit, étendue sur le sol, son sac à main encore accroché à son bras, un filet de sang s'écoulant de sa tête.



Gabriella Bortolon, in *Corriere della sera*, 18 mai 1973, p.4.

Presque chaque attentat majeur produit une image standard, qui va s'agréger dans les mémoires collectives : le hall dévasté de la Banca dell'agricoltura de Milan, les wagons complètement carbonisés du train Italicus, ou bien encore ce militant communiste, seul au milieu de la foule, pleurant au dessus de la dépouille recouverte de drapeaux rouges d'un de ses camarades à Brescia.

Cette dernière photographie reste une des images marquantes de l'explosion d'une bombe Piazza della Loggia le 28 mai 1974. Pour saisir ce qui en a été montré dans la presse, nous avons principalement utilisé le *Corriere* et *l'Unità*, puisque nous avons vu que les autres quotidiens, pour

¹⁷⁴Franco Freda est un ancien éditeur italien. Il fut un des principaux théoriciens de la droite néofasciste; mis en cause puis absous en procès pour le massacre de Piazza Fontana.

des raisons différentes, s'étaient peu étendus en illustrations. Les deux journaux ont choisi de publier la même photographie en première page : au pied d'une fontaine, au moins deux corps gisent au sol; là encore, des gens sont autour, mais semblent plutôt désespérés devant l'horreur. Une fois de plus, ce qui différencie les deux organes de presse, c'est le ton général donné à l'analyse des faits. Tandis que le *Corriere* semble une fois de plus dans le simple constat événementiel, titrant : "Bombe contre un meeting antifasciste, six morts et plus de 90 blessés à Brescia"¹⁷⁵, *L'Unità* accuse immédiatement la mouvance néofasciste d'être à l'origine de ce massacre : "Massacre fasciste barbare, six assassinés à Brescia"¹⁷⁶, appelant également à une grève générale des travailleurs pour dénoncer la stratégie de la droite radicale et exiger que soient arrêtés les coupables.

Au niveau des choix illustratifs, le journal de Milan choisit de publier deux photographies où l'on peut voir notamment sur l'une d'elles des corps déchiquetés dans les décombres de l'explosion, tandis que sur l'autre, nous retrouvons cet homme en pleurs nommé plus haut. Enfin, nous avons un plan plus large de la place, remplie de personnes sous des parapluies en raison du mauvais temps, avec en arrière plan le nuage de fumée provoqué par l'attentat qui commence à emplir la place. Cette vue, conjuguée aux autres montrant les corps des victimes, correspond véritablement à cette sensation de regarder des images d'un conflit guerrier.

De son côté, *L'Unità* illustre abondamment l'événement. En effet, nous avons quinze photographies qui s'y rattachent sur les deux jours suivant l'attentat. Certaines sont plutôt éloignées des conséquences meurtrières de l'explosion, puisque nous avons des images de manifestations d'indignation à travers le pays, ainsi qu'une autre de Piazza Fontana pour rappeler la continuité de la stratégie de la tension. Toutefois, toutes les autres sont axées sur les victimes ou sur l'ambiance sur la place. Entre les familles et les proches des victimes en pleurs, les photographies d'identité de cinq des six personnes décédées, ou encore des blessés évacués rapidement par les premiers secours, nous avons une sorte de mélange entre les procédés figuratifs que nous avons notés pour le reste des attentats, à savoir une certaine pudeur à montrer le côté cru de la violence, et entre quelque chose de plus exceptionnel à travers les vues sur les corps gisant dans les décombres. Ici, le dégât matériel passe vraiment au second plan, nous sommes plus dans des ambiances d'affolement et de panique, où chacun doit s'adapter à un nouveau rôle, comme le service d'ordre prévu pour le meeting qui se retrouve à tenter de faire de la place pour permettre aux secours d'arriver et pour maîtriser les mouvements de foule.

175 "Bomba contro un comizio antifascista, sei morti e oltre novanta feriti a Brescia", in *Corriere della sera*, 29 mai 1974, p.1.

176 "Barbara strage fascista, sei assassinati a Brescia", in *L'Unità*, 29 mai 1974, p.1.



BRESCIA — Un uomo piange sul corpo d'un compagno avvolto nelle bandiere rosse, ucciso dalla criminale esplosione durante la manifestazione antifascista.

Une des victimes de l'attentat, recouverte par des drapeaux rouges, in *Corriere della sera*, 29 mai 1974, p.2.

Ce que nous avons cherché à montrer ici, c'est que les procédés illustratifs utilisés par les journaux italiens peuvent connaître des exceptions, justement dans des moments exceptionnels. Quand la presse est sur place au moment où un attentat se produit, les schémas habituels se retrouvent complètement bouleversés. Nous ne cherchons évidemment pas à encourager un voyeurisme malsain vis-à-vis de la violence, mais au moins, l'information semble plus sincère, le traitement de l'image est plus fidèle à la réalité du moment, et le lecteur peut prendre un peu plus la mesure de la véritable tragédie qui s'est jouée à ce moment-là.

Chapitre 7:
L'assassinat politique
photographié

Prologue

En préambule à ce chapitre, nous tenons à expliquer la méthode que nous avons retenue pour traiter le sujet de l'assassinat politique à travers la photographie de presse. Nous avons défini cela comme l'action de tuer une personnalité politique ciblée, ce qui le différencie des attentats aveugles de l'extrême droite traités précédemment. Nous classons donc dans cette catégorie toutes les victimes des organisations armées auxquelles nous avons reconnu un statut politique (cf chapitre 1). Toutefois, nous avons décidé d'élargir cette analyse aux personnes ayant fait le choix de mener des actions politiques violentes tuées par la police, c'est à dire notamment les militants des Br morts dans des fusillades avec les carabinieri (Mara Cagol, Walter Alasia, massacre de via Fracchia) ainsi que les jeunes émeutiers décédés lors des manifestations de 1977 (Franco LoRusso et Giorgiana Masi). Si nous avons choisi cette année là, alors que de nombreuses autres personnes ont pu mourir dans des manifestations tout au long des années de plomb, c'est en raison du paroxysme atteint au printemps 1977 dans l'usage de la violence lors des affrontements de rue. Nous sommes bien conscients que nous aurions pu ajouter plusieurs autres événements lors desquels on a pu recenser des victimes (échauffourées entre bandes extraparlimentaires d'extrême gauche et d'extrême droite, manifestation du printemps 1975,...). Si nous n'avons pu réaliser un tour d'horizon plus large, c'est en raison des contraintes pour consulter nos sources qui nous ont poussé à nous concentrer en priorité sur les homicides prémédités réalisés par les formations clandestines. Il nous semblait cependant important de rappeler que la violence politique, et les décès qui y sont liés, ne sont pas l'apanage exclusif d'organisations structurées, mais qu'elle a eu une réelle diffusion au sein du corps social italien, contrairement à ce que l'historiographie a pu avoir tendance à affirmer, axant principalement son étude sur le *partito armato*.

	L'Unità	C. d. S.	La St.	La Re.	Lotta C.	Se. d'I.	Il Gi.
Cadavre	16	17	9	13	1	1	1
Victimes vivantes (photographie d'identité, portraits,...)	25	15	16	13	1	5	1
Familles et proches des victimes	7	5	7	4			1
Lieu du crime	13	10	4	1	3	2	
Autres (portraits-robots, indices, cartes, funérailles,...)	19	4	5	3			1

Tableau 4 : les assassinats politiques par journaux.

	Total	
Cadavre	58	26.0%
Victimes vivantes (photographie d'identité, portraits,...)	76	34.1%
Familles et proches des victimes	24	10.8%
Lieu du crime	33	14.8%
Autres (portraits-robots, indices, cartes, funérailles,...)	32	14.3%
	223	

Tableau 5 : les assassinats politiques, pourcentages.

	C.d.S.	Il Gi.	La Re.	La St.	L. C.	Se. d'l.	L'Un.	
Information en première page	15	1	9	12	6	3	23	69
Photographie en première page pour illustrer l'affaire	13	1	5	12	0	3	21	55
Pourcentage d'illustration	86.7%	100.0%	55.6%	100.0%	0,00%	100.0%	91.3%	79.7%

Tableau 6 : les assassinats politiques en première page des quotidiens.

I- La victime : une mise en scène proche du fait divers?

Tout d'abord, nous pouvons voir, grâce au tableau 6, que l'information relative à l'homicide politique prend systématiquement place en première page des quotidiens. Bien sûr, il n'y a pas de standards concernant l'espace occupé par ces nouvelles dans les unes, tout dépend de l'importance qu'y accordent les journaux. Certaines n'ont droit qu'à un petit encart, en bas de page, tandis que d'autres occupent l'ensemble de l'espace (c'est le cas notamment pour la mort d'Aldo Moro dans la plupart des organes de presse, tout comme pour les attentats de Piazza Fontana et de la gare de Bologne). Nous sommes bien conscients que ce tableau (n°6) n'est pas forcément très représentatif car il y a certains journaux pour lesquels nous manquons de matière pour que cela soit suffisamment parlant (nous pensons évidemment à *Il Giorno* et *Il Secolo d'Italia* pour lesquels il y avait de nombreux manques dans les archives de la Bdic de Nanterre). Toutefois, nous pensons que c'est suffisant pour pouvoir en dégager des tendances et certaines remarques. Ainsi, nous pouvons noter que les nouvelles liées à la violence politique sont relativement bien illustrées en première page, voire de façon systématique pour *La Stampa*, ou presque pour *L'Unità* et le *Corriere della sera*. Nous pouvons en déduire que ces informations sont considérées comme suffisamment importantes pour trouver place en une, ou en tout cas qu'elles sont susceptibles d'attirer le lectorat, car à l'instar du traitement des faits divers, "les images de la mort fascinent le public"¹⁷⁷.

Certains choix illustratifs peuvent sembler cependant relativement troublants. Ainsi, dans *La*

¹⁷⁷Dubied, A., Lits, M., *Le fait divers*, Que sais-je?, Puf, Paris, 1999.

Repubblica, les homicides de F. Coco¹⁷⁸ ou de E. Pedenovi¹⁷⁹, respectivement commis par les Br et par Prima Linea en 1976, qui inaugurent la deuxième moitié de la décennie, là où les assassinats politiques deviennent de plus en plus fréquents, prennent la moitié de la première page, sans toutefois être accompagnés d'images. Au contraire, le quotidien romain choisit par exemple d'accompagner la nouvelle du meurtre de Mario Amato¹⁸⁰ par les NAR en 1980 d'une photographie de la dépouille du juge, alors même que l'information est reléguée dans un encart, laissant la place pour la nouvelle principale sur les discussions entre chefs d'État sur un moratoire nucléaire. Il en est de même lorsque l'on se penche sur *Lotta Continua*. Le quotidien de l'organisation extraparlamentaire, pourtant connu pour être relativement bien illustré, ne place à aucun moment une image d'un assassinat en première page, même lors de la mort d'Aldo Moro¹⁸¹. C'est peut être le signe d'une position plus cohérente que celle des autres quotidiens qui ont longuement hésité autour de la possibilité d'un black-out médiatique, sans toutefois le réaliser concrètement (cf chapitre 5). Là, il n'est pas possible d'accuser *Lotta continua* de jouer sur le sensationnalisme que procure un assassinat politique.

Nous nous sommes donc demandé s'il était possible d'établir une logique que les journaux auraient pu suivre dans les modes de représentation de ces homicides. S'ils étaient constamment montrés, si cela se faisait de la même manière, si le nombre de photographies accordé à la nouvelle connaissait des variations ou non. Ce que nous avons pu observer, c'est que quand l'événement est encore « exceptionnel », il est abondamment illustré, alors que quand il devient « banal », la place qui lui est attribuée est assez réduite. Par banalité, nous voulons dire qu'à partir de 1976, les organisations armées « élèvent le tir » et rentrent dans une période de frénésie meurtrière. Les victimes se succèdent à un rythme assez soutenu, ce qui fait que dans le cadre d'un traitement médiatique, l'aspect « extra-ordinaire », au sens où cela sort de l'ordinaire, a tendance à s'estomper. Ainsi, nous nous sommes rendu compte que les décès de Feltrinelli, Calabresi, Cagol, Coco, Moro ainsi que ceux des journalistes (Casalegno et Tobagi) sont les morts violentes les plus illustrées¹⁸². A cela, nous pouvons trouver des raisons autant chronologiques qu'en raison du statut social de la victime.

Feltrinelli avait la double caractéristique d'être une personne relativement connue (de par son métier d'éditeur et d'entrepreneur richissime), mais dont l'engagement politique avait pu surprendre. De plus, c'est un des premiers activistes ayant choisi la lutte armée à être mort.

178“Assassinati a Genova il procuratore Coco e la sua scorta”, in *La Repubblica*, 9 juin 1976, p.1.

179“Ucciso da tre killers un esponente missino” in *La Repubblica*, 30 avril 1976, p.1.

180“Un colpo alla nuca al giudice dei Nar” in *La Repubblica*, 24 juin 1980, p.1.

181“Nessuno potrà cancellare l'infamia dell'assassinio di Moro” in *Lotta Continua*, 10 mai 1978, p.1.

182Évidemment, il s'agit là de tendances. Il arrive qu'un journal fasse le choix de peu illustrer ces événements là et en privilégie d'autres. Mais de façon générale, ce sont ces décès qui nous ont semblé être les plus illustrés.

L'identification de son corps va donner lieu à de très nombreux articles dans la presse. *La Stampa* notamment s'est particulièrement répandue en illustrations par rapport à cette affaire. De nombreuses photographies sont dans une optique de brosser un portrait du personnage et de son parcours militant : on le voit ainsi en compagnie de Fidel Castro, ou bien dans une manifestation aux côtés de sa femme, ou encore prenant la parole dans un « meeting anti-impérialiste » à Berlin ouest en 1968. Le reste des clichés est plus centré sur le corps de l'éditeur au pied du pylône qu'il tentait de faire exploser, ainsi que sur la photographie d'identité qui a été retrouvée sur son cadavre. En outre, ce qui ne manque de surprendre dans le traitement fait par le quotidien turinois, c'est le portrait, loin de ce qui sera plus tard la « monstruosité » brigadiste, qui est dressé du personnage : il est présenté comme un « homme enfant, au sourire plein de peur et d'anxiété »¹⁸³, qui rêvait de la révolution. Concernant l'enquête, il est même évoqué la possibilité que cela soit le fruit « d'une provocation fasciste »¹⁸⁴. Une attitude aussi mesurée s'explique peut-être par le niveau social de Feltrinelli : il apparaît sûrement invraisemblable qu'une personne de sa condition, malgré son engagement politique connu, en arrive à avoir recours à de tels modes d'action. *Il Secolo d'Italia* tient évidemment des propos tout autres à l'encontre celui-ci, titrant un article retraçant sa vie : « Il prêchait la violence, Sa violence l'a tué »¹⁸⁵.



Feltrinelli dans *La Stampa* (à gauche) et *Il Secolo d'Italia* (à droite), 17 mars 1972, p.1.

Au niveau des autres photographies illustrant l'affaire, ce sont plus ou moins les mêmes qui reviennent quel que soit le journal : la photographie d'identité qu'il avait sur lui, croisée avec une autre plus ancienne pour pouvoir comparer. *La Stampa* va même jusqu'à réaliser un triptyque avec une troisième image où des moustaches ont été rajoutées sur un des clichés pour assurer que c'est

183« La fine allucinante dell'uomo bambino, dal sorriso pieno di paure e di ansie (...) » in *La Stampa*, 17 mars 1972, p.3.

184« E' vittima d'una provocazione fascista? » in *La Stampa*, 17 mars, 1972, p.1.

185« Predicava la violenza. La sua violenza lo ha ucciso » in *Il Secolo d'Italia*, 17 mars 1972, p.1.

bien lui.

Concernant Calabresi son implication dans l'enquête de Piazza Fontana et la mort suspecte de Pinelli l'avait placé dans le viseur de la presse d'extrême gauche. Surtout, il est devenu la première personnalité abattue de façon préméditée par un commando d'extrême gauche. Alors que *L'Unità* y voit un « nouvel épisode de la stratégie de la tension »¹⁸⁶, *Il Secolo d'Italia* se fait le tenant d'une analyse franchement caricaturale, déclarant que « la marque bolchévique caractérise l'homicide »¹⁸⁷ et attribuant évidemment cet assassinat à « la violence communiste »¹⁸⁸. Il existait sûrement peu de photographies du commissaire en circulation puisque, outre les images du lieu du crime qui est pris sous tous les angles, les différents quotidiens illustrent le décès par les mêmes clichés de Calabresi : *L'Unità*, *Il Secolo d'Italia* et le *Corriere* optent pour un portrait de trois-quart du policier en costume, seul le journal milanais se distinguant en ajoutant à cela une photographie de son mariage.



Le commissaire Calabresi, dans *Il Secolo d'Italia* (à gauche) et dans le *Corriere della sera* (à droite), 18 mai 1972.

Le même genre de photographies est choisi par *Il Giorno* et le *Corriere* pour accompagner la mort de « Mara » Cagol, une des leaders des Br en 1975 dans une fusillade avec des carabinieri. Là encore, les deux quotidiens reprennent une photographie d'identité ainsi qu'une de son mariage avec Renato Curcio. La différence avec le traitement illustratif de l'affaire Calabresi est que dans ce cas

186« L'assassinio del Calabresi nuovo tragico episodio della strategia della tensione e della provocazione » in *L'Unità*, 18 mai 1972, p.1.

187« Il marchio bolscevico caratterizza l'omicidio, frutto del odio contro le Forze dell'ordine » in *Il Secolo d'Italia*, 18 mai 1972, p.1.

188« Dopo il barbaro assassinio del commissario Calabresi, Estirpare dalle radici la violenza comunista », *ibid.*

là, les journaux diffusent également des images du cadavre de la jeune femme. *Il Giorno* en fait même sa première page : « Sanglante bataille pour Gancia entre carabinieri et Brigades rouges »¹⁸⁹. Si de nombreux clichés sont rattachés à cette nouvelle, c'est sûrement en raison du statut de « femme de Curcio »¹⁹⁰ ou « femme du chef des Brigades rouges »¹⁹¹ et non en tant qu'activiste politique. Cela laisse évidemment transparaître une vision machiste de l'usage de la violence de la part de la presse italienne, puisqu'elle n'est définie que par rapport à son mari, comme si ses choix politiques lui avaient été dicté par ce dernier.

Avec la mort de F. Coco qui est le premier homicide prémédité des Br, le processus visuel change par rapport à ce que nous venons de voir. Seule *L'Unità* diffuse une petite photographie du juge encore vivant, souriant, pour retracer sa carrière. Ce qui prédomine dans les autres quotidiens, ce sont les clichés sur la scène du crime. *La Repubblica* publie ainsi deux images des dépouilles du magistrat et d'un de ses garde du corps. Le *Corriere* agit plus ou moins de la même manière, y ajoutant une photo du cadavre du chauffeur, abattu dans sa voiture, et surtout en en plaçant une en première page. Ces choix de privilégier le crime sur la personne tient certainement au passé trouble de Coco, fortement compromis avec le régime fasciste, sur lequel les journaux ne veulent pas trop s'attarder, privilégiant la violence meurtrière de l'action sur le parcours personnel du personnage.

Au contraire, dans le cas de l'enlèvement d'A. Moro, les quotidiens auront fréquemment recours à des photographies plus anciennes du député où on le voit en réunion, souriant, prenant la pose pour les journalistes, ou encore avec un de ses gardes du corps, quelques jours avant le guet-apens de via Fani. En tant que personnage public, cela semble logique que les quotidiens aient un fond photographique fourni à propos de Moro, ce qui explique la diversité de clichés disponibles pour parler du député démocrate-chrétien. Autrement, outre les clichés envoyés par les Br dont nous avons déjà fait mention (cf chapitre 5), le reste des images rattachées à cet événement concernent bien évidemment le massacre du 16 mars (avec notamment des photographies d'identité des membres de l'escorte, ainsi que celles de leurs dépouilles) et la découverte du corps le 9 mai. A cette occasion, le *Corriere* notamment publie une page pleine avec des illustrations qui détaillent l'ouverture de la voiture par des démineurs, la bénédiction du cadavre par un prêtre, le transport du corps dans une ambulance et le recueillement de Cossiga (le ministre de l'intérieur) devant la voiture. Cela offre une impression de vivre la scène en même temps, par l'abondance d'images qui se succèdent sur un espace restreint, confirmant par là l'aspect sensationnel de l'affaire.

Enfin, concernant C. Casalegno et W. Tobagi, comme nous avons pu le développer plus haut (cf chapitre 4), l'information prend une place importante en raison de la profession des victimes. Il y

189« Sanguinosa battaglia per Gancia fra carabinieri e Brigate rosse » in *Il Giorno*, 6 juin 1975, p.1.

190« La donna uccisa è la moglie di Curcio : c'era anche lui? » in *Il Giorno*, 7 juin 1975, p.1.

191« La donna uccisa è la moglie del capo delle Brigate rosse » in *Corriere della sera*, 7 juin 1975, p.1.

a ici un lien affectif et professionnel qui tend à privilégier le traitement de ces nouvelles et à leur accorder un espace visuel conséquent.

Les autres informations relatives à des homicides qui restent bien illustrées concernent les décès de manifestants lors d'affrontements de rue avec la police. C'est notamment le cas en 1977, avec la mort de Francesco LoRusso à Bologne le 11 mars, puis avec celle de Giorgiana Masi le 12 mai. Ces événements sont notamment couverts par *L'Unità* et *Il Manifesto*, mais également *La Stampa* et *La Repubblica*. La plupart des photographies relatives à ces événements sont principalement axées sur le comportement des forces de police (pointant notamment les équipes spéciales des carabinieri que de nombreux clichés montrent arme au poing) ou sur des situations émeutières (rue pleine de lacrymogènes, barricades,...). Toutefois, les victimes sont également présentes puisque des articles sont consacrés aux deux jeunes gens. *L'Unità* et *La Stampa* sélectionnent exactement les mêmes images à propos de LoRusso : sa photographie d'identité et son corps sur une civière, emmené par des ambulanciers. Concernant G. Masi, là encore les journaux tels que *La Repubblica* et *L'Unità* ont recours à la photographie d'identité pour illustrer la nouvelle. Le traitement de ces deux derniers exemples se rapproche fortement de celui des autres assassinats politiques, la seule différence résidant dans le nombre d'images qui sont rattachées à l'information tout en ne montrant pas les victimes de la violence.

En effet, concernant le reste des homicides politique, force est de constater que l'espace visuel accordé à ces nouvelles est très limité. En général, nous n'avons qu'une ou deux photographies pour illustrer l'information.

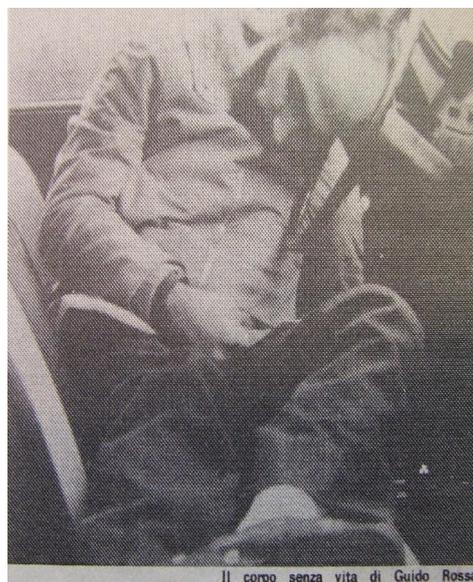
L'élaboration d'un corpus de photographies nous a permis de dresser des statistiques sur les modes de représentation de l'assassinat politique. A travers les différentes catégories dans lesquelles nous avons classé nos illustrations, ce qui marque en premier lieu, c'est que 60,1% des images sont dédiées aux victimes (cf tableau 5). En effet, 26% nous montrent le cadavre des personnes tuées, tandis que 34,1% représentent ces dernières encore vivantes, que ce soit avec des photographies d'identité, ou bien avec des clichés pris dans des situations diverses (conférences, portraits,...). La première interrogation qui s'est posée face à de tels chiffres a été : comment se fait-il qu'il soit si fréquent de voir le corps d'une personne qui vient de se faire tuer, alors que nous avons vu précédemment dans notre étude des attentats de l'extrême droite qu'il y avait une certaine réticence à faire voir la crudité de la violence? Pour tenter de répondre à cette question, nous avons en premier lieu tenté d'élaborer un parallèle avec le traitement du fait divers dans la presse. Pour être sûr de ne pas faire trop de contre-sens, nous sommes partis de la délimitation que donne Georges Auclair à la sphère du fait divers : "(...) pour bien délimiter le domaine du fait divers, il importe de marquer qu'il est toujours le signe de quelque dérogation à une norme. Cette dernière peut être de tous les ordres

possibles et imaginables.”¹⁹² La norme légale et donc le crime est l'exemple le plus évident de cette dérogation.

A partir de là, nous nous sommes interrogés sur les modes de représentation du fait divers, et nous y avons trouvé des ressemblances frappantes avec les images que nous avons pour traiter des « années de plomb ». Ainsi, « André Rouille note que [la photographie de fait divers] est souvent retravaillée, recadrée, recomposée avant d'être mise en page, “pour produire de l'extra-ordinaire à partir de l'infra-ordinaire”. Il remarque que les photos de faits divers sont par définition des images pauvres : cadrages hâtifs, mauvais éclairages, flou, ou encore photographies d'amateurs rapprochent le lecteur de l'événement trivialement exhibé, sans pudeur et sans voile. »¹⁹³ Nous pensons que la plupart des photographies montrant les corps de victimes de la lutte armée correspondent à ce schéma dressé par A. Rouille. C'est ainsi que de nombreux assassinats politiques ne sont représentés que par une seule photographie, celle du cadavre gisant au sol. Le meurtre de Guido Rossa, syndicaliste ayant dénoncé un membre des Br à Gênes, correspond par exemple à ce schéma illustratif : aussi bien le *Corriere* que *La Repubblica* publient comme seul cliché celui du corps de la victime, qui gît dans sa voiture. Mais nous pourrions bien sûr citer plusieurs autres cas où les journaux font ce type de choix pour accompagner la nouvelle d'un homicide : *La Stampa* du 20 mars 1980 pour la mort de Guido Galli par Prima Linea, *La Repubblica* du 24 juin 1980 pour celle de Mario Amato par les NAR, ou bien encore *L'Unità* du 22 juin 1978 lors du décès de Antonio Esposito.



Il corpo del giudice Amato sul selciato di viale Jonio



Il corpo senza vita di Guido Rossa

Mario Amato, in *La Repubblica*, 24 juin 1980, p.1 (à gauche), Guido Rossa, in *La Repubblica*, 25 janvier 1979, p.2 (à droite).

¹⁹²Dubied, A., Lits, M., *op cit.*

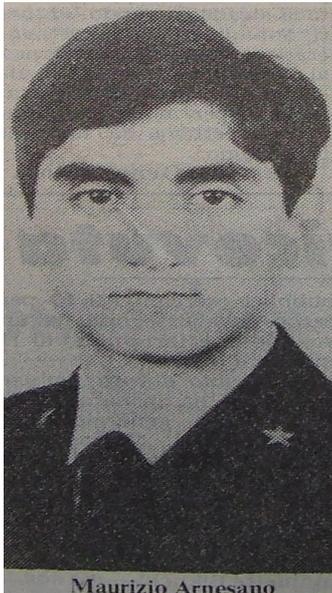
¹⁹³*Ibid.*

L'usage de la photographie d'identité ou d'un portrait un peu daté fait également la jonction entre le domaine du fait divers et le traitement fait par la presse de la lutte armée. En effet, un des autres points importants que notre corpus révèle est la prédominance des images décalées temporellement des victimes : photographies d'identité, clichés remontant à quelques mois voire plusieurs années. F. D'Almeida avait également noté cette caractéristique : « Or, pour illustrer un tel évènement, les journaux ne disposent pas d'image. Ils emploient donc la photo d'identité des protagonistes afin de prolonger leurs articles, quitte à ce que les visages ne disent rien du drame. Les photographies d'identité des bourreaux ou des victimes accompagnent souvent les articles sur le terrorisme. Elles donnent une image décalée des protagonistes. La pose devant l'appareil tend à les uniformiser et à laisser sur leur visage une certaine gravité. Les victimes des attentats, des enlèvements ou des meurtres sont présentées plus jeunes et parfois en uniforme quand il s'agit de policiers. »¹⁹⁴ Pour aller plus en avant de cette analyse, nous pourrions dire que, plus que « les visages », ce sont les images en général qui ne nous apprennent rien, sauf quand il s'agit de policiers, puisque cela confirme le statut social de la victime. Dans ce cas, la charge politique de l'assassinat peut être un minimum identifiable pour le lecteur. Toutefois, dans les autres cas, les photographies servent uniquement d'enrobage à l'article. Cela n'apporte ni éclaircissement ni compréhension supplémentaire à l'acte, on ne sait rien des motivations qui ont permis que cela arrive. Ce choix correspond plus à des stratégies de marketing : le fait d'illustrer un article avec une photographie attire plus l'œil et simule un supplément d'information, à même de permettre l'achat du journal. Cela peut également témoigner d'un manque de recherches et d'investigations de la part des journalistes qui préfèrent se rabattre sur la solution de facilité que représente la photographie d'identité, certainement fournie par la police. En tout cas, le choix fait par les quotidiens d'illustrer leurs articles sur les assassinats politiques par des clichés des victimes encore vivantes nous permet une fois de plus de tenter un parallèle avec les stratégies illustratives relatives aux faits divers : « Par définition, et sauf exception, la photographie de fait divers est une photographie d'après-coup, une photographie qui intervient après le déroulement de l'événement. D'où les innombrables photographies des protagonistes, avant ou après les faits, [...] : victimes souriantes, bourreau menotté et photographie du lieu du crime, presque toujours en noir et blanc, [...]. Le texte se charge de rendre vivant l'événement que la photo ne dit que de manière décalée [...]. »¹⁹⁵ Ainsi, de nombreux assassinats commis par des organisations politiques ne sont illustrés que par ce genre d'images, comme par exemple pour le meurtre de Maurizio Arnesano par les NAR le 6 février 1980, illustré par *La Stampa* par une simple photographie d'identité de l'agent en charge de la surveillance

194D'Almeida, F., *op cit.*

195Dubied, A., Lits, M., *ibid.*

de l'ambassade du Liban à Rome¹⁹⁶; ou bien lors du décès de Mario Amato dans *Lotta Continua*¹⁹⁷. *L'Unità* a le même recours visuel pour la mort de Remo Pietroni, un vigile abattu à Florence par des néofascistes le 30 juin 1977¹⁹⁸.



FIRENZE — Remo Pietroni, il vigile ucciso

Maurizio Arnesano, in *La Stampa*, 7 février 1980, p.1 (à gauche); Remo Pietroni, in *L'Unità*, 1 juillet 1977, p.1 (à droite).

Ce que nous cherchons à montrer par là, c'est que nous voyons dans le fait divers un type de mise en forme, qui a tendance à se propager au traitement d'autres types d'informations. Il n'en devient pas pour autant une norme, mais certains de ses codes nous semblent largement repris par les quotidiens pour traiter du phénomène de la violence politique.



MILANO — Il luogo del fulmineo e barbaro assassinio. Si nota la pozza di sangue accanto all'utilitaria della vittima



Il luogo dove è stato ucciso il maresciallo Berardi

Enfin, nous avons noté qu'il est des fois où les photographies donnent à voir de façon allusive le crime qui vient de se dérouler. A l'instar de ce que nous avons pu noter à propos des

196« Un agente assassinato da due terroristi davanti all'ambasciata libanese a Roma » in *La Stampa*, 7 février 1980, p.1.

197« Gli hanno tappato la bocca, perché aveva scoperto i mandanti dei Nar? » in *Lotta Continua*, 24 juin 1980, p.2.

198« Vigile notturno ucciso da tre neofascisti » in *L'Unità*, 1 juillet 1977, p.1.

attentats d'extrême droite, plusieurs images nous permettent de comprendre que quelqu'un vient de mourir, sans que cela besoin de montrer le corps de la victime. Dans ce sens, nous avons relevé les clichés des scènes de meurtre, quand des flaques de sang sont encore identifiables au sol, tout comme les relevés à la craie des positions des dépouilles et des divers indices. Pour illustrer cela, nous pouvons citer plusieurs exemples pris à des moments différents qui témoignent de la permanence de cette stratégie illustrative pendant les années de plomb. Ainsi, *Il Secolo d'Italia*, pour accompagner les articles relatifs à l'assassinat du commissaire Calabresi à Milan en 1972, a choisi un cliché montrant la flaque de sang laissé par la blessure mortelle du policier. *La Repubblica*, à propos de la mort de Rosario Berardi, a également sélectionné une image de passants qui se tiennent à côté d'une véritable mare sanguinolente. Sur cette même photographie, nous pouvons distinguer les contours des relevés des douilles au sol faits à la craie.

Scènes du crime du commissaire Calabresi (à gauche, in *Secolo d'Italia*, 18 mars 1972) et du maréchal de police Berardi (à droite, in *La Repubblica*, 11 mars 1978).

Ce genre de clichés joue évidemment sur les émotions que cela ne manquera de provoquer chez le lecteur : comment ne pas éprouver un mouvement de répulsion ou de dégoût face à une telle photographie qui exhibe la violence de façon aussi crue? Cela contribue par la même occasion à provoquer des assimilations de sens pour le lectorat qui assimile ainsi cette répulsion à la lutte armée et à la violence politique déployée par les organisations armées.

II- Les photographies "périphériques"

Après avoir étudié les modes de représentation des victimes, nous allons nous pencher sur ce que nous nommerons "l'enrobage". En effet, grâce aux statistiques que nous avons dressées, nous pouvons constater que plus du tiers des photographies liées aux assassinats politiques sont consacrées aux proches et à la famille des victimes (10,8%), au lieu du crime (14,8%) ou bien à des documents annexes sensés illustrer l'affaire traitée, comme des schémas de reconstitution, des clichés des indices recueillis... (14,3%). Ces divers éléments ne contribuent pas en général à une meilleure compréhension de ce qui vient de se passer. Il importe alors de comprendre leurs fonctions.

Avant tout, il ne faut pas oublier que la photographie de presse est mise en page en regard d'un texte, accompagnée d'une légende, et en rapport avec d'autres photographies et d'autres textes. Elle est ainsi prise dans un ensemble de codes iconiques, linguistiques, typographiques et topographiques. Elle est amputée d'une partie de son sens et les mots qui l'entourent en déterminent la lecture, construisent un sens que l'image n'avait pas forcément au départ. Quand on regarde des photographies dans un quotidien, ce qu'on lit, ce n'est pas la photo, c'est l'utilisation qui en est faite, et c'est avant tout une page de journal. Le lecteur perçoit que le sens est produit par l'ensemble d'un dispositif dans lequel l'image photographique intervient. Par dispositif, nous entendons tout ce qui contribue à orienter l'analyse faite par le lecteur vers un sens prédéterminé. C'est dans ce cadre qu'interviennent les images d'enrobage. Elles jouent sur des registres et sur des provocations d'émotions qui ne sont pas forcément activés par les clichés des victimes. En général, le taux d'icônicité¹⁹⁹ de ces images est très faible.

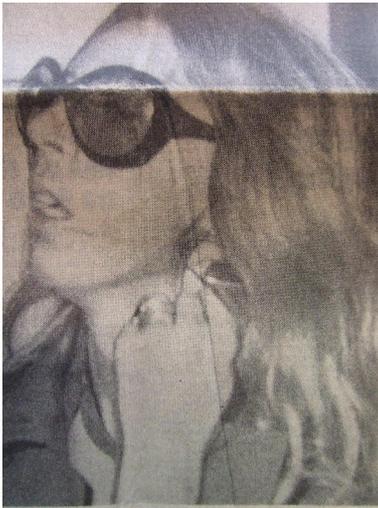
Tous les éléments qui contribuent à illustrer un assassinat politique n'apportent souvent aucune clarification à ce qui vient de se passer. Dans cette catégorie, nous pouvons ainsi classer les clichés des proches de la victime (famille, amis, collègues), ceux des indices dans des enquêtes ainsi que les dessins de reconstitution.

En premier lieu, nous avons pu noter une certaine récurrence tout au long des années 1970 : la présence de la veuve de la victime. "En rendant compte de la douleur de la famille de la victime, [on] plonge dans le voyeurisme, en pénétrant l'intimité de [la] cellule familiale touchée par le deuil."²⁰⁰ Alors que du vivant de la victime, ses proches restent dans une sphère anonyme, la mort les fait apparaître au grand jour et les concrétise aux yeux de l'opinion publique. Les journaux

¹⁹⁹Taux d'icônicité : correspond à la possibilité de visualiser le sujet par une photographie.

²⁰⁰Crouzet, V., *Les Brigades rouges : origines et traitement par trois quotidiens italiens*, Mémoire de maîtrise, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 1999.

construisent la famille de la victime dans l'esprit du lecteur pour accentuer l'émotion et nous faire sentir plus proche de leur douleur. Ainsi, la plupart des grands quotidiens ont tendance à avoir recours à la figure de la veuve, à l'exception peut-être de *Lotta continua* et du *Manifesto*. Dès les décès de Calabresi, puis surtout de Feltrinelli, la veuve devient presque un élément incontournable pour illustrer les assassinats les plus marquants, au même titre que les parents de la victime (sûrement si celle-ci n'est pas mariée).



La veuve de Feltrinelli, in *La Stampa*, 17 mars 1972, p.4 (à gauche); les parents des victimes après l'assassinat de Fedele Calvosa et de ses gardes du corps par les Fcc le 8 novembre 1978, in *L'Unità*, 9 novembre 1978, p.2 (à droite).

Le voyeurisme sur la douleur des proches semble avoir été un filon largement exploité par les quotidiens puisque dans le même ordre d'idée que la veuve, nous avons constaté que dans certains cas, la présence de personnages officiels et leur tristesse devant la mort d'une personne dont ils pouvaient être proches est également mise en avant par certains journaux. C'est le cas par exemple lors de l'assassinat du professeur Bachelet par les Br le 12 février 1980. A cette occasion, le président de la République, Pertini, se déplace en personne sur le lieu du crime pour se recueillir devant la dépouille de son ami, mais aussi pour apporter son soutien à la famille de la victime. On le voit ainsi en photographie dans *La Stampa* qui embrasse la fille de Bachelet. Sûrement plus frappant est le cas de Zaccagnini, le secrétaire de la DC, après la mort d'A. Moro. Le *Corriere* publie ainsi un cliché où il est dans une église, en train de prier (ou de pleurer), le visage caché dans sa main²⁰¹. Exposer la tristesse de ce genre de personnage provoque sûrement un fort effet sur l'opinion publique. Cela montre également l'importance de la victime quand des personnages

201« Zaccagnini, il dolore per un amico » in *Corriere della sera*, 10 mai 1978, p.3.

comme le président de la République se déplacent sur place ou sont aux funérailles. C'est le cas par exemple lorsque le président Leone se rend aux funérailles de F. Coco.²⁰²



Zaccagnini, après la découverte du corps de Moro, in *Corriere della sera*, 10 mai 1978, p.3 (à gauche); le président Leone aux funérailles du juge Coco, in *La Repubblica*, 11 juin 1976, p.2 (à droite)

Les indices ou les découvertes dans les caches des organisations clandestines sont également utilisés par la presse pour accompagner la nouvelle d'un décès. Par exemple, *La Stampa*, au lendemain de la découverte du corps d'Aldo Moro dédie un article à l'arme qui a servi à le tuer, un pistolet mitrailleur « Skorpion », présenté comme étant « l'arme typique du terroriste »²⁰³. L'auteur y fait intervenir un expert balistique pour connaître toutes les caractéristiques de l'arme. Dans le même ordre d'idée, on retrouve les photographies de policiers qui présentent à la presse les découvertes qu'ils ont faites lors d'une enquête. C'est ainsi le cas lors de la mort de Feltrinelli en 1972. Le surlendemain de la trouvaille du corps de l'éditeur, *L'Unità* consacre une page entière sur « Les dramatiques interrogations sur la mort de Feltrinelli »²⁰⁴, qu'elle illustre notamment avec la photographie du matériel découvert autour du pylône miné et dans une camionnette abandonnée non loin. Il y a une volonté sous-jacente à ce genre de choix illustratif de montrer que les forces de l'ordre font preuve d'une certaine efficacité puisqu'elles ont déjà plusieurs éléments à charge entre leur mains, ce qui devraient leur permettre d'arrêter dans la foulée les complices.

202« Ventimila genovesi ai funerali » in *La Repubblica*, 11 juin 1976, p.2.

203« L'arma tipica del terrorista fabricata in Cecoslovacchia ; E' stato ucciso con un mitra « Skorpion », in *La Stampa*, 10 mai 1978.

204« I drammatici interrogativi sulla morte di Feltrinelli, in *L'Unità*, 18 mars 1972, p.6.



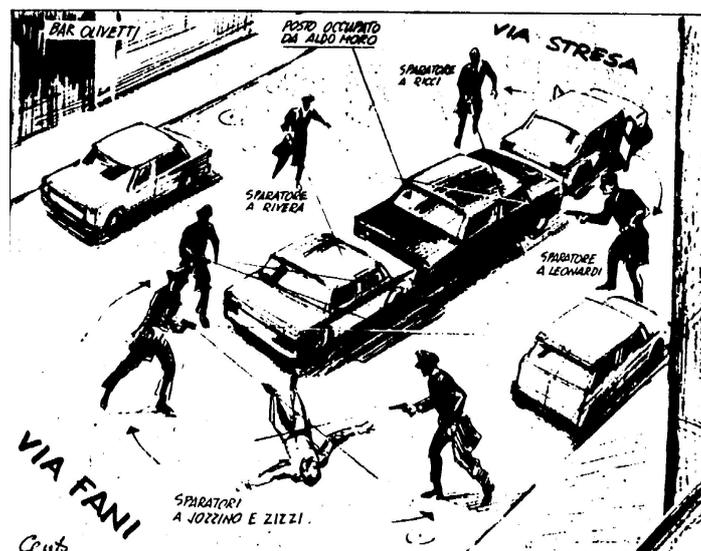
Il materiale e i congegni esplosivi recuperati a Segrate dai carabinieri attorno al pilono minato e nel camioncino abbandonato nella zona

La police présente le matériel retrouvé dans le cadre de la mort de Feltrinelli, in *L'Unità*, 18 mars 1972, p.6.

Enfin, il faut signaler qu'à la fin des années 1970, certains quotidiens se mettent à développer un genre illustratif afin d'accompagner les nouvelles liées à la violence politique²⁰⁵ : les dessins de reconstitution des faits. Le *Corriere della sera* va s'en faire une spécialité, mais nous avons pu constater que *L'Unità* avait également eu recours à ce choix lors du premier « anniversaire » de l'enlèvement d'Aldo Moro dans son édition du 16 mars 1979. Si ce choix peut être effectué par certains organes de presse c'est sûrement car : “Ce n'est d'ailleurs pas par souci d'économie que de nombreux journaux resteront longtemps fidèles au dessin, lequel crée un effet souvent plus saisissant que la photo. [...] Le dessin, en effet, permet notamment de montrer des moments essentiels, qui échappent le plus souvent aux photos, presque toujours prises à un moment postérieur à l'événement.”²⁰⁶

205C'est ce que nous avons pu relever, mais il paraît probable qu'ils aient fait ces choix afin d'illustrer d'autres types d'informations.

206Dubied, A., Lits, M, *op cit.*

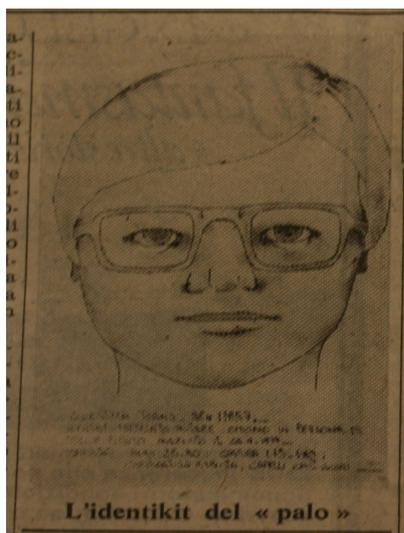


La reconstitution de l'enlèvement d'Aldo Moro, in *L'Unità*, 16 mars 1979, p.2.

Ainsi les dessins auraient une fonction de « palliatif » face aux manques de la photographie. Ils permettent de placer le lecteur dans la position de l'enquêteur. On offre à ce dernier tous les éléments pour qu'il puisse visualiser ce qui s'est passé. Pourtant, ce qui se joue lors d'un assassinat politique ou d'un enlèvement se situe dans le domaine dans la symbolique, le déroulement des faits n'apportent rien à la compréhension de l'événement. Ces schémas appartiennent donc au domaine du sensationnalisme, où l'on place en premier lieu la portée criminelle du geste avant de questionner les racines de celui-ci.

III- L'influence des discours sur la lutte armée

Réfléchir autour des représentations de l'assassinat politique implique inévitablement, à notre sens, de s'interroger sur les responsables de ces meurtres. Nous avons pu constater que ces derniers sont les grands absents de notre corpus. Évidemment, les auteurs d'un homicide sont rarement représentés dans la presse, puisqu'ils ont réussi à fuir et à échapper à la police. Ainsi, à l'exception de G. Bertoli arrêté immédiatement après son geste (cf chapitre 6), nous n'avons pas trace dans notre corpus de personnes responsables d'un assassinat politique qui auraient été arrêtées dans la foulée de leur action. Toutefois, cela ne signifie pas que les tueurs sont complètement absents de l'iconographie relative à la représentation de la violence. Pour cela, les journaux ont fréquemment recours à la diffusion de portraits robots élaborés grâce à des témoignages. C'est le cas par exemple lors du meurtre de Croce en 1977. *La Stampa* diffuse à cette occasion un "identikit" de la personne qui faisait le guet.



Portrait-robot de la personne qui faisait le guet lors de l'assassinat de F. Croce, in *La Stampa*, 29 avril 1977.

Les membres des organisations de lutte armée n'apparaissent alors qu'au moment de leurs arrestations, s'ils meurent dans des fusillades avec la police ou encore dans le cadre de leurs procès. Ainsi, dans le cas de la mort de F. Coco, certains journaux font le choix de montrer des images du procès des Br à Turin, où les accusés ont revendiqué au nom de leur organisation l'homicide du juge, ce qui les place dans une position de complicité morale.

Nous pensons également que les modes de représentations des victimes peuvent nous renseigner sur les auteurs de ces assassinats et sur la portée politique de leurs gestes, ou au contraire

contribuer à une dépolitisation de ceux-ci. Par exemple, le statut de la victime est sûrement plus perceptible quand il y a des gardes du corps qui sont tués, comme dans le cas de F; Coco, d'A. Moro, ou encore de Fedele Calvosa. A ce moment, on devine qu'il s'agit de personnalités importantes (juge, homme d'État) et donc la raison qui a pu pousser les Br ou les Fcc (Formations communistes combattantes) à s'en prendre à elles. C'est également le cas lorsque les journaux publient les photographies de policiers en uniforme, là, leur statut social apparaît clairement. Au contraire, quand il s'agit d'une cible qui n'est pas protégée ou qui n'est pas en uniforme, l'information est incompréhensible uniquement par la photographie. Les images nous semblent même interchangeablement tellement les procédés figuratifs sont identiques. Nous savons seulement que quelqu'un est mort, mais nous ignorons tout de lui, le coupable pourrait aussi bien être la mafia ou un criminel de droit commun. A titre de comparaison, nous avons cherché comment *L'Unità* avait pu illustrer l'assassinat du général Dalla Chiesa par la mafia en 1982. Évidemment, ce n'est pas représentatif de l'ensemble de la presse, et cela ne veut pas dire que ces schémas sont valables dans tous les homicides un peu médiatisés, toutefois, nous avons relevé des similitudes. La nouvelle fait donc la première page, et est accompagnée de trois photographies. La première nous montre la voiture criblée de balles, à l'intérieur de laquelle git l'épouse du policier. Les deux autres sont des images plus anciennes, du général et de sa femme²⁰⁷. Sans le titre et les articles qui vont avec ces clichés, nous serions en droit d'attribuer ce guet-apens à une organisation politique comme les Br. Ce que nous voulons dire par là, c'est que à l'instar de Lamberto Pignotti, journaliste à *L'Unità*, nous pensons que « Chaque bon journaliste sait qu'une photographie parle aussi à travers la didascalie qu'on lui appose, le format, la position dans la page, l'ensemble des titres placés à côté. La même photographie, utilisée par des journaux différents, peut informer mais malheureusement, elle peut aussi alarmer, terroriser. »²⁰⁸ Cela illustre bien le fait qu'une photographie ne parle pas toujours d'elle-même, et que c'est le cadre et les discours qui l'accompagnent qui renseignent dessus.

A ce propos, bien que notre travail porte sur la photographie nous ne tenons pas à sous-estimer l'importance des discours développés par la presse, qui ont également eu une influence très forte sur la perception de la lutte armée de la part du public et sur l'élaboration des représentations de la lutte armée. En effet, « le phénomène du "terrorisme rouge" fut tout d'abord sous-estimé, ou si mal compris qu'on en arriva même à le nier. »²⁰⁹ Cette remarque est appuyée par les propos de Valentino Parlato, ex-directeur d'*Il Manifesto* : « Nous avons mis trop de temps à nous convaincre

207« Dalla Chiesa assassinato dalla mafia » in *L'Unità*, 4 septembre 1982, p.1.

208« Ogni buon giornalista sa che una "foto" parla anche attraverso la didascalia che le si appone, il formato, la posizione nella pagina, l'insieme dei titoli affiancati. La stessa foto, usata dai giornali diversi, può informare ma purtroppo può anche allarmare, terrorizzare. » in Silj, A., *op cit*, p.42.

209Giovagnoli, A., « Penser l'affaire Moro : un tournant dans l'histoire de la République? » in Lazar, M, Matard-Bonucci, M.A., *op cit*, p.187.

que les Brigades rouges étaient vraiment rouges. »²¹⁰ Cela illustre bien les débats qui ont agité le monde de la presse à propos de la nature politique des organisations armées. Tout particulièrement en ce qui concerne les journaux d'extrême gauche comme *L'Unità*, *Il Manifesto* ou *Lotta Continua* qui ont eu tendance à placer sur un même plan la réalité de la « stratégie de la tension » avec celle de la lutte armée d'extrême gauche. A notre sens, ces positions ont contribué à créer un flou autour de la lutte armée et surtout une très mauvaise compréhension du phénomène. Cela a sûrement influé jusque sur les questionnements historiographiques sur la période, puisque cela a alimenté les spéculations autour d'une centrale étrangère qui aurait manipulé les brigadistes. Cette négation d'un statut politique aux Br, et même à l'ensemble du *partito armato* nous amène à penser que « Les médias n'aident pas toujours le public à y voir clair et, au delà de la prolifération des images et des discours, exercent à propos du terrorisme, des effets de simplification excessive. »²¹¹

Dans ce flou qui se crée autour de la violence politique, un parallèle avec le fait divers s'impose une fois de plus : « Barthes note encore que le fait divers est structurellement une information totale et immanente, puisqu'il ne nécessite aucune connaissance de son avant et de son après pour être compris. Le fait divers "contient en soi tout son savoir", il s'inspire d'événements propices à l'effacement de leur contexte. »²¹² Ainsi, le traitement de l'assassinat politique étant essentiellement axé autour du sensationnalisme et de l'émotif, cela en exclut une réflexion plus profonde sur les origines de la lutte armée et sur ses motivations. On fait par exemple du brigadiste qui tue un magistrat un "monstre", dénaturant la portée politique de son geste. Le politique est ainsi réduit à l'anecdotique, pendant que s'installe une "régularité sécuritaire", ce qui sont deux des fonctions premières du fait divers.²¹³

Notre propos n'est pas de nous faire les avocats de ceux ou celles qui ont fait le choix de la lutte armée, mais plutôt de s'interroger entre l'écart qu'il y a entre les raisons d'une action meurtrière (« Nous procédons par symboles, par représentations » comme a pu le dire Mario Moretti²¹⁴) et ce qui en est montré. Les journalistes ont ainsi intégré des modes de représentations de l'homicide, qui du coup deviennent valables dans toutes les circonstances, bien que les motivations soient complètement différentes dans le cas que nous étudions, d'un règlement de comptes entre mafieux, ou d'un crime passionnel. Nous nous accordons donc avec A. Silj lorsqu'il dit à propos de la violence politique que « Jusqu'à aujourd'hui on s'en est occupé comme on s'est occupé des

210« Ci abbiamo messo troppo tempo a convincerci che le Brigate rosse erano davvero rosse. » in Mastromatteo, G., *Quando i media staccano la spina. Storia del blackout informativo durante gli "anni di piombo"*, tesionline.it, Università degli studi di Macerata, 2004.

211Wieviorka, M., *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988.

212Dubied, A., Lits, M, *ibid*.

213*Ibid*.

214« Se indichiamo come "cuore dello stato" quello che allora appare il progetto o gruppo dominante. Procediamo per simboli, per rappresentazioni. » in Moretti, M., Mosca, C., Rossanda, R., *op cit*, p.48.

tremblements de terre et des calamités naturelles.[...] Cela ne favorise pas la compréhension du phénomène. »²¹⁵

Arrivés à ce point, une ambiguïté se fait flagrante : d'un côté, la lutte armée se voit complètement dépolitisée de par les représentations et des discours qui en sont faits. Nous avons vu que le traitement illustratif de l'assassinat politique est relativement proche de celui du fait divers, et Valeria Crouzet a pu montrer comment les analyses portées sur le phénomène brigadiste par exemple ont pu osciller entre un côté teinté de romantisme (période 1974-1975) et un autre pointant la « monstruosité » de ces mêmes Br (à partir de 1976)²¹⁶. Ces deux facettes sont bien loin de la portée politique du geste armé. Mais d'un autre côté, nous avons montré que la presse n'hésite pas à montrer les corps des victimes des organisations armées car il reste tout de même évident que les homicides ne sont pas réalisés dans un hasard total. Si le lecteur peut alors regarder ces photographies sans « crainte », c'est peut-être en raison de la distance qu'il peut éprouver vis-à-vis de ces cibles. A la différence des *stragi* où l'on a vu que les victimes étaient peu représentées, nous formulons l'hypothèse que le lecteur, tout comme le photographe d'ailleurs, pourrait avoir tendance à s'y identifier beaucoup plus fortement. Dans ce cas, cela pourrait par exemple contribuer à créer des effets de panique au sein de la population comme dans le cas d'un tueur en série.

215« Fino ad oggi se ne è occupato si come si è occupato dei terremoti e delle calamità naturali. [...] Ciò non favorisce la comprensione del fenomeno. » in Silj, A., *ibid*, p.215.

216Crouzet, V., *op cit*.

Chapitre 8 :

Les dates « anniversaires »
et la construction d'une
mémoire des « années de
plomb »

I- Méthodologie adoptée

Les photographies utilisées pour illustrer des attentats d'extrême droite ou des assassinats politiques ont pu connaître, pour certaines, une forme de ré-utilisation à l'occasion des dates « anniversaires ». Ainsi, comme F. D'almeida, l'élaboration de notre corpus de photographies pour analyser notre sujet nous a amené à distinguer “deux types de pratiques concernant les représentations des actions terroristes et des protagonistes impliqués dans cette histoire. La première logique relève de la fabrication médiatique de l'événement; elle suit le déroulement des faits. Le répertoire des actes et des images n'a alors rien de systématique. La deuxième tient à la commémoration des actes terroristes, généralement en hommage aux victimes. Elle pose la question du réemploi des images par la presse et sur internet. Les deux catégories témoignent d'un rapport au temps qui rapproche l'expérience terroriste de celle des guerres.”²¹⁷ Les dates “anniversaires” contribuent également à la représentation de la violence politique des années 1970 en ce qu'elles instaurent des clichés qui seront repris ensuite pour illustrer des moments précis et qui deviennent des icônes des « années de plomb ». Elles permettent de figer des modes de représentation de la violence politique. Nous voyons donc dans l'image un vecteur de construction de la mémoire. Toutefois, ces moments de commémorations ne sont évidemment pas seulement illustrés par d'anciennes photographies mais également par des clichés des cérémonies. A propos de la mémoire, nous la définirons comme « la "présence du passé" au sein de notre société. »²¹⁸

Nous n'avons pas trouvé trace de travaux historiques sur la construction de la mémoire relative aux « années de plomb ». Pour avoir des modes d'analyse et des points de comparaison, nous avons donc eu recours à certains travaux relatifs à la Shoah, à la première guerre mondiale ou encore aux génocides pour lesquels une étude s'est déjà développée vis-à-vis du processus mémoriel rattaché à ces événements. Ainsi, nous ne traiterons évidemment pas des génocides mais cette remarque nous a semblé tout à fait à propos : «Il s'agit [...] de mettre en rapport la puissance d'information des médias et les phénomènes historiques complexes que constituent les génocides. Les médias, en effet, ne jouent pas seulement un rôle fondamental dans la divulgation et, partant, dans la prise de conscience générale des génocides. Ils fournissent au grand public les éléments d'explication et d'interprétation mais aussi, avec le temps, contribuent à nourrir la mémoire et les représentations collectives des phénomènes génocidaires.[...] Cette fonction qui, dans le monde

217D'Almeida, F., *op cit.*

218Weill, N., Wieviorka, A., *La construction de la mémoire de la Shoah : les cas français et israéliens*, Les cahiers de la Shoah, n°1, 1994.

contemporain, caractérise les médias, ne s'applique évidemment pas seulement aux génocides. »²¹⁹
Nous nous interrogerons donc sur les types de représentations que les dates « anniversaire » ont instauré.

Au niveau de la méthode que nous avons suivie, il convient de préciser que nous n'avons consulté que les journaux correspondant aux dates « anniversaires », voire les dates autour : juste avant ou juste après. Mais il paraît probable que la mémoire photographique des « années de plomb » ne se soit pas construite uniquement sur ces dates là. De nombreux autres moments ont sûrement été propices au rappel de certains faits (par exemple les procès : celui des Br fournit l'occasion de revenir sur la mort de Margarita Cagol, les rebondissements du procès de Piazza Fontana offrent de nombreux flash-backs sur l'attentat, la mort de Pinelli ou celle de Calabresi,...), mais il est important de préciser qu'ils ne sont pas l'objet de commémorations officielles. Ici, nous nous intéresserons donc aux célébrations officielles qui sont données en regard d'un événement.

Ainsi, nous n'avons pu réunir qu'un corpus assez peu dense, qui ne se concentre que sur quelques événements : Piazza Fontana, la gare de Bologne, la mort du commissaire Calabresi et celle d'Aldo Moro. Si nous n'avons pu récolter que des données sur ces faits là, on peut essayer d'y trouver certaines explications. Il apparaît comme probable que les assassinats politiques ou les attentats qui ont donné lieu à des commémorations officielles ont dû être limités par le nombre important d'actes se rapportant à ces catégories. Certaines dates ont donc dû ainsi prendre une place plus importante que les autres en tant que moments jugés emblématiques de cette décennie. On pense ainsi à Piazza Fontana comme événement fondateur des "années de plomb", à l'attentat de la gare de Bologne en tant qu'épisode criminel le plus meurtrier en Italie depuis la seconde guerre mondiale, à l'assassinat du commissaire Calabresi comme premier assassinat politique sur une personnalité publique commis par l'extrême gauche dans cette décennie et à celui de Moro, de par l'importance du personnage. Les autres paraissent perdus dans le nombre incroyable d'attentats et d'homicides, où la cible semble choisie de manière toujours plus abstraite. Il est cependant possible que dans des organes de presse qui ne soient pas de dimension nationale, des articles soient écrits sur des événements qui se seraient produits dans la région, et que des commémorations aient été organisées à une échelle locale. Nous ne faisons pas ce constat pour nous dédouaner du manque de matière, mais plus pour ouvrir des pistes de recherche car cette thématique de la construction de la mémoire nous semble encore largement à approfondir concernant les années 1970 en Italie.

De plus, il est important de signaler que la majeure partie des illustrations que nous possédons relatives à cette question proviennent de *L'Unità*, ce qui a évidemment une influence de

219 Delporte, Christian. Matard-Bonucci, M.A., Elyada, O., "Présentation. Les médias, l'indicible et l'in-montrable" in *Le Temps des médias*, 2005/2 - n°5

par les positionnements politiques de ce journal.

II- Les commémorations des attentats de l'extrême droite

Les dates « anniversaires » des *stragi* nous ont donc offert la majeure partie de notre corpus pour traiter de cette question. En effet, ce sont des événements qui ont presque tous donné lieu à des commémorations, au moins l'année suivante, voire même sur plusieurs années (c'est le cas par exemple de l'attentat de la gare de Bologne, dont *L'Unità* rend compte jusqu'en 1984). Que ce soit pour les commémorations des décès du commissaire Calabresi, d'Aldo Moro ou pour les attentats dans le train Italicus ou à la gare de Bologne, à chaque fois, nous assistons à l'érection d'un monument, d'une stèle ou d'une plaque commémorative en hommage aux victimes. Cela paraît logique puisque « La mémoire est un phénomène social, qui s'inscrit dans des cadres sociaux (famille, État). Elle a ses lieux du souvenir : les plaques, les stèles, les mémoriaux où se déroulent des cérémonies. »²²⁰ C'est donc un des aspects qui est régulièrement mis en avant dans les photographies. *L'Unità* publie ainsi lors du deuxième anniversaire de la mort d'Aldo Moro un cliché du maire de Rome se recueillant devant une plaque dédiée à l'ancien prisonnier des Br et à ses cinq gardes du corps²²¹. Le quotidien communiste fait un choix analogue pour les cérémonies aux victimes de la bombe du train Italicus²²². Ce qui est mis en avant par le journal du Pci à propos de ces moments-là, c'est l'aspect très officiel avec à chaque fois la présence de personnalités (maire de Rome pour Moro, président de la République Pertini notamment pour Bologne), ainsi que la solennité de l'instant. Ces commémorations donnent l'impression de contribuer à ressouder les Italiens face à la violence. Ainsi, comme a pu le noter F. D'Almeida, « Le prisme des caméras n'est pas le seul à distordre la mémoire des années de plomb en Italie. Les témoins et les journalistes ont décliné ce passé sur le ton du drame personnel et de l'expérience nationale. Le photographie évidemment a joué son rôle. »²²³

220Weill, N., Wiewiorka, A., *op cit.*

221« Roma : l'omaggio del sindaco in via Caetani » in *L'Unità*, 10 mai 1980, p.2.

222« Ad un anno dall'eccidio fascista di S. Benedetto val di Sambro; Da ogni treno l'omaggio alle vittime della strage » in *L'Unità*, 5 août 1975, p.5.

223D'Almeida, F., *op cit.*



Un particolare della cerimonia per l'inaugurazione del monumento che ricorda la strage de l'Italicus a S. Benedetto Val di Sambro.

Inauguration d'un monument en hommage aux victimes du train Italicus à S. Benedetto val di Sambro, in *L'Unità*, 5 août 1975 (à gauche); le maire de Rome se recueille devant la plaque dédiée à A. Moro et aux morts de via Fani, in *L'Unità*, 10 mai 1980 (à droite).

Quand des photographies sont réemployées, les procédés figuratifs ne changent évidemment pas de ce que nous avons pu voir plus haut. Ainsi, le *Secolo d'Italia* choisit, pour le premier anniversaire de la mort du commissaire Calabresi, de publier un portrait de ce dernier²²⁴. Les dégâts matériels sont également mis en avant dans le cadre des attentats commis par les organisations néofascistes. Ainsi, le *Corriere della sera*²²⁵ et *L'Unità*²²⁶ procèdent ainsi pour Piazza Fontana. Les deux journaux choisissent d'illustrer le souvenir de l'attentat à la Banca dell'agricoltura par des images relativement similaires du hall dévasté, au milieu duquel des ambulanciers et des policiers tentent de recueillir des indices ou de sauver de potentiels blessés. Il en est de même dans le quotidien communiste pour les bombes d'Italicus et de Bologne. Dans le premier cas, un cliché de la carcasse du train fait la première page²²⁷, tandis qu'une photographie des décombres de la gare accompagne le premier anniversaire du massacre de 1980²²⁸. Une fois de plus, l'exception réside

224« Un busto per Calabresi ma gli assassini sono liberi. » in *Secolo d'Italia*, 17 mai 1973.

225« La città commemora le vittime di Piazza Fontana », in *Corriere della sera*, 12 décembre 1970.

226« Dopo un anno, la verità è ancora lontana » in *L'Unità*, 12 décembre 1970, p.10.

227« Ricordate le vittime della strage fascista sull'Italicus » in *L'Unità*, 5 août 1975, p.1.

228« Bologna un anno dopo : spezzare la trama feroce contro la libertà e la vita di tutti » in *L'Unità*, 2 août 1981, p.4.

avec l'attentat à la grenade de G. Bertoli de 1973 : *L'Unità* décide de faire paraître une illustration montrant les victimes de l'explosion, juste après les faits²²⁹.

On le voit, les procédés figuratifs pour les commémorations d'attentats ou d'homicides politiques ne varient pas de ce qui a pu être montré au moment des faits. Ainsi, avec les dates anniversaires, nous pouvons dire que les photographies réutilisées rentrent dans le domaine de la symbolique. C'est à dire qu'elles quittent le terrain de l'actualité pour devenir exemplaires, qu'elles renvoient plutôt à une idée qu'à une actualité immédiate. Ainsi, une photographie de presse propose souvent deux approches : le spectaculaire au service de l'événement et la symbolique au profit d'un résumé efficace de l'actualité. Les images publiées dans les années suivantes n'apportent donc rien de nouveau à ce qui en a déjà pu être montré. Elles confortent plus des schémas déjà éprouvés précédemment.

Nous voyons donc que la plupart des images liées aux dates « anniversaires » sont soit liées aux cérémonies, soit sont des réemplois d'illustrations plus anciennes. Toutefois, il convient de préciser que nous disposons de quelques autres clichés rattachés à ces dates. Par exemple, un an après l'explosion de Piazza Fontana, *L'Unità* fait le point sur l'avancée de l'enquête sur l'attentat, en s'attachant à relever les points troubles de cette dernière. L'article intitulé « Après un an, la vérité est encore loin »²³⁰ est accompagné par plusieurs photographies d'identité en médaillon des personnages « principaux » de cette affaire : les anarchistes Pinelli et Valpreda, ou encore le commissaire Calabresi. Évidemment, nous le voyons, ces images restent dans les standards figuratifs que nous avons pu étudier auparavant.



Giuseppe Pinelli



Pietro Valpreda



Luigi Calabresi

Les médaillons des principaux protagonistes de l'enquête menée sur l'attentat de Piazza Fontana, in *L'Unità*, 12 décembre 1970, p.10.

De plus, toujours à propos de ce premier anniversaire de l'explosion à la Banca dell'agricoltura, les manifestations qui avaient été prévues par l'extrême gauche, mais aussi par l'extrême droite, furent interdites par la police. Cela donna lieu à d'importantes émeutes au cours

229« Calabresi aveva un dossier sul terrorista Bertoli » in *L'Unità*, 17 mai 1974, p.6.

230« Dopo un anno, la verità è ancora lontana », *op cit.*

desquelles un jeune étudiant milanais, Saverio Saltarelli, perdit la vie. Le *Corriere della sera* et *L'Unità* consacrent donc des pages pleines à cet événement, qui tend à éclipser les célébrations en hommage aux victimes. Le quotidien de via Solferino donne ainsi à voir le comportement des forces de police, ainsi qu'une scène des affrontements via Bergamini. L'organe de presse du Pci montre aussi les carabinieri, en ligne prêts à tirer des lacrymogènes. Ces derniers sont accusés d'avoir fait usage d'armes à feu et d'avoir contribué à déclencher « la provocation »²³¹. Toutefois, *L'Unità* accorde quand même un article à la manifestation antifasciste officielle qui avait eu lieu plus tôt dans la journée²³².

Bologna ha ricordato la strage



Enfin, vu que c'est le quotidien communiste qui nous a fourni la majeure partie de notre corpus pour questionner ces dates « anniversaires » des *stragi*, nous pouvons nous permettre quelques remarques sur le traitement qui lui est propre de ces commémorations. Bien que nous n'ayons que peu de points de référence comparatifs, nous pensons que c'est un des journaux qui a dû accorder le plus de place aux commémorations des attentats de l'extrême droite, ce qui nous semblerait logique puisqu'il s'est toujours placé dans une tradition antifasciste. Au contraire, il y a moins d'intérêt à s'intéresser aux homicides commis par les organisations d'extrême gauche, puisque le Pci a toujours été fortement critiqué par ces dernières. De plus, nous avons constaté l'importance des photographies où l'on voit une foule sur une place. L'élément collectif est évidemment central en regard de la ligne politique du journal. C'est notamment le cas pour les célébrations de l'attentat de la gare de Bologne. Ainsi, de 1982 à 1984, c'est une image de la foule rassemblée en hommage aux victimes qui prend place en première page. « Bologne a rappelé le massacre », in *L'Unità*, 3 août 1983, p.1.

Même pour le premier anniversaire de la bombe de Piazza della Loggia à Brescia, bien que

231« Così è scattata la provocazione » in *L'Unità*, 14 décembre 1970, p.3.

232« La grande manifestazione contro reazione e fascismo » in *L'Unità*, 14 décembre 1970, p.3.

L'Unità ne publie pas de photographies, le journal insiste sur le fait que « des milliers et des milliers de travailleurs et de citoyens »²³³ se sont retrouvés ensemble sur le lieu de l'attentat. Le journal nous donne plus la sensation d'insister prioritairement sur une martyrologie autour des victimes du néofascisme, que sur les complexités de la « stratégie de la tension », même si quelques articles d'analyse y sont consacrés. Quoi qu'il en soit, nous voyons que *L'Unità* insiste tout de même sur l'aspect officiel de ces commémorations, et donc de la mémoire qui se construit dans ces occasions.

Pour finir, nous tenons à faire un parallèle avec la mémoire de la Shoah : « Par le support de la presse ou des brochures et livres-témoins publiés dans l'après-guerre, les photographies de camps de la mort furent probablement à l'origine d'une prise de conscience "émotionnelle" sur ce qu'avait pu être l'univers concentrationnaire. Elles contribuèrent davantage à sensibiliser et à dénoncer qu'à instruire véritablement le dossier de la déportation et de la Shoah. »²³⁴ Ainsi, la mémoire d'une période ou d'un événement est un processus qui se construit avec ce qui en est montré. A l'instar de ce que dit M. A. Matard-Bonucci à propos des camps de concentration, on observe plus une volonté d'insister sur la violence des "années de plomb", sur les victimes des attentats (et un peu des assassinats politiques), plutôt qu'un travail de réflexion et d'explication sur un tel surgissement de violence.

233« Migliaia e migliaia di lavoratori e di cittadini insieme ieri in Piazza della Loggia », in *L'Unità*, 29 mai 1975, p.2.

234Matard-Bonucci, M.A., "Usages de la photographie par les médias dans la construction de la mémoire de la Shoah", in *Le temps des médias*, n°5, 2005/2.

III- Les oubliés de la mémoire

« *Rappeler le passé peut donner lieu à des intuitions dangereuses et la société établie semble craindre les contenus subversifs de la mémoire.* »

Herbert Marcuse

Nous pensons que la mémoire est un processus sélectif et les dates « anniversaires » en sont le témoin. Ainsi, nous pouvons affirmer que la mémoire implique en contre-partie l'oubli. Il est d'ailleurs important de préciser que les commémorations organisées lors de ces dates « anniversaires » sont le fait du gouvernement ou d'organismes institutionnels (comme des associations d'anciens partisans). Le processus mémoriel qui s'enclenche dans ces moments-là n'est donc pas neutre mais influencé par des enjeux politiques. Le choix des événements célébrés ne doit rien au hasard : il n'y a pas de cérémonies qui rappellent les victimes de la répression policière dans les manifestations de rue, ni pour ceux ou celles qui auraient choisi la voie « déviante » de la lutte armée. Bien que notre corpus ne soit peut-être pas suffisamment représentatif, ce qui nous a marqué dans ce que nous avons pu voir, c'est que les victimes d'assassinats ciblés comme des magistrats ou des journalistes ne sont pas l'objet de commémorations officielles. Le commissaire Calabresi avait bien eu droit à l'inauguration d'un buste en 1973 à Milan, mais l'événement fut complètement passé à la trappe dans les journaux par l'attentat provoqué par G. Bertoli ce à cette occasion. Seul *Il Secolo d'Italia* accorde un encart dans son édition du 17 mai 1973 au policier, accompagné d'une photographie de ce dernier²³⁵. Les autres quotidiens se contentent de signaler dans leur édition du 18 mai que l'action de Bertoli s'est déroulée à l'occasion de l'inauguration d'une stèle en souvenir de Calabresi. Le souvenir des autres victimes de la violence politique ne fait donc pas l'objet de cérémonies officielles. Cela peut évidemment s'expliquer par le nombre impressionnant d'homicides de la part notamment des organisations d'extrême gauche. Seul Aldo Moro, de par l'importance du personnage, ainsi que par toute la bataille symbolique qui a pu se jouer au moment de son enlèvement, voit son décès et celui de ses gardes du corps rappelé dans la presse et commémoré à un niveau officiel.

Nous ressentons le besoin d'insister sur le rôle de la photographie dans ce processus de sélection mémorielle, ainsi que sur les contradictions de la presse. Alors que les assassinats politiques, mais de façon générale la violence, ont connu une couverture médiatique régulière et ample, comment expliquer que ces mêmes photographies disparaissent ensuite? A notre avis, le

²³⁵“Un busto per Calabresi ma gli assassini sono liberi” in *Secolo d'Italia*, 17 mai 1973.

sensationnalisme opère comme une recherche immédiate et “périssable” du « scoop ». Une fois passé l'événement, l'aspect « extra-ordinaire » de ce dernier disparaît. Avec le temps, on oublie les victimes de la lutte armée et de la répression policière, seules survivront quelques icônes, dont la sélection n'est évidemment pas le fruit du hasard. Le reste est bon pour les fosses communes de l'histoire, d'où l'importance du rôle de l'historien, qui recolle les fragments pour en faire émerger une cohérence temporelle.

Comme a pu le noter justement Carlo Testa, « la mémoire collective et l'identité sont des concepts qui ne sont jamais neutres. »²³⁶ C'est justement dans ce cadre que s'opère la fabrication d'icônes, censées être emblématiques ou représentatives de cette décennie de lutte politique. Elles permettent d'exorciser la violence de ces années, en déplaçant le débat sur le terrain du traumatisme national et du règlement judiciaire, reléguant au second plan les analyses sur le surgissement de cette violence, ainsi que les responsabilités de l'État et de ses institutions, notamment dans la mise en place de la « stratégie de la tension ». Il est donc plus simple de se souvenir des attentats de la *Banca dell'agricoltura* ou de la gare de Bologne sous l'angle du dégât matériel, plutôt que sous celui des victimes car cela impliquerait de devoir leurs donner des réponses. Or, les responsables de ces massacres sont toujours restés impunis, tout comme ceux de la plupart des attentats d'extrême droite d'ailleurs. On forge donc des icônes qui n'ont aucune signification propre, outre de rappeler le fait qu'il y a eu une explosion. Nous pourrions même ajouter, comme F. D'Almeida a pu le relever, que « De tels clichés installent une mémoire victimaire »²³⁷, loin d'être représentative de la réalité des années 1970.

Ce paragraphe se veut plus comme une ouverture à de possibles réflexions ou recherches autour de ces « oubliés » des « années de plomb ». Nous pensons que l'Histoire a tendance à privilégier les vainqueurs, laissant de côté ceux qui ont osé les défier. Dans ce processus, les images jouent un rôle important, en figeant des représentations qui prennent place dans les mémoires collectives. L'exemple le plus parlant est la photographie employée de façon récurrente pour symboliser le mouvement autonome (un jeune homme cagoulé, armé d'un P38 en position de tir, via Amicis à Milan, lors d'une manifestation en mai 1977) comme l'a dit Umberto Eco : "Cette photographie ne ressemblait à aucune des images en lesquelles l'idée de révolution avait été symboliquement résumée. L'élément collectif faisait défaut, on voyait revenir de façon traumatique la figure du héros individuel [...]. Cette image évoquait d'autres mondes, d'autres traditions narratives et figuratives".²³⁸

236Testa, C., « Les rouges et les noirs. Couleurs du terrorisme dans le cinéma italien » in Gargiulo, G., Seul, O., (sous la dir. de), *Terrorismes: L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980), réalités et représentations du terrorisme*, Michel Houdiard éditeur, Paris, 2008.

237D'Almeida, F., *ibid.*

238Zocatelli, P.L., "Réflexions italiennes sur un anniversaire. 1977 : l'obscurité avant la nuit." in terrorisme.net.

Conclusion

Avec 12 690 épisodes de violence, 380 décès et près de 2000 blessés (dont 128 morts imputables à l'extrême gauche, et plus de 250 à la droite radicale), 60 000 gardes-à-vue, 15 000 arrestations, des centaines de procès et 4087 condamnations d'activistes de gauche, l'Italie a connu entre 1969 et 1989 ce qu'on est en droit de nommer, historiquement parlant, une "guerre civile de basse intensité"²³⁹. L'expression pourrait sembler usurpée, ou révisionniste, cherchant à légitimer la poussée de violence qu'a connue la péninsule lors de ces années. Là n'est pas notre propos. Nous ne cherchons pas à justifier ce qui s'est passé, mais à comprendre les mécanismes, les raisons, les dynamiques et les logiques qui ont amené la contestation soixante-huitarde à s'étendre autant dans le temps. Et par dessus tout, nous avons cherché à démontrer comment, par les représentations et les discours qu'elle a produit, la presse a pu être actrice de cette période de l'histoire italienne. Dans cet affrontement sans merci auquel ce sont livrées les forces de la droite radicale, et celles de la gauche extrême, dans une quête révolutionnaire ou autoritaire, les médias ont joué un rôle central.

Tout au long de ce travail, nous sommes donc partis des photographies publiées par la presse italienne tout au long des années 1970 pour tenter d'en faire émerger les différents modes de représentation de la violence politique, car nous pensons que « l'image est un outil indispensable pour comprendre et écrire l'histoire, singulièrement celle du 20^e siècle »²⁴⁰. Ainsi, nous avons cherché en premier lieu à montrer l'importance du surgissement de cette violence dans la société, ainsi que sa permanence pendant plus d'une décennie, notamment à travers le développement d'organisations armées, aussi bien d'extrême droite que d'extrême gauche. Au sein de ces dernières, nous avons vu que les Br ont instauré un rapport à l'image sans précédent ailleurs, qui a également eu un rôle non négligeable dans le rapport que la presse a pu avoir vis-à-vis des luttes révolutionnaires.

Puis, nous nous sommes attachés à questionner la place du journaliste, à travers ses évolutions : en passant du rôle de spectateur à celui d'acteur, cela a également eu une influence dans les représentations qui ont été données de la lutte armée. De plus, nous avons vu que le monde des médias, et principalement celui de la presse, a été traversé par des débats éthiques concernant la place à attribuer à la violence politique. Toutefois, l'instauration d'un black-out médiatique est plutôt restée dans le domaine du potentiel, ne connaissant pas de concrétisation durable et

239Vargas, F. (sous la dir. de), *La vérité sur Cesare Battisti*, éd. Viviane Hamy, 2004.

240Delporte, C., Gervereau, L., Maréchal, D. (sous la dir. de), *Quelle est la place des images en histoire?*, Nouveau monde éditions, Paris, 2008, p.63.

massive.

Enfin, en nous penchant sur les diverses manières de représenter les attentats néo-fascistes, puis les assassinats politiques plus ciblés, nous avons vu que la presse ne s'était pas comporté de la même manière dans le traitement médiatique de ces deux modes d'actions. Les quotidiens italiens ont principalement mis en avant les dégâts matériels dans le cas des *stragi*, reléguant au second plan les victimes de ces derniers, sauf dans le cas d'exceptions notables (bombe Piazza della Loggia à Brescia en 1974 et attentat commis par G. Bertoli devant la préfecture de Milan en 1973). Au contraire, dans le cadre des assassinats politiques, ces mêmes journaux ont préféré mettre en avant les personnes décédées, que ce soit par les images crues et brutes de leurs corps, ou bien par des photographies d'identité ou des portraits. Ce mode de représentation nous a alors semblé se confondre par moments avec les façons de traiter le fait divers. Cette analyse nous a poussé à nous questionner sur le rôle des médias dans la dépolitisation de la lutte armée, cela ayant, à notre avis, une part d'influence dans les débats historiographiques qui ont pu avoir lieu dans les décennies suivantes.

De plus, nous avons tenté d'amorcer une réflexion autour des dates « anniversaires », et sur l'élaboration d'une mémoire des « années de plomb » qui a pu se jouer dans ces moments-là. Les photographies publiées dans ces occasions ont participé à écrire une partie de l'histoire de cette décennie de lutte, en instaurant et en figeant des clichés ou des icônes, qui ne correspondait qu'en partie à la réalité de ces années. De plus, le choix des événements commémorés a également contribué à développer une martyrologie autour de certaines victimes, tout en effaçant les autres des mémoires.

Travailler sur des photographies nous a en tout cas fait penser que « le défi, pour l'historien du contemporain, consiste moins à bâtir une histoire du ou des visuels que de développer une histoire à partir de ou avec le visuel, perçu [...] comme des modes de pensée. »²⁴¹ Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour comprendre en profondeur tous les différents modes de représentations liés à cette violence politique qu'a connu l'Italie. Une comparaison avec des phénomènes similaires dans d'autres démocraties occidentales nous paraîtrait d'ailleurs pertinent pour voir si les mécanismes que nous avons relevé sont extensibles aux médias d'autres pays. De plus, en s'intéressant uniquement à la photographie de presse, nous sommes bien conscients que nous avons laissé de côté d'autres modes de communication, tels que la télévision ou la radio, dont l'influence n'est pas à sous-estimer.

Bien que les organisations de lutte armée aient plus ou moins cessé leurs activités au début,

²⁴¹*Ibid.*, p.64

voire au milieu, des années 1980²⁴², les comptes sont loin d'être réglés en Italie vis-à-vis de cette période. En effet, « l'Italie est un pays qui ne s'est pas encore réconcilié avec son histoire récente, les esprits ne sont pas apaisés. Ils ne le sont pas au sujet de la Résistance, ni par rapport à la République de Salò, et à plus forte raison encore moins quant aux années de plomb. »²⁴³ D'où une volonté de questionner ce « passé qui ne passe pas », pour tenter d'apporter des pistes de réponses ou de réflexions qui aideraient à mieux comprendre ce qui s'est joué durant cette décennie. Nous pensons que les historiens ont une place à prendre pour apporter un regard neuf sur la violence politique des années 1970, car « La question de l'utilisation de la mémoire est une des clefs pour comprendre l'écriture de l'histoire, particulièrement pour l'histoire contemporaine. Tandis que les témoins ont tendance à justifier leurs actions, l'historien montre qu'un phénomène n'est pas gratuit, qu'il a des causes, des racines historiques, plus ou moins profondes. »²⁴⁴ Nous espérons donc par ce travail avoir contribué à apporter une pierre à la connaissance de cette histoire, tout en ouvrant des pistes de recherches, aussi bien sur le rôle des médias dans le traitement de l'information liée à la violence politique, que sur les modes de représentations liés à cette dernière.

« Pour résumer, la lutte, ou sous certains aspects, la véritable guerre civile de basse intensité qui s'est développée en Italie dans les années 1980, a donc été vaincue sur un double niveau scandé aussi chronologiquement : au premier niveau, il y a une "écriture de l'histoire" qui justifie et autorise la transformation et le changement autoritaire de l'état; ensuite, en suivant une pratique déjà consolidée dans le temps, intervient la réécriture de l'histoire de la part du vainqueur. »²⁴⁵ Ainsi, travailler sur cette période a retranscrit une double volonté : penser l'histoire en laissant une place à ceux qui ont été défaits (notamment avec leurs stratégies de communication), mais également y chercher des éléments de compréhension de notre présent. Nous ne voulons pas seulement considérer les années 1970 comme un objet d'histoire, que l'on regarderait avec nostalgie ou dégoût, mais plus comme une clé d'analyse à des situations actuelles. L'anti-terrorisme comme mode de gouvernance et comme gestion des luttes politiques et subversives nous semble toujours d'actualité²⁴⁶. Le fait que la question des extraditions refasse surface ces dernières années (cas de M. Petrella, de C. Battisti,...) montre avec évidence que les comptes sont loin d'être soldés quant à un

242Une troisième génération de Brigades rouges a notamment émergé dans les années 1990, commettant deux assassinats (Biagi et D'Antona) mais elles sont beaucoup trop isolées et tout de même assez peu actives pour que l'on y voit une résurgence des « années de plomb ».

243Gargiulo, G., Seul, O. (sous la dir. de), *Terrorismes: L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980), réalités et représentations du terrorisme*, Michel Houdiard éditeur, Paris, 2008.

244Violle, N., in Lettieri, C. (textes réunis par), *Comprendre l'Italie des années 2000, du social au politique*, Publications de l'université de Provence, Aix-en-Provence, 2009.

245Gargiulo, G., Seul, O. (sous la dir. de), *op cit*.

246Depuis le milieu des années 1990, le milieu anarchiste italien a pris la place des organisations armées en tant qu'ennemi intérieur, et les enquêtes liées aux activités politiques sont systématiquement placées sous juridiction anti-terroriste. En France, « l'affaire Tarnac » de novembre 2008 montre que ce constat n'est pas seulement valable pour l'Italie.

règlement politique et judiciaire de ces « années de plomb »²⁴⁷. D'un côté comme de l'autre des Alpes, il reste encore de nombreuses difficultés à se saisir de cette période. Quant au traitement médiatique relatif à la question de la violence politique, il s'agit d'une thématique qui reste « vendeuse » de par les aspects sensationnels ou spectaculaires qu'elle peut adopter, mais les analyses plus profondes nous semblent toujours faire autant défaut.

²⁴⁷Il est d'ailleurs troublant de constater que bien que de nombreux membres des organisations d'extrême droite ont été arrêtés et traduits en justice, tels les auteurs de l'attentat de Milan et de celui de Bologne, bon nombre d'entre eux bénéficient d'une étonnante impunité. En effet, en 1987, après la condamnation et la réclusion à perpétuité des 19 auteurs de l'attentat de Bologne, 13 sont acquittés par la cour d'appel. L'attentat de Milan est même resté impuni, alors que les auteurs ont été entre les mains de la justice.

Annexes

Annexes photographiques

Chapitre 4 :



Corps de Fulvio Croce, in *Corriere della sera*, 29 avril 1977, p.1.



Antonio Esposito, tué par les Br, in *Corriere della sera*, 22 juin 1978, p.1.



La dépouille de Guido Rossa, in *Corriere della sera*, 25 janvier 1979, p.1 (à gauche); première page de *La Stampa* au lendemain du décès de C. Casalegno (à droite).



Walter Tobagi, in *Corriere della sera*, 29 mai 1980, p.1 (à gauche); la photographie de son cadavre, in *La Repubblica*, p.1 (à droite).

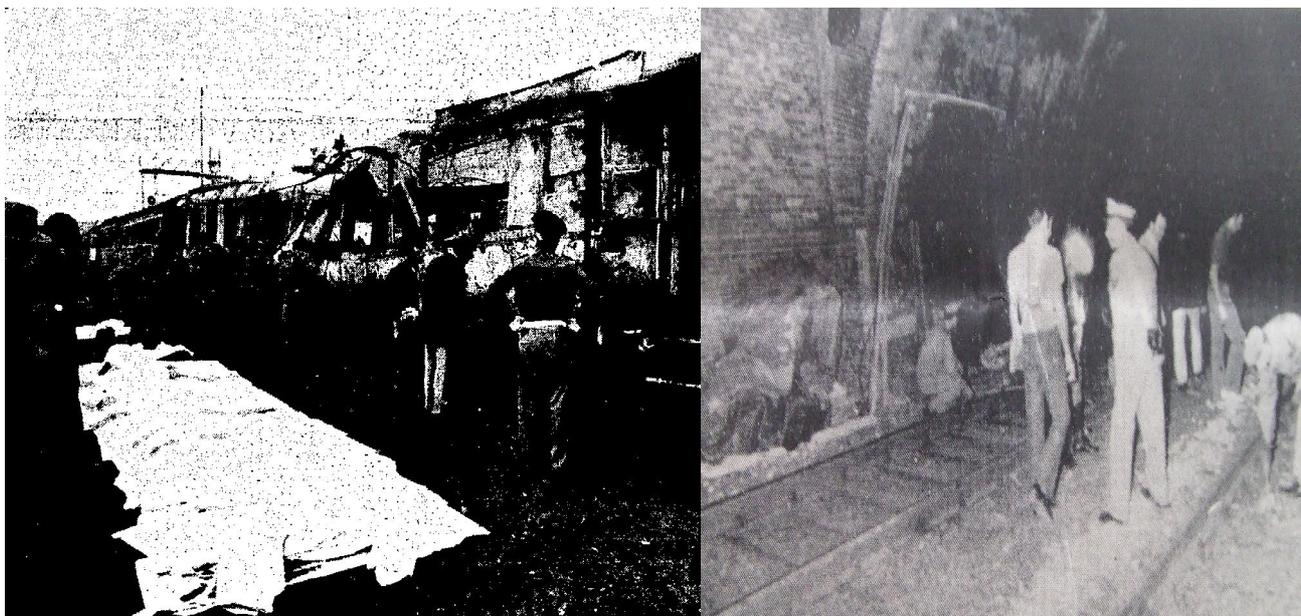
Chapitre 6 :



Le hall de la Banca dell'agricoltura (à gauche) et le cratère provoqué par l'explosion, in *La Stampa*, 13 décembre pp.1 et 2.



La Piazza della Loggia après l'attentat lors d'une manifestation antifasciste, in *Corriere della sera* (à gauche) et in *Secolo d'Italia* (à droite), 29 mai 1974.



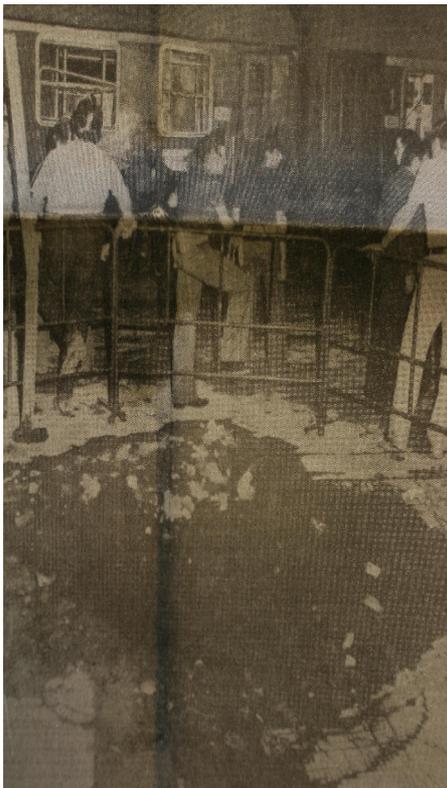
Les corps des victimes du train Italicus, in *L'Unità*, 5 août 1974, p.1 (à gauche); les policiers à la recherche d'indices dans la galerie où a eu lieu l'explosion, in *Secolo d'Italia*, p.8 (à droite).



Une des images de l'attentat commis par G. Bertoli, in *Secolo d'Italia*, 18 mars 1973, p.1.



Les victimes devant la préfecture de Milan, in *Corriere della sera*, 18 mars 1973, p.1.



Le cratère de la bombe de la gare de Bologne (à gauche) et le centre de secours improvisé sur place, in *Corriere della sera*, 4 août 1980.

Chapitre 7 :



Le corps de Feltrinelli au pied du pylône où il a été retrouvé, in *Corriere della sera*, 16 mars 1972, p.1.



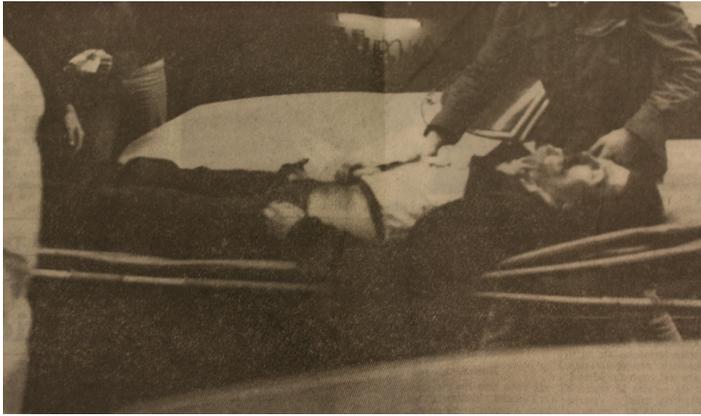
Le cadavre de M. Cagol, 6 juin 1975 (à gauche) et la photographie de son mariage avec R. Curcio, 7 juin 1975, in *Il Giorno*.



Le juge F. Coco et un de ses gardes du corps, in *La Repubblica*, 9 juin 1976, p.2.



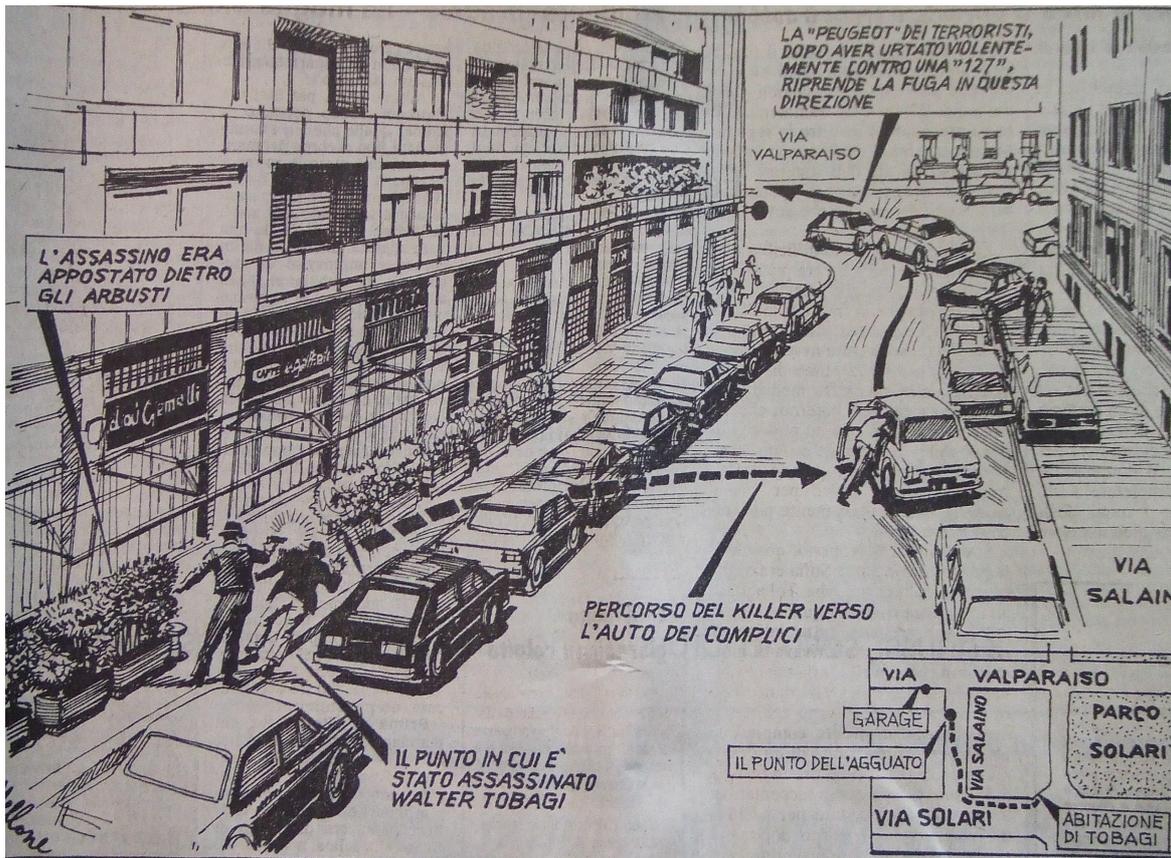
Aldo Moro, in *La Stampa*, 10 mai 1978 (à gauche); une photographie du massacre de via Fani, in *Corriere della sera*, 10 mai 1978.



Franco LoRusso, emmené sur une civière, in *La Stampa*, 12 mars 1977, p.1 (à gauche);
photographie de Giorgiana Masi, in *La Repubblica*, 13 mai 1977 (à droite).



La dépouille du juge Galli, abattu par Prima Linea, in *La Stampa*, 20 mars 1980, p.1.



Reconstitution de l'assassinat de Walter Tobagi, in *Corriere della sera*, 29 mai 1980, p.3.



La voiture du général Dalla Chiesa, après son meurtre par la mafia (à gauche), une photographie du policier (à droite), in *L'Unità*, 4 septembre 1982, p.2.

Chronologie

- 12 décembre 1969: Milan, attentat à la Banca dell'agricoltura, 16 morts et une centaine de blessés. C'est le premier "*Strage di Stato*".
- 22 juillet 70: sabotage d'un train en Calabre à Gioia Tauro; 6 morts et 56 blessés.
- 20 octobre 1970: *Sinistra Proletaria* annonce la naissance des Brigades Rouges.
- 12 décembre 1970 : la manifestation organisée pour le premier "anniversaire" de Piazza Fontana est interdite par la police. Les affrontements cause la mort de Saverio Saltarelli, un étudiant d'extrême gauche.
- 26 mars 1971: le Groupe du 22 Octobre commet un braquage à Gênes, un mort non prémédité.
- 3 mars 1972: première séquestration des Br (Idalgo Macchiarini, dirigeant de la Sit Siemens).
- 15 mars 1972: Feltrinelli se tue par accident en préparant un attentat.
- 17 mai 1972: assassinat non revendiqué du commissaire Calabresi.
- 31 mai 72 : massacre de Peteano, 3 carabinieri sont tués.
- 12 avril 73: une manifestation du *Fronte della Gioventù* à Milan cause la mort d'un policier.
- 17 mai 73: G. Bertoli lance une grenade dans la foule devant la préfecture de Milan; 4 morts et 52 blessés.
- 18 avril 1974: enlèvement du juge Sossi par les Br; il est relâché le 23 mai.
- 28 mai 74: Brescia, bombe Piazza della Loggia, pendant une manifestation antifasciste; 9 morts et 100 blessés. Perpetré par le groupe d'extrême droite Ordine Nero.
- 17 juin 1974: un commando de 5 brigadistes tuent 2 membres du MSI dans leur local de Padoue.
- 4 août 1974: attentat dans le train Italicus; 16 morts et 46 blessés.
- 8 septembre 1974: arrestation de R. Curcio et A. Franceschini, leaders brigadistes.
- 5 juin 1975: "Mara" Cagol est tuée par des carabinieri. Dans l'échange de coups de feux, un carabinier est également blessé mortellement.
- 29 avril 1976: un commando de Prima linea assassine Enrico Pedenovi (conseiller régional du MSI) à Milan.
- .-8 juin 1976: premier homicide prémédité des Br. En est victime le procureur de la république F. Coco, à Gênes.
- 20 juillet 1976: des militants d'Ordine Nuovo abattent le juge Occorsio qui enquêtait sur les attentats dans les trains.
- 15 décembre 1976: dans la banlieue de Milan, un échange de coups de feu lors d'une perquisition entraîne la mort de Walter Alasia, membre des Br, et de deux carabinieri.

- 18 janvier 1977: ouverture à Catanzaro (Calabre) du quatrième procès des bombes de Milan (1969). Parmi les inculpés, des néo-fascistes, des membres des services secrets, un général...
- 11 mars 1977 : Franco LoRusso est tué dans les affrontements à Bologne. Début de 3 jours d'émeutes qui nécessiteront le recours à l'armée.
- 12 mars 1977 : manifestations armées à Milan et Rome. Echanges de coups de feu avec la police.
- 21 avril 1977: les étudiants de Rome occupent 4 universités. Le recteur appelle la police. Les autonomes ouvrent le feu et tuent un policier.
- 28 avril 1977: les Br assassinent le président de l'ordre des avocats de Turin, Fulvio Croce.
- mai 1977: création du groupe armé Prima Linea.
- 14 mai 1977: à Milan, à la suite d'une manifestation, des autonomes tuent un policier à coups de revolver.
- 1 juin 1977: à Gênes, les Br tirent dans les jambes du vice-directeur du journal *Secolo XIX*, V. Bruno.
- 2 juin 1977: à Milan, les Br jambisent le directeur du journal *Il Giornale*, Indro Montanelli.
- 3 juin 1977: à Rome, les Br jambisent le directeur du journal télévisé de la première chaîne (Emilio Rossi), la RAI de 12 balles aux jambes.
- 30 juin 1977: à Florence, 3 néofascistes tuent un gardien de la paix.
- 16 novembre 1977: à Turin, attentat des Br contre le directeur adjoint de *La Stampa*, Carlo Cassalegno, grièvement blessé par 4 balles et qui mourra 13 jours plus tard.
- 14 février 1978: assassinat par les Br à Rome de Riccardo Palma, conseiller de cassation, dans le cadre de la campagne contre les prisons spéciales.
- 10 mars 1978: à Turin, Rosario Berardi, maréchal de police de la section anti-terroriste est tué par les Br.
- 16 mars 1978: Aldo Moro est enlevé par les Br via Fani, les cinq gardes du corps de son escorte sont abattus.
- 9 mai 1978: le corps d'Aldo Moro est retrouvé à Rome, dans le coffre d'une R4, via Caetani, à mi-chemin entre les sièges du PCI et de la DC.
- 21 juin 1978: à Gênes, Antonio Esposito, commissaire de police et chef de l'anti-terrorisme de Gênes est tué par les Br.
- 8 novembre 1978: les Formations communistes combattantes tuent Fedele Calvosa (procureur de la province de Frosinone) ainsi que deux agents de son escorte.
- 24 janvier 1979: à Gênes, l'ouvrier Guido Rossa, militant du PCI et de la CGIL est tué par un commando brigadiste pour avoir dénoncé Francesco Berardi, un militant des Br.
- 29 janvier 1979: le juge Emilio Alessandrini est tué par un commando de Prima Linea à Milan.

- 16 février 1979: les PAC (Prolétaires armés pour le communisme) tuent un joaillier Luigi Torreggiani à Milan.
- 12 février 1980: Bachelet, vice-président du conseil de la magistrature est tué à Rome par un noyau des Br.
- 19 mars 1980: le magistrat et criminologue Guido Galli est tué par Prima Linea à Milan.
- 28 mars 1980: Gênes, des carabinieri font irruption dans un appartement via Fracchia, 4 brigadistes sont tués.
- 28 mai 1980: assassinat de Walter Tobagi par la Brigade du 28 Mars, à Milan
- 23 juin 1980: le procureur Mario Amato est tué par les NAR à Rome.
- 2 août 80: attentat à la gare de Bologne; 85 morts et plus de 150 blessés.
- 12 décembre 1980 : enlèvement du juge Giovanni D'Urso par les Br. Il sera relâché un mois plus tard contre la fermeture de la prison de l'Asinara.
- 31 décembre 1980 : assassinat d'Enrico Galvaligi, général des carabinieri du bureau de coordination des services de sécurité des prisons par les Br.
- 4 avril 1981: arrestation du leader brigadiste Mario Moretti et de Enrico Fenzi à Milan.
- 5 juillet 1981 : Giuseppe Tagliercio, directeur du pôle pétrochimique de Marghera, est tué après un mois et demi de séquestration par la colonne vénitienne des Br.
- 3 août 1981 : mort de Patrizio Peci, frère de Roberto un repenté des Br, après 54 jours de séquestration par les Br-Partito guerriglia.
- 17 décembre 1981: les Br enlèvent le général Dozier, qui travaille pour l'OTAN.
- 15 février 1984: à Rome, le diplomate américain Leamon Ray Hunt, responsable logistique de la force militaire multinationale de l'ONU, est tué par un commando des BR-PCC. L'action est revendiquée conjointement avec les FARL (Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise).
- 23 décembre 84: attentat à la bombe sur le train Naples-Milan; 16 morts et 105 blessés.
- 16 avril 1988: assassinat de Roberto Ruffilli, un sénateur démocrate par les Br.

Cette chronologie a pu être réalisée grâce au croisement des informations récoltées dans divers ouvrages, tels que le *Progetto memoria*, *La violence politique et son deuil*. *L'après 68 en France et en Italie*, et *A l'assaut du ciel*.

Bibliographie

Ouvrages généraux sur l'Italie contemporaine

- ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2004.
- COLIN M. (sous la dir. de), *L'Italie, échecs et réussites d'une république*, Minerve, 1994.
- LAZAR Marc (sous la dir. de), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Fayard, 2009.
- LETTIERI Carmela (textes réunis par), *Comprendre l'Italie des années 2000, du social au politique*, Publications de l'université de Provence, Aix-en-Provence, 2009.

Ouvrages sur la photographie, l'image et la représentation

- BAQUE Dominique, *L'effroi du présent. Figurer la violence*, Flammarion, Mayenne, 2009.
- D'ALMEIDA Fabrice, *Image et propagande*, Casterman-Giunti, Firenze, 1995.
- DELPORTE Christian, GERVEREAU Laurent, MARECHAL Denis (sous la dir. de), *Quelle est la place des images en histoire?*, Nouveau monde éditions, Paris, 2008.
- DEPARDON Raymond, *Images politiques*, éd. La Fabrique, Paris, 2004
- DUBIED Annick, LITS Marc, *Le fait divers*, Que sais-je?, Puf, Paris, 1999.
- FREUND Gisèle, *Photographie et société*, éditions du Seuil, France, 1974.
- GERVEREAU Laurent, *Voir, comprendre, analyser les images*, La Découverte, Paris, 2004.
- GERVEREAU Laurent (sous la dir. de), *Dictionnaire mondial des images*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2006
- KERTZER David I., "Rituel et symbolisme politique des sociétés occidentales", in *L'Homme*, n°121, p.79-89, 1992.
- MATARD-BONUCCI Marie Anne, "Usages de la photographie par les médias dans la construction de la mémoire de la Shoah", in *Le temps des médias*, n°5, 2005/2.
- MICHAUD Eric, "La construction de l'image comme matrice de l'histoire", in *Vingtième siècle*, n°72, octobre-décembre 2001.
- SONTAG Susan, *Sur la photographie*, Christian Bourgeois éditeur, France, 2000

Ouvrages sur la presse italienne

- CASTRONOVO Valerio et TRANFAGLIA Nicola (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni settanta a oggi*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2002.
- CASTRONOVO Valerio et TRANFAGLIA Nicola (a cura di), *La stampa italiana del neocapitalismo*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2001.
- MACK SMITH Denis, *Storia di cento anni di anni di vita italiana visti attraverso il Corriere della Sera*, Rizzoli, Milano, 1978.
- MANGANO Attilio, *Le riviste degli anni settanta. Gruppi, movimenti e conflitti sociali*, CDP/Massari editore, Pistoia, 1998
- MASTROMATTEO Gilberto, *Quando i media staccano la spina. Storia del blackout informativo durante gli "anni di piombo"*, tesionline.it, Università degli studi di Macerata, 2004.
- MURIALDI Paolo, *La stampa italiana dalla liberazione alla crisi di fine secolo*, Editori Laterza, Bari, 1995
- SILJ Alessandro, *Brigate rosse-Stato, lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Vallecchi, Firenze, 1978

Ouvrages sur la violence politique et le "terrorisme"

- BONANATE Luigi (a cura di), *La violenza politica nel mondo contemporaneo*, Franco Angeli editore, Milano, 1979
- DAVIS Mike, *Les héros de l'enfer*, Textuel, Paris, 2007
- DELLA PORTA Donatella, *Social movements, political violence and the state. A comparative analysis of Italy and Germany*, Cambridge university press, Cambridge, 1995
- HUYGHE F.-B., "Analyse: le terrorisme, entre ravage et message" in *Terrorisme.net*, 2003
- NEYRAT Frédéric, *Le terrorisme, la tentation de l'abime*, éd. Philosopher Larousse, 2009
- SOMMIER Isabelle, *La violence révolutionnaire*, SciencesPo Les Presses, Paris, 2008.
- SOMMIER Isabelle, "La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême gauche italienne, 1969-1974" in *Politix*, n°17, p.86-103, 1992.
- WAHNICH Sophie, *La liberté ou la mort. Essai sur la terreur et le terrorisme*, éd. La Fabrique, Paris, 2003.
- WIEVIORKA Michel, *Sociétés et terrorisme*, Fayard, coll. Mouvements, Mesnil-sur -l'Estrée, 1988

Ouvrages sur les années de plomb italiennes

- BOCCA Giorgio, *Il terrorismo italiano, 1970-1978*, Rizzoli, Milano, 1978
- CROUZET Valeria, *Les Brigades rouges : origines et traitement par trois quotidiens italiens*, Mémoire de maîtrise, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 1999.
- GALLENI Mauro (a cura di), *Rapporto sul terrorismo*, Saggi Rizzoli, Milan, 1981
- GARGIULO Gius & SEUL Otmar (sous la direction de), *Terrorismes: L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980), réalités et représentations du terrorisme*, Michel Houdiard éditeur, Paris, 2008.
- GUIGOU Jacques, WAJNSZTEJN Jacques, *Mai 1968 et le Mai rampant italien*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- LAZAR Marc, MATARD-BONUCCI M. A. (sous la direction de), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, éd. Autrement, 2010
- PANVINI Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni sessanta e settanta (1966-1975)*, Einaudi, Torino, 2009
- PERTEGATO Giancarlo, "10 ans de terrorisme en Italie" in *Politique étrangère*, n°4, p.951-960, 1986
- SILJ Alessandro, *"Mai più senza fucile!", alle origini dei NAP e delle BR*, Vallecchi, Firenze, 1979
- SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2008.
- SOMMIER Isabelle, "Les "années 1968", entre l'oubli et l'étreinte des années de plomb" in *Politix*, n°30, p.168-177, 1995.
- WRIGHT Steve, *A l'assaut du ciel. Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Senonevero, Marseille, 2007.
- ZOCATELLI Pier Luigi, "Réflexions italiennes sur un anniversaire. 77: l'obscurité avant la nuit." in *Terrorisme.net*, 2007

Ouvrages sur la question de la mémoire

- DELPORTE Christian, MATARD-BONUCCI Marie-Anne, ELYADA Ouzi, "Présentation. Les médias, l'indicible et l'in-montrable" in *Le Temps des médias*, 2005/2-n°5.
- WEILL Nicolas, WIEVIORKA Annette, *La construction de la mémoire de la Shoah : les cas français et israéliens*, Les cahiers de la Shoah, n°1, 1994.

Sites internet :

-Brigaterosse.org est un site très complet sur lequel on trouve de nombreux documents produits par l'organisation tout au long de son existence ainsi que des dossiers d'analyse intéressants sur l'affaire Moro, le massacre de via Fracchia en 1980 et l'enlèvement du juge D'Urso. Il nous a également aidé en partie à réaliser notre chronologie des "années de plomb" (cf annexes).

-Wikipedia.it sur lequel nous avons pu trouver certaines photographies de bonne qualité sur des faits que nous n'avons pu consulter dans la presse (comme l'homicide commis par le Groupe du 22 octobre ou la séquestration d'Idalgo Macchiarini par les Br).

-vittimerrorismo.it qui revient sur les victimes de la violence politique tout au long des "années de plomb".

-terrorisme.net qui compile des articles sur le terrorisme contemporain.

Inventaire des sources

Travaux journalistiques, enquêtes sur la lutte armée

- BOCCA Giorgio, *Noi, terroristi, 12 anni di lotta armata ricostruiti e discussi con i protagonisti*, Garzanti, Italia, 1985
- CALVI Fabrizio, *Camarade P38*, Grasset, Paris, 1982.
- CAPRARA Mario, SEMPRINI Gianluca, *Destra estrema e criminale*, Newton Compton editori, Roma, 2007
- PIANO Paolo, *La "banda 22 ottobre", agli alberi della lotta armata in Italia*, Derive/Approdi, Genova, 2005
- PROGETTO MEMORIA, *La mappa perduta*, Sensibili alle foglie, Roma, 1994.
- SOCCORSO ROSSO, *Brigate Rosse*, Feltrinelli, Milano, 1976.
- VARGAS Fred (sous la dir. de), *La vérité sur Cesare Battisti*, éd. Viviane Hamy, 2004.
- ZAVOLI Sergio, *La notte della Repubblica*, Arnoldo Mondadori editore, Milano, 1992.

Mémoires et autobiographies d'acteurs de la lutte armée

- BRAGHETTI Laura, TAVELLA Paola, *Le prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoel, France, 1999.
- COLOMBO Andrea, *Storia Nera. Bologna, la verità di Francesco Mambro e Valerio Fioravanti*, Cairo editore, Milano, 2007.
- CURCIO Renato, SCIALOJA Mario, *A visage découvert*, Lieu Commun, Milano, 1993.
- FENZI Enrico, *Armes et bagages*, Les belles lettres, Paris, 2008.
- FRANCESCHINI Alberto, BUFFA Pier Vittorio, GIUSTOLISI Franco, *Mara, Renato e io: storia dei fondatori delle Brigate Rosse*, Mondadori, Milano, 1988.
- MORETTI Mario, MOSCA Carla, ROSSANDA Rossana, *Mario Moretti, Brigate Rosse, una storia italiana*, Mondadori editore, Milan, 2007.
- MORONI Primo (a cura di), *Le parole e la lotta armata*, Shake edizioni, Milano, 2009.

Journaux utilisés

Nous avons tenté d'élaborer une sélection de journaux qui seraient suffisamment représentatifs de tout l'échiquier politique italien. Allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par une

diversité de positions politiques, nous essayerons d'y analyser la façon avec laquelle les homicides politiques ont été traités et représentés photographiquement durant les "années de plomb". Tous les journaux choisis étant à grand tirage, nous ferons donc sans les journaux à moindre publication et plus locaux.

à la Bdic :

-IL CORRIERE DELLA SERA: GFP 1364

13 décembre 1969	21 mars 1978
12 décembre 1970	23 mars 1978
13 décembre 1970	10 mai 1978
18 mai 1972	25 janvier 1979
18 mai 1973	29 mai 1980
29 mai 1974	3 août 1980
30 mai 1974	4 août 1980
7 juin 1975	24 décembre 1984
9 juin 1976	

-IL GIORNO: GFP 4818

6 juin 1975
7 juin 1975

-LOTTA CONTINUA: GFP 4637

18 mai 1973
10 mai 1978
24 juin 1980

-LA REPUBBLICA: GFP 5024

30 avril 1976	17 mars 1978
9 juin 1976	10 mai 1978
11 juin 1976	25 janvier 1979
13 mai 1977	29 mai 1980
30 novembre 1977	24 juin 1980
11 mars 1978	

-SECOLO D'ITALIA: GFP 4284

17 mars 1972	17 mai 1973
18 mai 1972	18 mai 1973

29 mai 1974	5 août 1974
20 juin 1974	6 août 1974
<i>-LA STAMPA: GFP 1420</i>	
17 mars 1972	7 février 1980
5 août 1974	13 février 1980
12 mars 1977	20 mars 1980
29 avril 1977	29 mars 1980
13 mai 1977	29 mai 1980
30 novembre 1977	3 août 1980
10 mai 1978	

à la Bnf :

-IL MANIFESTO: GR FOL-JO-10277 1977/01-06 et 1984/09-12
13 mai 1977
24 décembre 1984

sur internet :

-L'UNITA: archivio.unita.it

13 décembre 1969	30 novembre 1977
12 décembre 1970	19 mars 1978
14 décembre 1970	22 juin 1978
18 mars 1972	9 novembre 1978
18 mai 1972	16 mars 1979
1 juin 1972	29 mars 1980
18 mai 1973	10 mai 1980
17 mai 1974	29 mai 1980
29 mai 1974	3 août 1980
5 août 1974	4 août 1980
29 mai 1975	2 août 1981
5 août 1975	4 septembre 1982
12 mars 1977	3 août 1983
13 mai 1977	24 décembre 1984
1 juillet 1977	

Index des noms propres :

- Afeltra, 39
Agnelli, 38
Alasia, Walter, 95
Alessandrini, Emilio, 21
Amato, Mario, 97, 102, 104
Annaruma, Antonio, 13
Anselmi, Franco, 31
Armani, Barbara, 4
Arnesano, Maurizio, 103
Attal, Frederic, 14, 57
Auclair, Georges, 101
Azzi, Nicola, 31
Bachelet, Vittorio, 107
Battaglia, Giuseppe, 18
Baqué, Dominique, 1
Barthes, Rolland, 113
Battisti, Cesare, 6, 126, 128
Bechelloni, Giovanni, 65
Berardi, Rosario, 64, 104, 105
Berlinguer, Enrico, 23, 85
Bertoli, Gianfranco, 14, 31, 77, 87, 88, 89, 90, 91, 111, 120, 124, 127, 134
Borghese, Junio Valerio, 14, 20
Bortolon, Gabriella, 91
Braghetti, Anna Laura, 20, 33, 34, 35, 51
Bruno, Valerio, 55
Buffa, Pier Vittorio, 20
Cagol, Margherita, 19, 20, 95, 97, 99, 117, 136
Calabresi, Luigi, 9, 24, 42, 48, 87, 88, 97, 99, 104, 105, 107, 117, 119, 120, 121, 124
Calvi, Fabrizio, 55, 59
Calvosa, Fedele, 64, 107, 112
Capanna, Mario, 5, 13
Caprara, M., 14, 43
Cararro, Maria, 84, 85
Cardulli, Alessandro, 68
Casalegno, Carlo, 55, 56, 57, 58, 59, 97, 100, 132
Castro, Fidel, 98
Castronovo, Valerio, 41, 43
Catanzaro, Raimondo, 4
Coco, Francesco, 24, 48, 55, 61, 64, 97, 100, 108, 111, 112, 137
Colin, Marc, 14
Colombo, Andrea, 15, 31, 51
Croce, Fulvio, 48, 55, 111, 131
Crouzet, Valeria, 106, 114
Curcio, Renato, 5, 19, 20, 27, 99, 100
Curzi, Sandro, 68
Dalla Chiesa, 112, 139
D'Almeida, Fabrice, 10, 28, 46, 48, 50, 51, 69, 73, 78, 87, 103, 116, 119, 125
Davis, Mike, 6
Della Porta, Donatella, 4
Delporte, Christian, 117, 126
Depardon, Raymond, 8
Di Bella, Franco, 28
Dubied, Annick, 96, 102, 103, 113
D'Urso, Giovanni, 71, 72, 74
Eco, Umberto, 125
Elyada, Ouzi, 117
Esposito, Antonio, 48, 102, 131
Feltrinelli, Giangiacomo, 17, 19, 97, 98, 107, 108, 109, 136
Ferrero, Nino, 55
Fioravanti, Valerio, 15, 31, 51
Floris, Alessandro, 18, 19
Franceschini, Alberto, 5, 19, 20
Freda, Franco, 91
Freund, Gisèle, 50
Gadolla, Sergio, 18
Galleni, Mauro, 24
Galli, Guido, 21, 102, 138
Gallinari, Prospero, 19
Gancia, Vittorio, 100
Gargiulo, Gius, 34, 128
Gervereau, Laurent, 46, 11, 126
Giansanti, 69
Giovagnoli, Agostino, 112
Giustolisi, Franco, 20
Guerrin, Michel, 1
Guigou, Jacques, 3, 13, 14, 18
Honderich, Ted, 6
Huyghes, François-Bernard, 9, 26
Kertzer, David, 28, 53
Lazar, Marc, 2, 3, 4, 10, 23, 28, 39, 42, 46, 50, 57, 78, 112
Lega, A., 14
Leone, Giovanni, 108
Leoni, Giuseppe, 20
Lettieri, Carmela, 5, 128
Lits, Marc, 96, 102, 103, 113
LoRusso, Franco, 95, 101, 138
Macchiarini, Idalgo, 20, 26, 27
Magri, 43
Mambro, Francesca, 5, 15, 31, 51
Mangano, Attilio, 42
Marcuse, Herbert, 124

Maréchal, Denis, 126
 Marino, Antonio, 15
 Masi, Giorgiana, 95, 101, 138
 Mastromatteo, G., 113
 Matard-Bonucci, Marie-Anne, 2, 4, 10, 23, 28, 46, 50, 57, 78, 112, 117, 123
 Mattei, Enrico, 38
 McLuhan, Marshall, 67, 71
 Michaud, Eric, 8
 Michelini, Arturo, 40
 Montale, Eugenio, 67, 69, 70
 Montanelli, Indro, 55
 Moretti, Mario, 5, 19, 20, 26, 27, 53, 55, 71, 113
 Moro, Aldo, 9, 13, 23, 24, 28, 33, 34, 47, 48, 53, 59, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 80, 96, 97, 100, 107, 108, 109, 110, 112, 117, 119, 120, 124, 137
 Moro, Giovanni, 4
 Moroni, Primo, 28
 Mosca, Carla, 20, 26, 27, 53, 55, 113
 Murialdi, Paolo, 30, 55, 66, 72
 Natoli, Aldo, 43
 Negri, Toni, 43
 Occorsio, Vittorio, 15
 Palma, Riccardo, 64
 Palumbo, Prisco, 21
 Panvini, Guido, 14, 20, 22, 23
 Parlato, Valentino, 112
 Peci, Roberto, 48
 Pedenovi, Enrico, 24, 61, 97
 Pertegato, Giancarlo, 32
 Pertini, Sandro, 107, 119
 Petrella, Marina, 128
 Petrone, Benedetto, 57
 Piano, Paolo, 18
 Pietroni, Remo, 104
 Pignotti, Lamberto, 112
 Pinelli, Giuseppe, 9, 30, 42, 90, 117, 121
 Pintor, Luigi, 43
 Renello, Gian Paolo, 34
 Rossa, Guido, 35, 47, 48, 102, 132
 Rossanda, Rossana, 3, 20, 26, 27, 43, 53, 55, 113
 Rossi, Emilio, 55
 Rossi, Mario, 17, 18
 Rouille, André, 102
 Rumor, Mariano, 87
 Rusconi, Edilio, 38
 Russo, Alfio, 38
 Saltarelli, saverio, 121
 Santerini, G., 14
 Scalfari, Eugenio, 39, 57
 Scalzone, Oreste, 2
 Schleyer, Hans Martin, 26
 Scialabba, Roberto, 51
 Scialoja, Mario, 20, 27
 Segio, Sergio, 5
 Semprini, G., 14
 Senzani, Giovanni, chap.71
 Seul, Ottmar, 34, 128
 Silj, Alessandro, 20, 28, 53, 65, 66, 68, 112, 113
 Sommier, Isabelle, 4, 5, 6, 13, 17, 22, 23
 Sontag, Susan, 8, 50
 Sossi, Mario, 20, 27, 62
 Stille, Ugo, 67
 Tavela, Paola, 20, 33, 35, 51
 Testa, Carlo, 14, 125
 Tobagi, Walter, 48, 55, 58, 59, 97, 100, 132, 139
 Tranfaglia, Nicola, 41, 43
 Turchi, Franz, 40
 Tuti, Mario, 83
 Valpreda, Pietro, 30, 33, 121
 Vargas, Fred, 6, 126
 Viel, Augusto, 18
 Violle, Nicolas, 5, 128
 Von Trotta, Margarethe, 2
 Wajnsztein, Jacques, 3, 13, 14, 18
 Weill, Nicolas, 116, 119
 Wieviorka, Annette, 116, 119
 Wieviorka, Michel, 8, 9, 34, 49, 50, 51, 55, 58, 113
 Zaccagnini, 107
 Zangheri, Renato, 85
 Zavoli, Sergio, 15
 Zocatelli, Pier Luigi, 55, 125

Table des matières

Introduction.....	2
Première partie : Le surgissement de la violence politique dans la société italienne.....	11
Chapitre 1: Stratégies de lutte et fondements idéologiques.....	12
I- De l'anticommunisme à la "stratégie de la tension".....	13
II- Le développement de la lutte armée d'extrême gauche.....	17
III- D'un ennemi à l'autre, l'extrême gauche entre antifascisme et "attaque au coeur de l'Etat".....	22
Chapitre 2 : La communication comme enjeu pour la guérilla.....	25
I- Le pistolet et le communiqué, les deux armes de l'extrême gauche.....	26
II- Les stratégies de communication des néofascistes, entre anonymat et fausses revendications?.....	30
III- Des stratégies efficaces?.....	33
Deuxième partie : La presse italienne au coeur du conflit des années 1970.....	36
Chapitre 3 : Présentation des quotidiens étudiés.....	37
I- La presse généraliste.....	38
II- La presse de parti politique.....	40
III- La presse militante.....	42
Chapitre 4 : D'un observateur à un acteur, évolution du rôle des journalistes dans les "années de plomb".....	45
I- La violence politique : dire et montrer, rendre compte ou prendre parti.....	46
II- Le journaliste pris dans les choix éditoriaux et politiques.....	50
III- Le journaliste : une cible pour la lutte armée.....	55
Chapitre 5 : Une éthique du journalisme face à la violence?.....	60
I- L'émergence d'un questionnement vis-à-vis de la violence.....	61

II- L'affaire Moro : la prise de conscience?.....	66
III- L'enlèvement du juge D'Urso et l'impossible instauration d'un black-out médiatique.....	71
Troisième partie : La représentation de la violence politique.....	75
Chapitre 6 : <i>Stragi</i> d'extrême droite : où sont les morts?.....	76
I- L'importance du dégât matériel.....	77
II- L'ellipse des corps des victimes.....	82
III- Des exceptions : quand la presse est sur place.....	87
Chapitre 7 : L'assassinat politique photographié.....	94
- Prologue.....	95
I- La victime : une mise en scène proche du fait divers?.....	96
II- Les photographies "périphériques".....	106
III- L'influence des discours sur la lutte armée.....	111
Chapitre 8 : Les dates "anniversaires" et la construction d'une mémoire des "années de plomb".....	115
I- Méthodologie adoptée.....	116
II- Les commémorations des attentats d'extrême droite.....	118
III- Les oubliés de la mémoire.....	124
Conclusion.....	126
Annexes.....	130
Annexes photographiques.....	131
Chronologie.....	140
Bibliographie.....	143
Index des sources.....	147
Index des noms propres.....	150
Table des matières.....	152
Remerciements.....	154

*Merci à celle qui a sû que je pouvais le faire. Jusqu'à la mort mon amour.
Merci à celui et celle qui ont eu la patience de tout relire, pour leurs conseils avisés.
Merci à Mme Bonucci, pour m'avoir fait confiance pour ce sujet.
Merci aux Indiens, des métropoles et des hauts plateaux.*

Entre 1968 et le début des années 1980, l'Italie a connu une poussée de violence, inédite, dans l'après guerre, par son ampleur, sa longévité et les formes qu'elle a pu prendre. C'est ce que l'on a appelé rétroactivement les "années de plomb". Entre attentats aveugles de la droite néofasciste, assassinats politiques des formations armées de gauche et affrontements de rue, l'usage de la force n'a pas été le seul apanage des Brigades rouges, l'organisation clandestine la plus connue. De cette décennie de lutte, la presse a évidemment contribué à en forger des représentations. L'objet de ce travail est de s'attacher à saisir ce surgissement de la violence, à décrypter le rôle des journalistes en tant qu'acteurs de cette période, et surtout l'utilisation faite de la photographie. A travers un corpus de huit quotidiens à grands tirages, suffisamment représentatif de l'échiquier politique italien, nous avons étudié les images de la violence homicide pour en dégager les caractéristiques, les enjeux, les usages et les registres de signification.

Tra 1968 e l'inizio degli anni 1980, l'Italia ha conosciuto una spinta di violenza, inedita, nel dopo guerra, dalla sua importanza, longevità e dalle forme che ha potuto prendere. E' quello che abbiamo chiamato retroattivamente gli "anni di piombo". Fra attentati ciechi della destra neofascista, assassini politici delle formazioni armate di sinistra e scontri di piazza, l'uso della forza non è stato il solo appannaggio delle Brigate rosse, l'organizzazione clandestina la più famosa. Di questo decennio di lotta, la stampa ha ovviamente contribuito a forgarne rappresentazioni. L'oggetto di questo lavoro è di applicarsi a capire questo sorgimento della violenza, a decriptare il ruolo dei giornalisti come attori di questo periodo, e soprattutto l'utilizzazione fatta della fotografia. Attraverso un corpus di otto quotidiani a grande tiratura, abbastanza rappresentativo del mondo politico italiano, abbiamo studiato le immagini della violenza omicida per metterne in evidenza le caratteristiche, le poste, gli usi e i registri di significati.

Mots clés : Italie, "années de plomb", photographie, violence politique, représentation, presse.

Parole chiave : Italia, "anni di piombo", fotografia, violenza politica, rappresentazioni, stampa.